

سنة ١٤٠٨ هـ

AU CHILI
Un réquisitoire
des évêques contre
le président Pinochet

LIRE PAGE 4.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F
Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 80 pes. ; E.-U., 95 c. ; Grèce, 45 p. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1.000 l. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.
Tarif des abonnements page 8
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69872 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Trop de pétrole !

Comme les nations industrialisées, auxquelles ils sont inextricablement liés, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ont bien du mal à s'adapter au ralentissement de l'économie mondiale. Une forte réduction de leur production, jointe à la lente érosion des prix du pétrole, a rendu l'OPEP globalement déficitaire en 1982 de quelque 18 milliards de dollars. Les coupes sombres qu'elle a dû opérer dans les programmes de développement comme dans l'aide aux autres pays du tiers-monde, contribuent à accroître une crise dont nul ne voit la fin.

L'échec de la conférence de Vienne, le 20 décembre, montre cependant que l'enjeu des débats de l'Organisation n'est pas simplement économique, mais bien politique. Jusqu'à présent, l'Arabie Saoudite a pratiquement maintenu seule les cours à leur niveau officiel depuis octobre 1981, mais qu'elle n'y est arrivée qu'au prix d'une réduction de moitié de son extraction. Or, sans de fortes ventes de pétrole, le royaume, dont la faiblesse économique et militaire est patente, ne pourrait pas jouer longtemps un rôle important sur le plan international. Sans l'OPEP, en revanche, le prix d'une production de pétrole au moins double de la sienne échapperait à Ryad, qui ne pourrait plus jouer de réserves représentant 25 % des richesses mondiales et d'une capacité d'extraction correspondant à 15 % de la consommation internationale.

C'est ce qui explique la mauvaise humeur de l'Arabie Saoudite sur l'OPEP, d'autant plus désagréable à l'Irak qu'elle soutient sans défaillance l'Irak dans la guerre du Golfe. Si, après avoir multiplié les déclarations sur la nécessité d'économiser ses richesses énergétiques, Téhéran a soudain accru sa production, ce n'est pas seulement pour répondre à des nécessités financières, mais aussi, bien évidemment, pour contrecarrer le leadership saoudien. Le régime du chah avait jadis caressé le même dessein.

Dans ces circonstances, une baisse des prix saoudiens de l'ordre de 10 % apparaîtrait comme un coup de poker. Elle soulèverait certes à court terme l'économie mondiale en entraînant un réajustement des échanges extérieurs et une baisse de l'inflation de l'ordre de un demi-point dans les pays industrialisés. Mais elle serait sans effet sur une demande de pétrole particulièrement peu élastique. A plus long terme, les effets pervers l'emporteraient sans doute : crise des liquidités financières, accentuation des déficits de certains pays producteurs, chute des investissements de diversification et de conservation d'énergie, entraînant le risque d'un troisième choc pétrolier en cas de reprise de l'économie mondiale.

Autant de raisons pour que Téhéran ne croie pas à une baisse des prix. Pourquoi, demande M. Gharazi, ministre iranien du pétrole, l'Arabie Saoudite, qui dispose des principales réserves mondiales, en réduirait-elle la valeur, pénalisant en outre son allié américain auquel la constitution de réserves stratégiques a coûté très cher ? Forte de cette analyse, la déléguée de la République islamique n'a pas caché que celle-ci voulait augmenter sa production et pratiquer des rabais importants « pour compenser les coûts d'assurance » des navires qui accostent au terminal de Kharg.

L'Arabie Saoudite doit être fortement tentée d'abaisser ses prix pour s'opposer à une telle stratégie. Mais ne risquerait-elle pas alors d'ouvrir une course à la baisse de nature à saper le fondement même du pouvoir de l'OPEP, déjà fort érodé par trois ans de dissensions internes ?

(Lire nos informations page 23.)

Une proposition de M. Andropov Les communistes et l'audiovisuel

L'U.R.S.S. et les États-Unis devraient réduire de plus du quart tous leurs armements stratégiques

Le soixantième anniversaire de la fondation de l'U.R.S.S. a été marqué, ce mardi 21 décembre, par une réunion solennelle du Soviet suprême de l'U.R.S.S., du Soviet suprême de la République russe et du comité central du parti communiste. Cent trente-cinq délégations étrangères assistent à cette célébration. La délégation du P.C.F. est constituée de M. Maxime Gremetz, secrétaire du comité central, M. Mireille Bertrand, membre du bureau politique, et M. René Auchède, membre du comité central. Celle du parti socialiste est constituée de MM. Alain Barras, secrétaire national, et René Girault, chargé des pays de l'Est.

La séance conjointe a été ouverte au Kremlin par M. Tchernenko, membre du bureau politique et secrétaire du comité central. C'est M. Andropov qui a prononcé le discours. Il a proposé aux États-Unis une réduction réciproque « de plus de 25 % » des armements stratégiques des deux super-puissances. Faute de quoi, a-t-il ajouté, « nous serons obligés de répondre au défi de la partie américaine ».

Tous les partis communistes au pouvoir, à l'exception de ceux de la Chine et de l'Albanie, sont représentés aux célébrations de Moscou. Les délégations d'Europe de l'Est sont dirigées par les premiers secrétaires généraux des partis qui ont eu des hundi des entretiens particuliers avec M. Andropov. Le général Jaruzelski s'est également recueilli devant le monument de Dzerjinski, le premier chef de la police soviétique.

A la séance conjointe étaient présents dans la tribune tous les membres du bureau politique, y compris le doyen M. Pouchkine, dont on avait remarqué l'absence au moment de la mort de Brejnev. Les rues de la capitale, dont le centre est interdit à la circulation, sont décorées de drapeaux rouges et de banderoles célébrant l'amitié des peuples de l'U.R.S.S. Seuls les portraits de Khrushchev, Brejnev, Lénine sont visibles. Il n'y a aucune effigie des dirigeants actuels.

« Nous sommes prêts à réduire nos armements stratégiques de plus de 25 %, a notamment déclaré M. Andropov. Les armements des

États-Unis devraient être réduits en proportion pour que le nombre de vecteurs qui possèdent les deux États soient égaux. Nous proposons également de réduire substantiellement la quantité des charges nucléaires et de limiter au maximum le perfectionnement de ces armes (...). Nos propositions concernent tous les types d'armes stratégiques sans exception ; elles prévoient de réduire les arsenaux de plusieurs centaines d'unités. »

(Lire la suite page 4.)

Le P.C.F. attaque vivement l'information radio-télévisée et veut saisir la Haute Autorité

Le bureau politique du parti communiste français vient de publier une déclaration sur l'information radiotélévisée sous forme d'un « Appel aux Français et aux Françaises ». Le P.C.F. se déclare « alerté par l'ampleur de la campagne d'intoxication et de falsification menée par les grands moyens d'information, notamment la radio et la télévision nationales ». Il a décidé de demander une entrevue à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle et d'organiser un forum sur l'information.

La déclaration du parti communiste critique notamment la manière dont les chaînes de radio et de télévision traitent l'information sur les pays de l'Est. Dans l'Humanité du mardi 21 décembre, M. Arnaud Spire conclut son commentaire sur ce sujet : « Les contes et les légendes du méchant socialisme ont pour fonction de nous faire oublier le besoin qu'a notre pays d'un socialisme à la française, d'un socialisme par la voie démocratique. »

Ce mardi 21 décembre, les responsables des chaînes de télévision remplaçaient cette attaque dans le contexte politique des élections municipales et dans l'ensemble des critiques qu'ils reçoivent de tous côtés.

Défendre les pays de l'Est

Dans la période actuelle, deux types de raisons expliquent les mises en garde répétées de la direction du P.C.F. à l'égard des moyens d'information.

On rencontre là, en premier lieu, le problème de l'identité communiste, qui cherche à se redéfinir dans le contexte d'une expérience de gau-

che dans laquelle le parti est engagé. Le ton étant donné par les socialistes, et en particulier par le chef de l'État, qui a notamment mis en cause le « système » régnant dans les pays de l'Est à propos des événements de Pologne, les communistes se doivent de marquer leur différence à cet égard.

Ainsi M. Marchais soulignait-il, le 26 novembre, devant les élèves de l'école des cadres du parti, que l'on ne peut parler de crise dans les pays socialistes — à la différence de ce que l'on observe à l'Ouest — et que le « système » qui y existe doit être développé « dans toutes ses dimensions ».

YVES AGNÈS
et PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 7.)

AU JOUR LE JOUR

Choix

Une nouvelle guerre scolaire ferait plus de victimes que de vainqueurs. On ne saurait donc reprocher à M. Savary sa proposition de « réduction sans position de dualisme ». Elle est toute en fines nuances et en imperceptibles modalités.

La dualisme, au contraire, c'était la brutalité des choix. Insupportable angoisse des parents, qui devaient trancher : public ou privé ? Le projet Savary, au contraire, leur facilitera la tâche, car ils choisiront entre des établissements « publics » et des établissements « d'intérêt public ». En toute liberté.

BRUNO FRAPPAT.

LA MORT D'ARTHUR RUBINSTEIN

Le pianiste Arthur Rubinstein est mort le 20 décembre, à Genève. Il était âgé de quatre-vingt-cinq ans. D'origine polonaise, il avait adopté la nationalité américaine en 1946 et s'était installé en Suisse en 1980, après avoir longtemps vécu à Paris.

Le piano évangile

Une étoile de bonheur s'est éteinte. Arthur Rubinstein n'avait cessé ces dernières années de prêcher gentiment son évangile, cet « amour de la vie » qu'un film et des émissions de télévision avaient propagé à travers un immense public débordant largement celui qu'il avait conquis par son talent de virtuose au soixante-quinze ans d'une carrière exceptionnelle. Il était devenu un personnage « populaire », un beau et sage vieillard dont la gaieté inaltérable et non faimée donnait confiance en l'homme.

Mais cette auréole légendaire estompée un peu le caractère d'une existence éternelle et mordante sous les traits d'une vieillesse apparemment comblée où entraient beaucoup de courage (sa vue très basse l'avait obligé à renoncer aux concerts en 1976). Arthur Rubinstein était né le 28 janvier 1887 (il protestait contre les dictionnaires qui le vieillissaient d'un an)

à Lodz, dans une famille de juifs polonais, et son père, fabricant de tissus, fut ruiné alors que l'enfant avait sept ans. Très jeune, il fut le témoin de brimades et de répressions brutales exercées par les cosaques contre les juifs. Il haïssait la mort, et toute sa vie a été accompagnée par cette pédale sourde de l'oppression et de l'horreur, dont il sut, il est vrai, se dégager et se garder par un certain égoïsme, son talent, sa personnalité et sa chance, mais sans cesser de se montrer solidaire des siens : il fut ainsi toujours un défenseur sans réserve de l'État d'Israël.

Prodigieusement doué pour la musique dès l'enfance, il fit ses études de piano, d'harmonie et de composition à Varsovie et à Berlin, où il donna son premier grand concert à l'âge de treize ans.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 14.)

Le grain de sable polonais

Dans un livre paru il y a deux ans et qui a fait du bruit, Cornelius Castoriadis annonçait l'inductible avènement, à la tête de l'empire soviétique, de la caste militaire (1). La prise du pouvoir par l'armée, quelques mois plus tard, en Pologne, pour essayer de sauver ce que l'on appelle par euphémisme les « conquêtes du socialisme » a sem-

par ANDRÉ FONTAINE

blé lui donner raison. Et rien ne dit qu'un sort identique n'attende pas, à plus ou moins longue échéance, l'U.R.S.S. elle-même.

Pour le moment, cependant, ce ne sont pas les maréchaux qui gouvernent à Moscou, mais le K.G.B. Ses

hommes occupent les fonctions-clés de secrétaire général du parti, de premier vice-président, et sans doute bientôt président (2) — du conseil et de ministre de l'intérieur.

L'U.R.S.S. a toujours été un État totalitaire ; mais porteur d'un rêve universel d'émancipation. Aujourd'hui, pour ses soixante ans, elle pousse l'obsession de sa sécurité au point de n'être plus qu'un État policier. Aussi bien les premières mesures annoncées par Iouri Andropov ne confirment-elles guère le libéralisme dont on l'avait si ingénument crédité : le contrôle aux frontières a été resserré, l'agence Tass s'est fait reprocher de ne pas répondre avec assez de mordant à la propagande occidentale, Chicharski n'a toujours pas été libéré et la suspension de l'« état de guerre », à Varsovie, est si limitée qu'on voit surtout ce qui en subsiste : un état de « terreur psychique » pour employer les propres termes de l'épiscopat polonais, lequel ne nous avait pas habitués à un langage si direct.

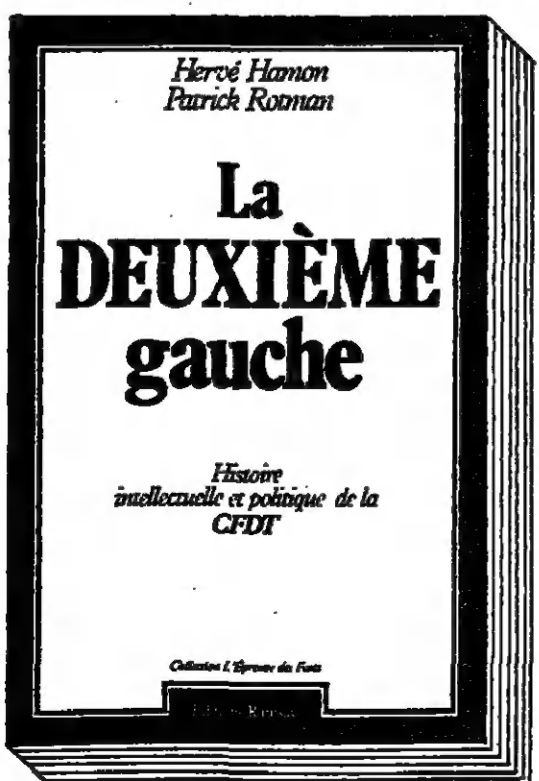
Il est vrai que la police politique a joué de tout temps en U.R.S.S. un rôle considérable. Djerjinski, le fondateur (letton) de la « Tcheka » et l'organisateur de la « terreur rouge » pendant la guerre civile, a sa statue à Moscou, que vient symboliquement fleurir le général Jaruzelski. Comment aurait-il pu en aller autrement dans un pays où les bolcheviks n'étaient, au moment où ils prirent le pouvoir, qu'une poignée ? Pour s'assurer de la loyauté des fonctionnaires civils et militaires dont le concours leur était indispensable, ils étaient bien forcés de recourir à la coercition la plus rude. Or ils avaient sous les yeux un modèle : l'Okhrana, la sinistre police tsariste qui avait si longtemps noyauté leurs rangs. Ils s'empres-

sèrent d'en reprendre les méthodes, et, bien souvent, les agents.

(Lire la suite page 2.)

(1) Cornelius Castoriadis, *Devant la guerre*. Tome 1 - Les réalités, Fayard 1981.
(2) L'actuel tenant du titre, Nikolaï Tikhonov, qui a soixante-seize ans, n'a guère fait parler de lui depuis qu'il a succédé, en 1980, à Aleksei Kossyguine.

UNE DEUXIÈME GAUCHE ?



A NE PAS MANQUER

Un livre d'Hervé Hamon et Patrick Rotman
aux Éditions Ramsay

Une blessure ouverte pour la gauche

par JIRI PELIKAN (*)

Un an après l'étouffement du processus de renouveau par le coup militaire du général Jaruzelski, la Pologne entretient sur la voie de la « normalisation » à la Kadar. ? Certains en Occident l'espèrent, mais on ne peut pas encore savoir dans quelle direction le régime va s'orienter.

Il y a eu certains signes positifs ces dernières semaines : la libération de Lech Walesa et d'une partie des syndicalistes internés, la reprise des négociations avec l'Eglise, l'annonce de la visite du pape et la décision de suspension de l'état de guerre. Mais il y a aussi des contre-signaux négatifs : Walesa et ses collaborateurs vivent comme « citoyens privés » sous la surveillance de la police, on l'a vu encore jeudi - comme tous les autres Polonais - et ne peuvent pas, pour le moment, reprendre leurs activités syndicales ni participer à la vie publique.

D'autres syndicalistes sont arrêtés et condamnés à des peines très lourdes. Les entreprises principales restent « militarisées ». Kuron, Michnik et les autres dirigeants de l'ex-KOR sont incriminés pour « subversion » et menacés de procès politiques. Le pouvoir s'attaque aux associations d'acteurs, de cinéastes et à toute activité culturelle autonome.

On peut nous répondre que la « kádárisation » en Hongrie a commencé aussi par la répression - beaucoup plus dure - pour trouver graduellement la voie des réformes limitées, du bien-être relatif et du consensus sans adhésion enthousiaste. Mais la question principale est la suivante : une « kádárisation » en 1983 serait-elle satisfaisante pour le peuple polonais ? Doit-elle satisfaire l'opinion publique occidentale, et en particulier la gauche occidentale ? Je ne le crois pas.

La Pologne des années 80 est différente de la Hongrie des années 60. Tout d'abord le mouvement spontané des ouvriers polonais a suscité un plus grand espoir chez le peuple polonais et aussi dans le mouvement ouvrier international et a ouvert des perspectives nouvelles pour toute l'Europe : la possibilité - pour la première fois après la guerre - de surmonter, graduellement et sans conflits déchirants, le statu quo politique, symbolisé, mais non réalisé, par les accords de Yalta, qui a divisé l'Europe en deux blocs opposés, chacun d'eux contrôlé - d'une manière bien différente - par « sa » superpuissance.

La France sous la direction socialiste, qui défend son autonomie vis-à-vis de la puissance américaine tout

en restant son allié et dans le système occidental, avait besoin d'une Pologne qui essaie sa voie socialiste, indépendante du modèle soviétique, tout en restant l'allié de l'U.R.S.S., excluant le changement de « camp ».

Tel est l'esprit de l'appel du président Mitterrand « pour sortir de Yalta », qui donne un sens nouveau à ce qu'on doit appeler la « détente » : pas une confirmation de la « réalité », mais, au contraire, la possibilité de permettre aux peuples européens, à l'Est comme à l'Ouest, de choisir chacun sa propre voie en pleine autonomie et sans risquer une intervention extérieure.

Un contexte nouveau

L'étouffement de l'expérience polonaise le 13 décembre 1981 a porté un coup mortel à cette nouvelle perspective. Même sa simple atténuation dans le sens d'une « kádárisation » ne peut donc satisfaire la gauche occidentale, qui ne se bat pas pour une « Realpolitik », mais pour le changement.

De plus, les événements en Pologne se déroulent dans un contexte nouveau - très différent de l'époque de l'insurrection hongroise et du « printemps de Prague » - après les accords d'Helsinki, après la mort de l'auteur de la théorie de la « souveraineté limitée » et du fossé du « printemps de Prague » et de l'« été polonais ».

On a beaucoup parlé ces derniers jours des « signaux » que les pays de la Communauté ont envoyés de leur dernier sommet de Copenhague à M. Andropov. Mais il faut aussi attendre des « signaux » de sa part, et la Pologne peut être une sorte de révélateur pour les intentions réelles de Moscou « après Brejnev ». Car il ne faut pas se tromper : ce n'est pas le général Jaruzelski ni son entourage qui peuvent décider du sort de la Pologne, même s'ils ont les meilleures intentions. C'est la direction soviétique qui a précipité - par ses vetos et pressions - la Pologne dans la crise actuelle et qui peut donc lui permettre d'en sortir.

M. Andropov a la grande chance et l'occasion de se débarrasser d'un des héritages les plus lourds et les plus encombrants de ses prédéces-

(*) Député socialiste italien au Parlement européen, ancien directeur général de la T.V. tchécoslovaque.

seur, l'autre étant l'Afghanistan. Il ne peut pas renoncer au contrôle politique, stratégique et économique de la Pologne, mais il peut - dans l'intérêt soviétique - donner aux Polonais - soit à Jaruzelski, soit à son successeur - un espace politique plus grand qui permettrait d'adapter le socialisme à la réalité et à des traditions différentes à travers des réformes économiques et structurelles pour pouvoir gouverner ce pays avec le consensus de ses citoyens plutôt qu'avec la répression et l'état de guerre. Un tel « signal » de la part de M. Andropov pourrait vraiment contribuer à la solution positive de la crise polonaise et à l'amélioration du climat politique dans le monde entier.

Le problème de fond reste la possibilité pour les travailleurs polonais de choisir librement le syndicat qui peut défendre leurs intérêts dans un dialogue permanent avec l'Etat-patron. C'est pour ce principe que la gauche occidentale doit se battre en Pologne, comme en Turquie et ailleurs. Jusqu'à ce que ce principe soit reconnu par le régime de Varsovie, les syndicats démocratiques occidentaux doivent soutenir - sur le plan moral et matériel - Solidarnosc clandestin et le reconnaître comme le seul représentant authentique des travailleurs polonais.

On peut s'attendre que le général Jaruzelski présente dans les prochains jours comme l'homme qui a répondu aux exigences de l'Occident et qui a droit à la « compréhension » des gouvernements des pays industrialisés et à la continuation de l'aide économique, y compris de nouveaux crédits. Mais il doit comprendre qu'un nouveau dialogue et le retour à l'aide économique ne seront possibles qu'à condition de libérer tous les prisonniers politiques, de supprimer et non pas suspendre l'état de guerre, de mettre fin à la « militarisation » des entreprises.

Il faut obtenir le retour de Lech Walesa et des dirigeants syndicalistes, et aussi des militants de la gauche laïque et de l'ex-KOR à la vie publique et un vrai dialogue entre le pouvoir et la société dans l'esprit de tolérance et de concertation.

Avec une telle position de principe, nous devons être attentifs à tous les signes qui nous viendront de Varsovie et de Moscou, en appréciant chaque geste positif. La Pologne n'est pas oubliée. Elle reste une blessure ouverte pour la gauche occidentale. Seule sa guérison peut lui donner une crédibilité et un élan nouveaux.

Un nouveau témoignage sur Katyn

Un général polonais formé en U.R.S.S. et passé récemment à l'Ouest apporte son témoignage sur le massacre d'officiers polonais par les Soviétiques à Katyn en 1940, et sur la manière dont cette affaire est perçue dans les hautes sphères militaires en Pologne.

Léon Dubicki était officier du premier Corps d'armée polonaise formé en Union soviétique en 1943. Général en Pologne populaire après la guerre, il est passé à l'Ouest en 1981, prévenant les services de renseignements ouest-allemands de la préparation du coup d'Etat du général Jaruzelski. Léon Dubicki avait eu l'occasion à différentes époques de se rendre à Katyn, où il avait interrogé la population locale.

Un livre sur Katyn récemment publié aux éditions Complexe (Alexandra Kwiatkowska-Viatas, Katyn, l'armée polonaise assassinée, Bruxelles, 1982) l'a incité à adresser à l'auteur quelques révélations et commentaires personnels sur ce point d'histoire. Le général Dubicki a autorisé Alexandra Kwiatkowska-Viatas à publier ce texte :

« Les Russes simples (à l'exception de quelques habitants de Katyn et des environs d'Ossachov, Kozielec et Starobelsk, ainsi que des riverains de la mer Blanche et des autochtones des îles Solovetskiy) n'ont rien su de Katyn jusqu'à 1943. Par contre, s'ils avaient fait preuve de plus d'enthousiasme, le général Sikorski et le général Anders, avec l'aide du renseignement polonais, auraient pu en apprendre beaucoup plus et reconstituer progressivement la liquidation de Starobelsk et de Kozielec.

Le général Berling et ses compagnons - les « collaborateurs » - proclamant la version officielle, nous ont en fait beaucoup de choses sur les faits réels et sur les bourreaux. La plupart des soldats et des officiers (la plus souvent soviétiques) du premier Corps d'armée polonaise en U.R.S.S. pratiquaient la « communication soviétique officielle ». Cependant, une petite minorité d'officiers (dont je faisais partie) savait la vérité ou

s'en doutait, mais évitait de l'exprimer, car c'était considéré comme un suicide.

Khroutchev a proposé au camarade Gomułka de régler avantagièrement l'affaire de Katyn. Les collaborateurs polonais s'y sont toutefois opposés. Ce fut la même chose sous Gierk. Actuellement, en vue de la préparation éventuelle d'une confrontation militaire « aiguë », il est plus commode de s'en tenir « pour l'instant » à la version officielle, pour l'utiliser comme outil de propagande au cas où l'on en viendrait à « battre et piller » les Allemands.

Cette attitude est facilitée par les hommes politiques occidentaux. Ceux-ci passent en effet pudiquement sous silence l'affaire de Katyn, qui demeure pour la jeune génération de soldats et d'officiers de l'armée polonaise populaire une abstraction peu - ou pas du tout - connue, d'autant que la propagande occidentale n'en souffre pas. Les généraux et les officiers supérieurs polonais préfèrent ne pas parler de Katyn, craignant un châtiment (ou la mort), ou bien redoutant de perdre les moyens de subsistance pour eux et leur famille. Quelquefois, en carac, ils se restreignent à l'initiale « on parle de la culpabilité de l'Union soviétique ».

Toute la documentation secrète concernant l'affaire de Katyn, et plus exactement les documents concernant les meurtres de cadres de l'armée polonaise dans la nord-est de l'Ukraine, près de Smolensk et en mer Blanche, demeure dans les archives du K.G.B. à Moscou. Varsovie possède des copies ultra-secrètes de documents officiels de Moscou relatant le contenu des décisions ministérielles soviétiques de la fin de l'année 1939 et de l'hiver 1940.

Le commandant de brigade Zandberg, pseudonyme courant de commandant de la sécurité d'État Perewoztchikov, est mort depuis de longues années comme la plupart des fonctionnaires du N.K.V.D. - sinon tous - qui avaient exécuté cette « sale besogne ». Ils sont morts en vertu du principe qui régit le système... »

Ni syndicat ni parti, vive Solidarité !

par DIDIER ANGER (*)

Les militaires et bureaucrates polonais veulent faire mourir Solidarité. Cela démontre une fois de plus que le capitalisme d'Etat des pays de l'Est ne vaut pas mieux que certaines dictatures capitalistes classiques des pays de l'Ouest.

Défions-nous de ceux qui, à droite, ne voient dans le soutien à Walesa qu'une opération électorale contre la gauche.

Défions-nous, certes, de ceux qui, à gauche, feignent d'oublier la Pologne et l'Afghanistan et n'apportent leur soutien qu'aux peuples du Salvador, aux Palestiniens et aux Turcs victimes de la répression.

Mais défions-nous aussi de ceux qui ne se sentent concernés à l'Est comme à l'Ouest que parce que le droit de grève et de manifestation, de se syndiquer et de s'associer fait partie des libertés fondamentales pour l'homme. N'être concerné que par cela et ne parler que de cela, c'est réduire la portée du mouvement polonais et son message. C'est le faire mourir un peu plus.

Tirer les enseignements

Solidarité vaut mieux que cela :

- 1) Parce que ce mouvement a su remettre en question le productivisme en crise dans les pays de l'Est et de l'Ouest ;

- 2) Parce que son projet de lutte - contre le reconnaître, même si c'est ce que la junte lui reproche d'essentiel - n'était pas uniquement syndical mais aussi politique (en quoi le politique serait-il moins défendable que le syndical ?), et qu'il englobait non seulement le travail (autogestion) mais également la vie hors du travail (et notamment la prise en compte des questions écologiques) ;

- 3) Parce que sa stratégie, difficile, cherche à éviter non seulement l'affrontement interne mais encore l'affrontement entre les blocs ;

- 4) Parce que son projet organisationnel a été de fédérer par régions et de décentraliser.

Nous devons être solidaires de Kuron, Michnik, Walesa et de millions d'autres Polonais parce qu'ils ont remis en cause les systèmes.

Ni syndicat ni parti, mais un peu les tâches de l'un et de l'autre sans les séparer, sans faire du premier un courroie de transmission du second et du second cet appareil de pouvoir aux tendances toujours totalitaires, c'est cela Solidarité. Et manifester sa solidarité avec Solidarité, c'est d'abord en tirer les enseignements.

Ceux qui veulent aujourd'hui construire une organisation qui vise réellement à changer la société, à l'Ouest comme à l'Est, ne peuvent pas faire l'impasse là-dessus.

Et ici en France, pas plus les écologistes que les autres, qui parlent aujourd'hui de se regrouper.

L'objectif est-il de construire la machine à prendre le ou des pouvoirs ou de transformer les rapports entre les hommes dans la production et dans la vie ?

Il faut choisir : le parti ou Solidarité !

(*) Rédacteur à Manche-Ecologie.

(Suite de la première page.)

Jusqu'à présent cependant, la Tcheka, devenue K.G.B., puis N.K.V.D., puis K.D.B., avait toujours été aux ordres du parti. Beria avait payé de sa vie, en juin 1953, sa tentative de s'emparer de la succession de Staline. Si, aujourd'hui, la situation s'est inversée, ce n'est pas seulement parce que bien évidemment Andropov est un personnage d'une tout autre qualité intellectuelle et politique que son lointain prédécesseur, dont le comportement relevait de la pathologie criminelle.

C'est aussi parce que l'appareil du parti, dont Brejnev était l'émulation et le protecteur, est devenu trop médiocre, trop inefficace, trop occupé de conserver les avantages du pouvoir, pour prétendre remettre à lui seul de l'ordre dans la pagaille qui, sous des formes diverses, règne aux quatre coins de l'empire.

Mais la police est-elle préparée à gouverner ? Les exemples récents ne sont pas particulièrement convaincants. Avant le séisme général Jaruzelski, tout autant policier d'ailleurs, ses états de service le prouvent, que militaire, les Polonais avaient essayé Stanislaw Kania, qui

provenait tout droit, lui, des organismes de sécurité. Il n'a pas fait bien long feu. Même jeu pour Hua Guofeng, le premier successeur de Mao, qui émanait également des rangs de la police : Deng Xiaoping n'a pas mis longtemps à lui régler son compte.

Même jeu encore pour un pays du bord opposé, la Grèce, où le colonel Papagos, quand il a tenté de libérer son régime, s'est fait mettre dehors par une nouvelle junte dont le véritable chef était le patron de la sécurité, le colonel Ioannidis. Malgré le soutien sans vergogne de la C.I.A., il ne lui a pas fallu un an pour mourir la poussière.

La police - comme l'armée - n'est pas faite pour exercer le pouvoir. Elle est faite pour le défendre. Et surtout lorsque les services d'espionnage lui sont rattachés, comme c'est le cas en U.R.S.S., sa connaissance des dossiers et des hommes lui confère bien sûr, à l'heure des choix, un poids considérable : il suffit de se rappeler le rôle dans notre histoire d'un homme comme Fouché pour s'en persuader. Mais sa vision de l'humanité est trop pessimiste, par définition, pour inspirer une philosophie de gouvernement.

A force d'épier les autres, de mettre leurs tares en fiches, de se mouvoir dans l'ombre, d'acheter les consciences, de jouer des faiblesses humaines, comment ne pas se laisser contaminer soi-même, pour tout sacrifier en fin de compte à la raison d'Etat ou à ses propres ambitions ? Tout, et d'abord la part d'idéal et de sens moral dont chacun est porteur au départ, et qui seule fonde l'espoir d'un monde moins cruel.

Une vision partielle

La vision policière de l'histoire est une vision partielle. Elle peut altérer un rêve de puissance ou, plus prosaïquement, le seul objectif de conserver ce que l'on a. Elle laisse en friche ce qu'il y a de meilleur dans l'homme, son aptitude à travailler et à se battre non seulement pour lui et pour les siens, mais pour les autres. Autant que notre monde capitaliste qui s'enfonce dans la déprime, celui qui se réclame du beau nom de socialisme a d'abord besoin de retrouver un horizon et une volonté. C'est ce qui a mobilisé les Hongrois, il y a un quart de siècle, derrière le communiste Imre Nagy. Les Tchécoslovaques, il y a quatorze ans, derrière le commu-

Le grain de sable

niste Alexandre Dubcek. Les Polonais, depuis deux ans, derrière le chrétien Lech Walesa.

Nagy est mort, exécuté en violation flagrante de la parole donnée. Dubcek gagne modestement sa vie comme magasinier dans une petite ville de province. Les Hongrois ont réussi à se tailler à l'ombre du grand frère un espace de liberté relative. Les Tchécoslovaques ont compris pour la première fois de leur histoire qu'ils n'avaient d'autre choix, comme dit la chanson de Zinoviev, que de se mêler de leurs dignes. Le cas de la Pologne est différent.

Ce n'est pas seulement parce que la loi qui habite si visiblement Lech Walesa lui fournit en abondance la grâce du courage tranquille et du refus de toute compromission. Il l'incarne pas un moment sans lendemain, un rêve voué à l'échec, comme il l'a été en Hongrie et en Tchécoslovaquie, dès lors qu'il était clair que Moscou ferait n'importe quoi pour conserver son glorieux passé historique ininterrompu d'une nation quatre fois partagée et quatre fois ressuscitée.

La nation la plus nationale peut-être d'Europe, avec tout ce que ce mot implique de romantisme, de bravade, de naïveté, mais aussi de courage, n'est arrivée à mettre la Pologne à son pas.

Petit à petit, on avait même conclu une sorte de compromis qui, pour être tacite, n'en était pas moins historique. Le parti partageait le pouvoir, à bien des égards, avec l'Eglise catholique. Mais un partage. Lénine nous l'a appris, ne cesse d'évoluer en fonction du rapport des forces qu'il exprime. L'échec de l'expérience de Gierk, qui voulait faire de la Pologne, avec l'aide du capital occidental, une grande puissance industrielle, a ruiné le pays, étié les queues aux portes des magasins vides et rendu Gdansk invivable.

Il faudra attendre longtemps pour savoir si le Kremlin avait alors compris la nécessité d'un nouveau compromis, tout aussi historique, puisqu'il aurait consacré la liberté syndicale, ou s'il n'a cédé du terrain sur le moment que contraint et forcé, dans l'idée bien arrêtée de tout reprendre en main à la première occasion.

Le fait est que Solidarité s'est laissé entraîner par le vertige du succès - et apparemment aussi par

des provocations infligées dans ses rangs, comme le syndicaliste italien Scricciolo, actuellement détenu à Rome dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre le pape. Et qu'il a défié tout ouvertement non seulement le pouvoir polonais, mais - en appelant les travailleurs des autres pays socialistes à suivre son exemple - le pouvoir soviétique pour qu'une réaction brutale n'ait pas été inévitable.

Elle est venue, sous la forme la moins attendue. Un an plus tard, il est prouvé qu'elle n'a rien changé. La Pologne va vivre la nuit de Noël dans le malheur, sans autre espoir pour l'immédiat que de continuer à préserver son identité, avec l'aide de Dieu et du pape qu'elle a donné à l'Eglise de Rome. Mais elle ne peut pas savoir que ce fera bien elle-même pour la terre entière, et même pour ceux qui l'oublient, de sa fantastique capacité de résistance au nivellement.

Nul plus qu'elle ne contredit, au point de la tenir en échec, la vision policière du monde dont, malgré tous les démentis, les gouvernements occidentaux ne doutent guère, au vu des précieuses accablantes recueillies par un petit juge italien, qu'elle a armé la main du jeune Tarc de la place Saint-Pierre.

Un grain de sable dans l'uretère de Cromwell a eu raison de l'Éphémère République anglaise. La Pologne, dans l'immense système soviétique, est beaucoup plus qu'un grain de sable, et, de l'Afghanistan à l'Éthiopie et au Cambodge, il y en a d'autres. Tant ou tard, il faudra que le Kremlin comprenne que pour certains peuples la liberté passe au-dessus de tout. Et de fait, la Finlande n'est-elle pas là pour prouver qu'on peut très bien se gouverner soi-même, et à sa façon, tout en vivant dans les meilleurs termes avec l'Union soviétique ?

ANDRÉ FONTAINE.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beauvillier (1944-1981)

Jacques Favre (1982-1982)

Impression :

di. Monde

S. r. des Presses

PARIS-13

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire : n° 57 437.

ISSN : 0026-9360.

Le Monde

étranger

EUROPE

Italie

LE DÉBAT PARLEMENTAIRE SUR LA « FILIÈRE BULGARE » Le ministre de la défense compare l'attentat contre le pape à un acte de guerre

Rome. — Quatre ministres — les responsables des affaires étrangères, de l'intérieur, de la défense et de la justice — sont intervenus au cours du débat parlementaire sur la « filière bulgare » le 20 décembre. Ils ont confirmé l'implication des services secrets de Sofia dans les trois affaires (l'attentat contre le pape, trafic d'armes, et « cas Scricciolo ») sur lesquelles enquête la magistrature.

Le débat a été très tendu après les polémiques et les révélations des dernières semaines, mais n'a pour autant pas été suivi par une centaine de députés (sur six cent trente) dont plus de la moitié étaient de l'opposition communiste. Après leur virulence à dénoncer la prudence du gouvernement, la quasi-absence des socialistes était surprenante. Les journalistes et les diplomates étaient plus nombreux dans les tribunes que les parlementaires dans l'hémicycle.

Cette séance de la Chambre des députés a été importante, moins sans doute par les implications nouvelles qu'en ressortent que par la version officielle des faits donnée par le gouvernement. La plus explicite sur les responsabilités de la Bulgarie a été le ministre socialiste de la défense, M. Lelio Lagorio, qui, dans son intervention, s'est fondé sur les don-

De notre correspondant

nées fournies par les services secrets. Pour le ministre, « le cas Agca apparaît comme un véritable acte de guerre en temps de paix... sur le fond de la crise polonaise, l'assassinat du pape, figure charismatique, apparaît comme une solution alternative à une invasion militaire en Pologne... » « La piste bulgare dans cet attentat suscite et justifie la plus grande préoccupation de politique internationale », a-t-il ajouté. Implicitement, la déclaration du ministre tend à impliquer l'Union soviétique comme mandant de l'attentat. Mais il n'a apporté aucune preuve à ses dires, fondée, a-t-il déclaré, sur des « indices concordants ».

Plus prudents ont été les ministres démocrates-chrétiens. M. Rognoni, ministre de l'intérieur, a pour sa part rejeté les accusations d'implication portées contre les services de sécurité du pays, et a affirmé que, sans sous-évaluer les liens internationaux du terrorisme et leur utilisation par des puissances étrangères, leurs racines demeurent nationales.

Le ministre des affaires étrangères, M. Emilio Colombo, a déclaré que l'éventuelle rupture des relations diplomatiques avec Sofia, ne pourrait se produire que si « les indices recueillis par la magistrature prouvaient l'implication du gouvernement bulgare dans les initiatives de subversion ».

Les points acquis

Sur le plan des enquêtes, et compte tenu de la réserve observée par les ministres pour préserver le secret de l'instruction, on peut relever les points suivants, qui, sans être à proprement parler nouveaux, sont du moins officiellement établis :

1) Cas Scricciolo : selon le ministre de la défense, l'ex-syndicaliste de la Confédération U.I.L. « était sous surveillance du contre-espionnage depuis de nombreuses années ». Il aurait agi comme agent des Bulgares, fournissant « des informations syndicales utiles pour les pays du pacte de Varsovie et pour le contrôle de l'une de ses régions les plus importantes, la Pologne ». Selon le ministre, Scricciolo aurait reconnu, parmi d'autres, les photographies de trois fonctionnaires de l'ambassade bulgare à Rome, qu'il connaissait de vue. M. Darda, ministre de la justice, a pour sa part, indiqué les noms de deux fonctionnaires bulgares que, connaissait Scricciolo, et qui auraient récemment quitté l'Italie, MM. Dantchev et Guermov.

2) Attentat contre le pape : selon le ministre de la défense, ce serait le contre-espionnage qui aurait recueilli les premiers aveux d'Ali Agca en dé-

cembre 1981. Le contre-espionnage italien s, par la suite, travaillé en collaboration avec son homologue turc. Une rencontre au plus haut niveau a notamment eu lieu à Ankara, en avril dernier.

3) Trafic d'armes et de drogue : le Syrien Henry Arsan, chef du réseau récemment arrêté à Milan, était « sous le contrôle du contre-espionnage depuis 1970 ». Concernant cette curieuse information — et il n'aurait fallu pas moins de douze ans aux autorités italiennes pour inculper le trafiquant d'armes, — M. Lagorio a précisé : « La longue et tranquille présence d'Arzan sur notre territoire a conduit le contre-espionnage à penser qu'il était possible que des organisations chargées de la répression du trafic d'armes et de drogue puissent avoir établi des contacts avec lui ».

Ces dernières semaines circulaient la rumeur qu'Arzan aurait travaillé pour les services secrets américains. Une source informée nous a affirmé qu'Arzan aurait, en fait, bénéficié d'une protection des Américains neutralisant l'action de la police italienne.

En ce qui concerne l'affaire Dozier — le général de l'OTAN enlevé en décembre 1981 par les Brigades rouges, — M. Lagorio a précisé qu'à l'époque — comme d'ailleurs au moment de l'attentat contre le pape — le contre-espionnage italien avait noté une augmentation des messages chiffrés partant de Bulgarie à destination de l'Italie.

PHILIPPE PONS.

● La B.B.C. doute du suicide de Roberto Calvi. — Le verdict de suicide, rendu par l'enquête officielle sur la mort de Roberto Calvi, président de la banque italienne Banco Ambrosiano, retrouvé pendu sous un pont de Londres, l'an dernier, a été sévèrement contesté par une enquête télévisée effectuée par la B.B.C. Selon cette enquête, il est surprenant que R. Calvi se soit pendu dans des conditions très difficiles alors qu'il avait dans son appartement assez de somnifères pour se tuer facilement et sans douleur. — (A.F.P.)

« La France ne peut refuser l'extradition de personnes accusées de délits de droit commun » nous déclare M. Rognoni, ministre de l'intérieur

De notre correspondant

Rome. — A l'occasion du débat à la Chambre, M. Virgilio Rognoni, ministre de l'intérieur, a fait le bilan de l'action contre le terrorisme. Il a développé, dans un entretien qu'il nous a accordé, les vues du gouvernement italien sur la coopération avec les pays étrangers et notamment la France.

« L'action de la police italienne dans sa lutte contre le terrorisme a suscité certaines interrogations. Combien de personnes ont-elles été arrêtées pour fait de terrorisme, combien sont en détention préventive et combien sont recherchées ?

— Je sais que des chiffres erronés ont été diffusés en France, mais il s'agit là, de données erronées. Il est évident qu'une évaluation aussi faussée ne peut que provoquer des questions sans fondement. A la fin octobre, il y avait 1 837 détenus pour fait de terrorisme, dont 480 sont présumés d'extrême droite et 1 357 d'extrême gauche, depuis la libération du général Dozier, 874 présumés terroristes de gauche ont été arrêtés. Les personnes recherchées sont au nombre de 353 dont 274 viennent de l'extrême gauche.

— Pour les personnes en détention préventive, je peux préciser en ce qui concerne l'extrême gauche, qu'à part celles qui ont déjà été jugées, il y en a 745 en attente de jugement et 418 qui sont en liberté provisoire.

— La loi sur les repentis, adoptée au printemps dernier, récompense le désaveu de la lutte armée et la collaboration avec la justice, en accordant des remises de peines importantes. C'est, avant tout, un acte politique. Beaucoup de personnes ont été arrêtées à la suite d'aveux de repentis. Qu'est-ce qui préserve leurs droits ?

— Le repentir et le désaveu du « parti armé » dépendent de plusieurs facteurs mais avant tout de la constatation de la faillite politique de la subversion, et de l'effort d'effacement progressif de l'organisation terroriste en raison d'une plus grande efficacité de la police.

— La loi sur les repentis a favorisé ce phénomène en offrant des

perspectives de remise de peine en fonction du degré de désaveu ou de collaboration : dans le premier cas, le terroriste se limite à avouer les délits ou les crimes qu'il a commis sans fournir d'information sur d'autres personnes. Dans le second, il collabore effectivement avec la police. Par exemple, dans le cas de désaveu accompagnant l'aveu de crime puni de prison à perpétuité, cette peine est ramenée à quinze ans d'emprisonnement et ainsi de suite.

— Cette loi, qui a pour principal objectif de démanteler de l'intérieur les organisations subversives, a été élaborée dans un certain contexte, comme instrument de lutte contre le terrorisme. En ce qui concerne les garanties des droits de personnes, il est évident que nul ne peut être arrêté sur les simples déclarations de repentis sans une enquête préalable minutieuse confirmant leurs dires.

— Quelles sont les limites de la détention préventive ?

— Dans le cas des crimes les plus graves entraînant des peines de plus de vingt ans d'emprisonnement, les termes de la détention préventive sont de huit ans pour toute la procédure jusqu'à la troisième instance (deux ans pour l'instruction, encore deux ans pour le jugement en première instance et deux ans à nouveau pour l'appel).

La lutte commune contre le terrorisme

— Que se passe-t-il pour les accusés qui se déclarent « adversaires politiques » et non « terroristes » ?

— Il n'existe aucun « truc » de la part de la justice pour inculper d'activité terroriste, alors que dans les faits ces personnes sont coupables de crimes de droit commun à des fins subversives, c'est-à-dire constituant des délits ou des crimes, quelle que soit leur motivation. Il n'est pas exact par exemple de soutenir que la cinquantaine d'Italiens réfugiés en France et inculpés de liens avec le terrorisme soient seulement « victimes de leurs écrits ». Ce n'est pas seulement pour ces écrits (ce qui est déjà en soi grave dans une période où sévit la lutte armée), mais pour des accusations bien plus graves que nous demandons leur extradition. Dans le cas de Lanfranco Pace, les derniers mandats le concernant portent sur le séquestre de personne et d'homicide. Dans le cas de Scalzone, de tentative d'homicide, de détention et de port d'armes, etc.

Quelle est votre appréciation de l'attitude de la France en matière d'extradition ?

— Je pense qu'entre des pays qui

ont des racines démocratiques communes et des principes juridiques provenant de la même souche démocratique-libérale, il ne doit pas y avoir de frontière en ce qui concerne la justice. Il serait impensable que la France, qui autrefois a donné asile aux opposants au fascisme, comme Turati, Rosselli, Perini utilise aujourd'hui le même droit d'asile pour refuser à la justice italienne l'extradition d'accusés de graves délits de droit commun, même s'ils furent commis avec une motivation politique.

— Le droit d'asile est une chose trop grave pour être utilisée pour protéger de tels personnages. Peu importe qu'en France ils ne commettent pas de délits : du point de vue italien, il est nécessaire de juger leur responsabilité dans ceux qui ont été commis sur le territoire national.

— Vous êtes donc favorable à une homogénéisation des politiques de lutte contre le terrorisme entre nos deux pays ?

— Faut-il de cette homogénéité d'évaluation entre deux pays voisins juridiquement et culturellement, la lutte contre le terrorisme, qui est une lutte commune, finirait par s'affaiblir grandement. Il serait trop facile de commettre un acte terroriste dans un pays et ensuite de passer une frontière pour bénéficier de l'impunité. S'il en était ainsi, je serais non seulement préoccupé pour la lutte contre le terrorisme en Italie, mais le communisme à craindre en outre qu'un plus grand espace ne soit offert à l'internationalisation du terrorisme.

— Depuis l'affaire Dozier, il y a eu des accusations précises de la part de détenus et de leurs parents de sévices dont ils auraient été victimes en prison, quelle a été l'action de votre ministère ?

— Il n'y a aucun recours à la torture en Italie, ce qui du reste serait techniquement impossible étant données les garanties étant données l'inculpé. On n'a jamais parlé de ce problème, ni même soupçonné qu'il puisse exister, jusqu'en février-mars 1982. A la suite des accusations de certains détenus, une enquête a été ouverte contre cinq policiers et une procédure judiciaire est en cours. Mais même s'il est démontré que, dans ce cas, il y a bien eu sévices, il ne peut s'agir que de faits isolés qui ne doivent en rien jeter d'ombre sur les méthodes jusqu'ici employées dans la lutte contre le terrorisme : celle-ci a été menée dans le cadre du respect des garanties constitutionnelles.

Propos recueillis par PHILIPPE PONS.

A TRAVERS LE MONDE

Egypte

● LE PROCÈS DU FRÈRE CADET DE L'ANCIEN PRÉSIDENT SADAT s'est ouvert samedi 18 décembre au Caire par une audience mouvementée, qui s'est terminée par le maintien en détention préventive de M. Emad Sadate et de deux de ses enfants. Le procès a été reporté au 5 janvier pour permettre à la défense d'étudier le dossier. — (A.F.P.)

Pologne

● UNE IMPRIMERIE CLANDESTINE a été découverte et une personne a été arrêtée près de Varsovie, dans la maison de vacances d'un des acteurs polonais les plus connus, Mariusz Dmochowski, a annoncé lundi 20 décembre l'agence PAP. Un homme de trente-quatre ans, Adam K., a été « pris sur le fait » en train d'imprimer des « publications illégales des structures de la conspiration » : un répertoire d'officiers, seize mille exemplaires de « publications illégales » et des « schémas de montage » d'un émetteur radio ont été saisis. — (A.F.P.)

République Sud-Africaine

● DEUX DIRIGEANTS NOIRS LIBÉRÉS. — Deux chefs de file du Mouvement de la conscience noire (B.C.M.), MM. Aubrey Mokoape et Sutha Cooper, ont été libérés lundi 20 décembre, après avoir passé six ans au pénitencier de Robben-Island, dans la baie du Cap. MM. Mokoape et Cooper avaient été condamnés le 15 décembre 1976 à l'issue d'un long procès de plusieurs dirigeants du B.C.M. Steve Biko, le père spirituel du Mouvement de la conscience noire (mort en détention à Pretoria en septembre 1977), avait témoigné à leur procès. — (A.F.P.)

Sénégal

● M. MAMADOU DIA ET L'ELECTION PRÉSIDENTIELLE. L'ancien président du conseil, Mamadou Dia, a fait connaître, lundi 20 décembre, son intention de se présenter à l'élection présidentielle de février 1983. La décision définitive de M. Dia paraît toutefois rester conditionnée par le ralliement, sollicité dimanche par son parti, le Mouvement démocratique populaire, de plusieurs autres petites formations de l'opposition marxiste, regroupées pour la plupart, mais à vrai dire de façon assez théorique, au sein de la « Coordination de l'opposition sénégalaise unie » (COSU). Or de sérieuses tensions existent entre les diverses composantes de cet organisme, à propos précisément de la stratégie électorale à adopter face au pouvoir. — (Corresp.)

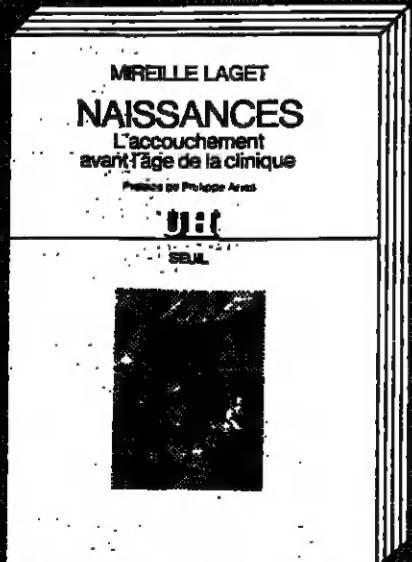
Sri-Lanka

● LE GOUVERNEMENT a prolongé d'un mois, lundi 20 décembre, contrairement à ce qu'il avait annoncé auparavant, l'état d'urgence décrété au lendemain de l'élection présidentielle du 20 octobre. Cette décision intervient à deux jours d'un référendum national à l'occasion duquel la population doit se prononcer sur l'éventuelle prolongation de six ans du mandat des députés. — (A.F.P.)

Turquie

● LIBÉRATION DE TROIS PIRATES DE L'AIR. — Les trois pirates de l'air soviétiques, d'origine allemande, qui avaient détourné le 7 novembre, un appareil de l'Aéroflot sur la Turquie, ont été libérés le 20 décembre, après avoir été acquies par la cour de Sinaï, qui les a autorisés à partir pour l'Allemagne de l'Ouest, où ils demanderont l'asile politique. — (A.F.P.)

Naître autrefois Naître aujourd'hui



Une histoire de l'accouchement, du XVI^e siècle à nos jours, ce n'est pas seulement une histoire des techniques et des soins. C'est aussi et surtout une histoire des mentalités. (89 F)

Seuil

Naître ou ne pas naître au XVIII^e siècle



Le combat « pour ou contre » la « naissance sans violence » ne fait que reprendre la lutte qui fit rage, au XVIII^e siècle, entre partisans et adversaires de la « naissance naturelle ». (69 F)

Seuil

EUROPE

Union soviétique

Une proposition de M. Andropov

(Suite de la première page.)

Le secrétaire général du parti confirme ainsi pour la première fois publiquement une offre que les négociateurs soviétiques aux pourparlers START de Genève avaient faite en réponse aux propositions de M. Reagan, et que le New York Times avait rapportées en août. Selon le quotidien américain, Moscou ramènerait à 1 800 le nombre de ses missiles à longue portée et de ses bombardiers stratégiques. Son arsenal en ce domaine était de quelque 2 500 lanceurs en 1979, il devait être ramené à 2 250 en 1981 aux termes du traité SALT-2 signé entre MM. Carter et Brejnev, mais non ratifié par les États-Unis.

M. Reagan a proposé depuis lors de fixer un plafond de 850 missiles à longue portée, portant un maximum de 5 000 ogives, dont la moitié seraient véhiculées par des engins balistiques basés à terre.

Des dizaines de SS 20 en moins

M. Andropov a encore précisé que, si aucun accord n'est conclu, « nous serons obligés de répondre au défi de la partie américaine par le déploiement de nos systèmes d'armes appropriés : au MX par un missile analogue, au missile de croisière américain à longue portée par une nouvelle arme à croisière grande portée, et qui est actuellement à l'état de projet ». Le chef du parti se range ainsi à l'avis du maréchal Oustinov, son ministre de la Défense, qui avait affirmé que l'U.R.S.S. répondrait au MX américain « par un nouveau missile intercontinental » dont les caractéristiques « ne céderont en rien au MX ». Deux jours auparavant, la Pravda avait pourtant affirmé que Moscou « n'a pas l'intention de faire la course avec les États-Unis dans la création de chaque nouveau système d'armes » (le Monde du 8 décembre).

A propos des armements nucléaires en Europe, M. Andropov a renouvelé la proposition, formulée

par Leonid Brejnev en novembre 1981, de retirer tous les systèmes d'armes visant le Vieux Continent, aussi bien « tactiques » qu'à moyenne portée. Mais il y a aussi affirmé que l'U.R.S.S. est prête « à ne laisser en Europe qu'un nombre de missiles égal à ceux de la France et de la Grande-Bretagne, pas un de plus (...). Cela signifie que l'Union soviétique devra éliminer des centaines de missiles, y compris des dizaines de ceux que l'on appelle à l'Ouest des SS 20 ». Si le nombre des missiles français et britanniques était réduit, a-t-il ajouté, « celui des missiles soviétiques sera réduit de manière complémentaire, dans la même proportion ».

Selon le New York Times, Moscou avait proposé de manière « informelle » aux négociations de Genève de ramener le nombre de ses engins à portée intermédiaire de 600 environ à 250, dont 150 seraient brachés sur lui-même. L'an dernier, le nombre des missiles français et britanniques à 162, auxquels s'ajoutaient une centaine de bombardier Mirage-IV et Vulcan-II. M. Andropov a rappelé à ce sujet que les négociations de Genève devaient déboucher sur des accords de limitation à des niveaux équivalents des avions porteurs d'armes nucléaires à moyenne portée.

« Une politique fondée sur le désir d'obtenir une supériorité militaire sur l'Union soviétique est vaine et ne peut qu'escalader la menace de guerre », a dit encore le secrétaire général du parti. Rappelant l'engagement annoncé par Brejnev en juin de ne pas utiliser en premier l'arme nucléaire, M. Andropov a ajouté, selon l'agence soviétique Novosti : « Nous sommes prêts à nous entendre pour que les parties renoncent à recourir en premier non seulement aux armes nucléaires, mais aussi aux armements conventionnels ». Enfin, il s'est prononcé pour un gel des arsenaux stratégiques soviétique et américain pendant toute la durée des négociations.

Soixante ans et toutes ses Républiques

Les communistes ont pris le pouvoir en Russie en 1917, mais l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne fut fondée que le 30 décembre 1922. C'est cet anniversaire qui est fêté solennellement au Kremlin ce mardi 21 décembre.

Il y a soixante ans, six Républiques étaient devenues, les unes après les autres, communistes : la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Elles étaient théoriquement indépendantes mais liées avec la plus importante, la fédération russe, par une série de traités de coopération. A la fin de la guerre civile, Lénine jugea le moment venu de mettre en accord la théorie et la réalité et d'organiser sur des bases nouvelles les relations des peuples de l'ancien empire tsariste.

Par décision du bureau politique en date du 10 août 1922, une commission dirigée par Staline, alors commissaire du peuple aux nationalités, fut chargée de préparer la réforme constitutionnelle. Staline imagina tout simplement que ces Républiques, tout en conservant une certaine autonomie, se dissoudraient dans la fédération russe. Ce projet suscita l'indignation de Lénine, qui y vit la marque du chauvinisme grand russe. Il refusait, quant à lui, l'adhésion à la fédération russe et voulait que cha-

que fut traité sur un pied d'égalité. Il se référait, pour sa part, à la « déclaration des droits des peuples de Russie » qu'il avait rédigée lui-même avec Staline, le 15 novembre 1917, et qui proclamait : « Égalité et souveraineté des peuples de Russie ; droit des peuples de Russie à disposer d'eux-mêmes, y compris le droit de se séparer et de former des États indépendants ».

Staline dut reprendre complètement son projet, renoncer à l'adhésion à la République de Russie et établir une union de peuples égaux. Il se vengea en rayant de la carte les Républiques qui s'étaient montrées les plus hostiles à son premier projet. La Russie, l'Ukraine et la Biélorussie furent maintenues ; en revanche, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie furent fondées dans une Transcaucasie.

Le chiffre des Républiques fédérées fut porté de quatre à sept en 1929 et à onze en 1936. Il y eut, ensuite, après la guerre — et les annexions des trois pays baltes, de la Moldavie et de la Carélie finnoise, seize Républiques. Depuis 1956, il n'y en a plus que quinze : il y a vingt-six ans, en effet, la République fédérée carélo-finnoise fut supprimée et devint une République autonome de Carélie au sein de la fédération russe.

B. F.

Pas de délégation chinoise

De notre correspondant

Pékin. — Moscou, apprend-on de bonne source, avait convié des représentants de l'Etat et du P.C. chinois à assister aux fêtes anniversaires de la fondation de l'Union soviétique. Pékin a, poliment, décliné l'invitation. Les Chinois ne cessent de répéter : la normalisation des relations sino-soviétiques ressemble à une course de marathon et les Soviétiques devront apprendre à être patients.

Cela n'empêche pas, au demeurant, un groupe d'amis du

Théâtre Bolchoï de Moscou d'être attendu dans les prochains jours à Pékin — à l'initiative, il est vrai, de l'ambassadeur d'U.R.S.S. Décidément très désireux de multiplier les contacts, les Soviétiques avaient déjà envoyé tout récemment à Pékin une autre délégation, du Comité d'Etat pour la science et la technique, dont le séjour en Chine durait deux semaines et comportait, notamment, la visite de plusieurs entreprises de l'industrie textile. — M. L.

RUGBY : TOURNOI DES CINQ NATIONS
Match Irlande-France à Dublin le 19-2-1983
2.890 F entrée stade, assurance.
AIRCOR (S.E.T.I.), 25, rue La Boétie,
75008 Paris - Tél. : 268-15-70. Lic. A962.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

La session budgétaire a montré que le président Reagan avait perdu de son ascendant sur le Congrès

De notre correspondant

Washington. — Après avoir menacé jusqu'au dernier moment d'y opposer son veto, le président Reagan devrait, sans préjudice de dernière minute, signer, ce mardi 21 décembre, la loi financière provisoire votée lundi par le Congrès. Cette mesure permettrait au gouvernement de poursuivre son fonctionnement normal, alors qu'il était théoriquement en état de cessation de paiement depuis le début du week-end. L'année budgétaire 1983 a commencé, en effet, sans qu'un budget définitif soit adopté.

Pour éviter un veto présidentiel, les sénateurs et les représentants ont renoncé à la principale innovation de leur loi de finance : la création d'emplois publics. Mais ils ont infligé un sérieux camouflet à M. Reagan en lui refusant les crédits nécessaires pour la fabrication des cinq missiles MX.

Le président ne voulait pas entendre parler de mesures pour l'emploi qu'il jugeait inefficaces et susceptibles d'aggraver le déficit budgétaire. La Chambre des représentants, qui compte une majorité démocrate, avait totalement ignoré cet avis en votant des crédits pour l'emploi de 5,4 milliards de dollars. Le Sénat l'avait suivie — un peu plus timide (1,2 milliard de dollars) — malgré sa majorité républicaine.

Mais lorsque les deux Chambres se sont réunies en « conférence de conciliation » pour accorder leurs voix, elles ont dû s'incliner devant la menace de veto présidentiel. Les représentants ont été spécialement humiliés : ils venaient de voter pour eux-mêmes une augmentation de salaire de 15 % — la première augmentation depuis 1979. Les vœux souponnés de se succéder au détriment des douze millions de chômeurs...

Il se sont vengés en entraînant les sénateurs dans leur opposition au missile MX : en 1983, pas 1 dollar sera consacré à la fabrication de cette fusée intercontinentale dont le mode de déploiement ne plaît pas au Congrès. En défilant ainsi la Maison Blanche, les représentants et les sénateurs risquaient un autre veto présidentiel sur l'ensemble de leur loi de finance. M. Reagan ne présente-t-il

pas le MX comme un élément essentiel de sa politique stratégique et un atout majeur dans les discussions soviéto-américaines sur la réduction des armements ?

Mais s'il mettait son veto, le président suspendrait en même temps une disposition qui le satisfaisait : les 232 milliards de dollars votés pour la défense (6 % de plus, en termes réels, qu'en 1982). Cette somme inclut d'ailleurs 2,5 milliards de dollars pour... les travaux de recherche et d'expérimentation du MX. C'était signer l'arrêt de mort de ce missile, dont l'avenir est déjà assez compromis. Et en provoquant les congressistes, M. Reagan risquait de ressusciter les créations d'emplois... Il a donc préféré s'incliner, en essayant de sauver la face. Ses collaborateurs lissent entendre que, pour la fabrication du MX, rien n'empêche d'utiliser une partie des fonds votés pour la recherche. Mais ce sera une autre histoire.

Les paradoxes de la session

A vrai dire, M. Reagan gardait l'arme du veto pour une autre occasion : il souhaitait favoriser le passage au Sénat d'une taxe sur l'essence qui financerait de grands travaux routiers. Le projet se heurtait à l'opposition résolue d'un groupe de conservateurs qui y voyaient une trahison des... principes républicains. Les 5,5 milliards de dollars dégagés par la taxe ne permettraient-ils pas de créer trois cent vingt mille emplois ? La Maison Blanche le nait.

Ce n'est pas le seul paradoxe de cette session extraordinaire du Congrès. Elle aura illustré à la fois les pouvoirs du président et l'effacement de son aura. Il ne même plus

tout à fait le jeu, comme l'an dernier. Et les républicains eux-mêmes ont tendance à se démarquer de sa politique économique qui leur semble risquée.

Exemple significatif : M. Reagan voulait avancer de six mois la dernière tranche des allégements fiscaux fixés au 1^{er} juillet 1983. Ignorant un énorme déficit budgétaire et fidèle à sa « théorie de l'offre », il y voyait la meilleure relance de l'économie. Les congressistes ne lui ont même pas laissé le temps de déposer formellement sa requête : ils ont aussitôt protesté à la Maison Blanche et le président a remis en poche son projet.

On a assisté, parallèlement, à une fronde de dirigeants républicains et non des moindres. Le cas de M. Robert Dole, président de la commission financière du Sénat, est le plus frappant. Ce républicain de far, considéré comme l'un des « hommes du président » au Congrès, et dont l'épouse appartient à l'équipe de la Maison Blanche, ne cesse de se distinguer depuis quelques semaines. Il attaque la politique officielle sur des thèmes aussi cruciaux que le système de retraites, M. Dole pense, apparemment, que M. Reagan ne se représentera pas en 1984 et commence à se placer.

Il n'est pas le seul. M. Howard Baker, chef de la majorité républicaine au Sénat, collabore de plus en plus avec le speaker démocrate de la Chambre, M. O'Neill. Son excuse : les démocrates ont gagné vingt-six sièges de représentants aux élections du 2 novembre, il est donc contraint de composer avec eux. Mais le tandem Baker-O'Neill veut, désormais, fixer le calendrier législatif alors que celui-ci était, depuis deux ans, quasiment décidé à la Maison Blanche.

ROBERT SOLÉ

Chili

LES ÉVÊQUES DRESSENT UN RÉQUISITOIRE CONTRE LE GÉNÉRAL PINOCHET

Santiago (A.F.P.). — Dans un document publié le lundi 20 décembre à Santiago, la conférence épiscopale chilienne a dressé un véritable réquisitoire contre la politique du général Pinochet et demandé le rétablissement de la démocratie.

« Les abus qui ont pu avoir lieu précédemment ne justifient pas une interruption aussi longue de la vie normale de la nation », estimant les trente-trois évêques, pour qui le Chili vit une crise sociale, économique, institutionnelle et morale « extrêmement grave ».

« Les violations de la dignité humaine, les contraintes injustes imposées à certains détenus, la spéculation, le gaspillage et la misère », constituent autant d'atteintes aux valeurs chrétiennes, ajoute l'épiscopat.

Dans le domaine économique, le document relève le niveau important du chômage, la chute de la production, la dette extérieure élevée et « la perte de crédibilité » du projet libéral du gouvernement militaire.

Dans le domaine social, il mentionne la suppression des syndicats et les limitations imposées aux moyens d'information, la misère « croissante » et la violence.

La publication de ce message épiscopal a lieu deux semaines après le rejet par le président Pinochet de toute ouverture politique. « Nous n'accepterons pas de conseils ou de recettes de la part de politiciens ou de religieux », avait-il déclaré.

Les évêques avaient demandé, en novembre, à être reçus par le chef de l'Etat pour lui exposer leurs préoccupations. Devant l'échec de leurs demandes, ils ont décidé de publier ce message, indique-t-on de source religieuse.

DIPLOMATIE

M. Mitterrand a reçu les lettres de créance des ambassadeurs du Suriname, de l'île Maurice, de la République populaire du Yémen et de la Guyana

Le président de la République a reçu lundi 20 décembre les lettres de créance des ambassadeurs du Suriname, de l'île Maurice, de la République démocratique populaire du Yémen et de la Guyana.

S'adressant à l'ambassadeur du Suriname, M. Donald Aloysius Mac Lead, M. Mitterrand a souligné l'effort de développement que la France s'attache à accomplir avec les pays du Sud, notamment avec l'ensemble géographique des Caraïbes, et également avec ses propres départements d'outre-mer.

[M. Donald Aloysius Mac Lead est également ambassadeur à Bruxelles, où il réside, le Suriname n'ayant pas d'ambassade à Paris. M. Mac Lead est spécialiste en sciences sociales. Il a longtemps travaillé au ministère du travail avant d'être nommé ambassadeur au Venezuela. Le gouvernement français avait donné son accord à sa nomination avant le récent coup de force intervenu au Suriname.]

S'adressant à M. Paramahansa Nabasingh, ambassadeur de l'île Maurice, le président de la République a rappelé les liens « profonds, sincères, hérités du passé » qui unissent les deux pays et qui, a-t-il ajouté, « ont encore été renforcés par les options politiques voisines qu'ont choisies » ses deux peuples.

[M. Paramahansa Nabasingh est né en 1940 ; après des études de chimie en Grande-Bretagne et aux États-Unis, il a dirigé plusieurs entreprises dans son pays.]

Devant M. Abdallah Abouda Hamman, nouvel ambassadeur de la République démocratique populaire du Yémen, le président de la République a affirmé : « C'est aux [M. Cedric Lucie Joseph est également ambassadeur à Londres, où il réside, la Guyana n'ayant pas d'ambassade à Paris.]

« pays de la région qu'il appartient de trouver des solutions aux problèmes qui se posent à eux. (...) La France est disposée à soutenir ces efforts et à contribuer à la recherche de solutions qui ne soient pas imposées par des puissances extérieures. C'est vrai dans le conflit du Proche-Orient, notre action récente l'a démontré : c'est également vrai dans la région de la mer Rouge et de l'océan Indien ».

[M. Abdallah Abouda Hamman est né en 1941 : il a été successivement en poste à Pékin et à Cuba, puis directeur de la section pays de l'Est et de la section Asie aux affaires étrangères.]

M. Mitterrand a enfin reçu les lettres de créance de M. Cedric Lucie Joseph, ambassadeur de la Guyana.

NOUVEAU MINISTRE DE LA COOPÉRATION

M. Nucci affirme que la France restera fidèle à ses engagements

M. Christian Nucci, nouveau ministre délégué au développement et à la coopération, a « réaffirmé », lundi 20 décembre, « l'ambition française des politiques de coopération ».

« Nous resterons fidèles à nos engagements », a ajouté M. Nucci, en précisant que la coopération, « cohérente et efficace », serait « élargie à tous les pays en voie de développement même si l'Afrique reste notre préoccupation essentielle ».

MM. Pascal Gendreau et Jacques Desvares ont été nommés respectivement directeur et chef de cabinet. Les autres membres de cabinet seront nommés prochainement.

M. Pascal Gendreau, administrateur civil hors classe, a été nommé directeur du cabinet de M. Christian Nucci, nouveau ministre délégué à la coopération et au développement.

[Né le 2 août 1944 à Tananarive (Madagascar), M. Pascal Gendreau, ancien élève de l'ENA, a d'abord, comme administrateur civil, été affecté au ministère du développement et de l'industrie en juin 1971. Successivement chef de la division des affaires communes, des études et de la recherche, adjoint au sous-directeur des industries bois, papiers et arts graphiques à la direction des industries chimiques, textiles et diverses, M. Gendreau entre en septembre 1975 au ministère de l'économie et des finances, à la direction du Trésor, qu'il quitte en juin 1981 pour exercer les fonctions de conseiller technique auprès de M. Pierre Joxe, alors ministre de l'Industrie. Après le départ du gouvernement de ce dernier, M. Gendreau est chargé de mission à la commission nationale de lutte pour l'emploi. Depuis mars dernier, il était conseiller financier pour l'Afrique à la direction du Trésor.]

M. Gendreau a été nommé directeur du cabinet

M. Nucci a indiqué que son cabinet comprendrait trois anciens conseillers de son prédécesseur (MM. Robert Peccoud, Eric Arnould et François Mimmi). Un quatrième conseiller a été nommé : M. Bernard Miyet, ancien chargé de programmes géographiques concernant le Maghreb au ministère.

SCIENCES-PO

préparation à partir de janvier sur place, et par correspondance 1^{re} et 2^e années - Fin d'A.P.
57, rue Ch. Laffitte, 92 Neuilly, 722-94-94 - 745-09-19
enseignement supérieur privé

ISTH depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
PREPA
HEC.ESSEC.ESCP.ESCAE
Mathématiques - Langues vivantes
Stages intensifs - Remise à niveau
Noël : 22-12 au 31-12 - Pâques 28-3 au 4
AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry - 75016 Paris - Tel. : 224.10.72 +

SKI
Réservez dès maintenant dans les meilleures stations la formule de votre choix (hôtels, locations, clubs) grâce à notre sélection
AIRCOR (S.E.T.I.)
25, rue La Boétie,
75008 PARIS
Tél. : 268-15-70
LIC. A 962
BUDGET HIVER 83

PROCHE-ORIENT

ASIE

La guerre du Golfe

LE BOMBARDEMENT DE DEZFOUL PAR L'IRAK A FAIT PLUS DE SOIXANTE MORTS.

Téhéran (A.F.P.). - Soixante-deux personnes ont été tuées et deux cent quatre-vingt sept blessées dans le bombardement, dimanche, de Dezfoul, au Nord-Khouzistan, selon un nouveau bilan donné, lundi 20 décembre, par Radio-Téhéran. Ce bombardement, effectué par l'Irak au moyen de missiles sol-sol, a détruit à plus de 50 % près de trois cent cinquante habitations, a précipité la radio iranienne.

Cette attaque, alors que le front connaît depuis plusieurs semaines une période de calme relatif, après plusieurs contre-attaques irakiennes infructueuses selon Téhéran, pourrait être la réponse de Bagdad au dernier attentat à la voiture piégée commis mercredi dans la capitale iranienne. Il avait été revendiqué par les « moudjahidins » irakiens, qui bénéficient du soutien de l'Iran. Les autorités irakiennes, mettant en cause Téhéran pour cet attentat, avaient annoncé qu'elles « donneraient une réponse décisive et légitime à tous ces crimes vils et lâches ». L'Irak démentait dimanche toute implication dans cette action.

Le représentant de l'imam Khomeiny au conseil supérieur de défense, l'homme d'État Hachem Rafsanjani, a lancé lundi une sévère mise en garde depuis la tribune du Parlement dont il est le président. « Il est impossible, a-t-il dit, d'avoir toujours une position défensive sur le front (...). Nous exigeons de nos combattants qu'ils coupent cette main criminelle et nous débarrassent des sabbatistes. Le premier ministre, M. Mir Hossein Mousavi, a pour sa part lancé une mise en garde aux pays du Golfe. « Les gouvernements réactionnaires et pro-américains dans la région doivent savoir que les flammes de l'incendie ne les épargneront pas ».

LE ROI HUSSEIN A WASHINGTON

Le souverain jordanien souhaite donner un coup d'arrêt à l'« annexion rampante » des territoires occupés par Israël

Correspondance

Le roi Hussein de Jordanie s'est félicité, lundi 20 décembre, des « discussions constructives » qu'il a eues avec le secrétaire d'État américain, George Shultz, sur l'évolution de la situation au Liban et les perspectives de négociations de paix au Proche-Orient.

Le souverain jordanien, devait être reçu, ce mardi, par le président Reagan en présence de l'ambassadeur américain pour le Proche-Orient, M. Philip Habib.

Amman. - Les entretiens du roi Hussein avec les dirigeants américains, estimés en Jordanie, dépassent amplement le cadre des relations bilatérales. Longtemps resté à l'ombre des ténors du monde arabe, le souverain hachémite apparaît aujourd'hui comme un acteur-clé sur la scène proche-orientale.

Les dirigeants jordaniens sont convaincus que le temps presse et que c'est en fait leur régime tout entier qui est en jeu. « Nous sommes dans le même bateau », affirme-t-on à Amman, où ce sentiment d'urgence est renforcé par l'accélération de la politique d'implantation israélienne dans les territoires occupés. Si rien n'est fait pour l'arrêt, l'annexion rampante de ces territoires par Israël entraînera un nouvel exode massif de Palestiniens vers la Jordanie, estime-t-on encore, ce qui serait insupportable économiquement, socialement et politiquement, pour le pays. Pour les dirigeants jordaniens, il ne fait guère de doute que le royaume est la prochaine cible de la « politique israélienne de balkanisation » qu'ils voient à l'œuvre au Liban.

Convaincu que les États-Unis ont seuls le pouvoir de « manœuvrer » le gouvernement israélien, le roi Hussein espère que le sommet de Fés

iraîn dans le sens d'un compromis entre le « plan Reagan » et le « plan Fahd » et reconsidérerait les résolutions de Rabat (1974) qui privent la Jordanie d'un rôle dans des négociations sur la question palestinienne. Tel n'a pas été le cas et le souverain n'a pas caché son irritation à cet égard.

La proximité de la campagne présidentielle américaine aidant (celle-ci risquant de geler pour longtemps toute initiative de Washington), l'impasse menaçait d'être totale. C'est pourquoi le roi Hussein s'est adressé directement à l'O.L.P., le 20 septembre en appelant à un dialogue jordanien-palestinien.

Les pourparlers jordaniano-palestiniens n'ont certes pas été faciles. Mais, selon des sources concordantes, ce sont les dernières réunions du comité supérieur jordanien-palestinien, la semaine passée, qui ont permis de réaliser des progrès substantiels, les deux parties ayant apparemment fait preuve de souplesse.

« Les Jordaniens veulent amener les Américains à arrêter pour un retrait des Israéliens des territoires occupés et pour cela ils pensent que nous devons accéder au maximum de demandes américaines. Mais nous disons : où est l'initiative américaine ? Pour le moment, ce n'est qu'une déclaration. Nous voulons des garanties. Nous voulons avoir l'assurance qu'il y a bien quelque chose à négocier », nous a déclaré M. Hani El Hassan, conseiller politique de M. Yasser Arafat, chargé des relations avec la Jordanie : il révèle, à ce propos, que l'initiative américaine était l'une des conditions au départ de l'O.L.P. de Beyrouth : « C'est ce que Philippe Habib a appelé le bon sens politique. Il avait été entendu que le président Reagan fe-

rait sa déclaration le dernier jour de notre retrait. Mais les Américains avaient refusé d'en discuter le contenu avec nous ».

« Nous ne reconnaitrons pas la 242 pour avoir simplement le droit de parler avec les Américains », poursuit M. El Hassan. « Mais, ajoute-t-il, si les Américains acceptent de parler avec nous directement et publiquement, il n'y a rien qui ne soit négociable ».

Le roi Hussein s'efforcera donc de convaincre Washington d'ouvrir un dialogue avec la centrale palestinienne. Il dispose pour cela de la déclaration commune issue des derniers pourparlers jordaniano-palestiniens (le Monde du 16 décembre), « véritable contrat d'association entre la Jordanie et l'O.L.P. », et le refus de la volonté de l'O.L.P. de négocier la paix, soulignée-on dans les milieux proches du gouvernement jordanien.

Des réponses que lui fourniront les Américains dépend en grande partie la suite que Jordaniens et Palestiniens donneront à leur démarcation. Signe en tout cas de l'intérêt que l'on porte dans l'entourage de M. Yasser Arafat à la réussite de la mission du roi Hussein : le chef de l'O.L.P., qui devait se trouver à Moscou mardi, a reporté cette visite pour ne pas « gêner » le souverain lors de ses conversations avec le président Reagan.

Conversations au cours desquelles le roi évoquera par ailleurs deux grands dossiers sur le plan bilatéral : l'aide américaine à la Jordanie (15 millions de dollars en 1982) et la question, déjà soulevée la semaine dernière lors d'une réunion de la commission mixte jordaniano-américaine à Washington, de la vente d'avions F-16 (ou, à défaut, F-15) et de batteries mobiles de missiles anti-aériens Hawk.

EMMANUEL JARRY.

Afghanistan

Des témoignages accablants pour l'U.R.S.S. ont été présentés au Tribunal permanent des peuples

Le Tribunal permanent des peuples (ancien tribunal Russell sur le Vietnam et l'Amérique latine), qui a siégé du 17 au 19 décembre à Paris, a condamné l'U.R.S.S. pour ses violations « du droit de la guerre » et « des droits fondamentaux du peuple et des individus » en Afghanistan.

Les organisateurs de cette seconde session - la première sur l'Afghanistan avait eu lieu en mai 1981 à Stockholm - souhaitent sensibiliser l'opinion internationale au drame afghan, près de trois ans après l'intervention militaire soviétique. Si leurs conclusions ne faisaient guère de doute, les débats auront donné lieu à un nombre exceptionnel de dépositions (rapports de spécialistes, médecins, juristes, et témoignages d'Afghans, provenant de tous les horizons). Un dossier présentant la position du gouvernement de Kaboul fut même déposé (1).

De la longue « sentence », lue, lundi 20 décembre, dans les locaux du Sénat, par le professeur Laurent Schwartz, on retiendra que le Tribunal a constaté « l'engagement de plus en plus direct de l'armée soviétique dans l'essentiellement à la faiblesse de l'armée gouvernementale » ; le fait aussi que ces opérations affectent de plus en plus directement les populations civiles. Évoquant « les méthodes et moyens de guerre », plusieurs témoins ont déclaré avoir eu connaissance de l'emploi « de jouets, stylos et montres » ayant fait explosion et paraissant viser exclusivement des personnes civiles, de même que des armes « antipersonnelles » dont des échantillons ont été présentés.

Le Tribunal a également eu à connaître de destructions d'édifices (mosquées, hôpitaux), de bombardements de villages - ainsi que de l'usage de napalm et de phosphore - et de massacres de civils. A cet égard, la commission d'enquête qui s'est rendue début décembre dans le village de Padiawab-é-Shana, dans la province du Logar, où les forces soviétiques ont fait brûler cent cinquante personnes dans un tunnel (le Monde du 9 décembre) a précisé que les corps de soixante-deux victimes avaient été identifiés. Trois témoins afghans de la tragédie ont déposé devant le Tribunal qui déclare dans sa sentence : « La multiplication des faits de ce genre a pour conséquence d'engendrer un climat de terreur qui, indépendamment des effets directs des hostilités, a suscité un phénomène d'exode sans précédent ».

A propos de l'utilisation des armes chimiques et bactériologiques, le Tribunal a reconnu s'être trouvé en face d'une difficulté qu'il n'a pu surmonter : « Celle de disposer de données (...) suffisamment

nombreuses et qualitativement fiables pour permettre un jugement scientifiquement fondé. - Aussi bien n'a-t-il pas rendu de conclusions définitives à ce sujet, mais il a jugé « léger » le récent rapport de l'ONU sur la question et quelque peu « forcé » celui du département d'Etat (le Monde du 10 décembre).

Des tortures systématiques

D'autre part, le rapport de M. Bernard Dupaigne, conservateur au Musée de l'Homme, accumulait des précisions accablantes sur la situation des prisonniers qui, a-t-il dit, sont torturés systématiquement (électrodes, sévices sur les parties génitales, arrachage ou écrasement des ongles, etc.). Beaucoup sont exécutés en détention et ceux qui échappent sont envoyés à Pulé-Charki, près de Kaboul, où, selon un témoin, « tout est horrible », et où il y aurait eu, en août 1982, cinq mille deux cents détenus.

Sur les conditions d'interrogatoires, une ancienne étudiante en quatrième année de médecine, Farida Ahmadi, amenée à Paris par la commission d'enquête, avait apporté, samedi, un témoignage qui bouleversa à plusieurs reprises une assistance comprenant un grand nombre d'Afghans. Elle avait été arrêtée au début de l'été 1981, parce qu'elle avait ramassé à l'université un tract de la résistance dont la police voulait retrouver les auteurs. Conduite au siège de la police secrète, le khad, elle avait été sauvagement torturée par six policiers, contrainte à rester quinze jours et quinze nuits debout, soumise aux électrochocs, menacée de viol par des tortionnaires qui lui firent traverser des salles « de terreur » où elle vit des marceaux de corps humains (mains et doigts coupés) et la firent assister à l'émoussation d'un prisonnier. « Cet homme presque mort trouva encore la force de me murmurer à l'oreille : Ma sœur, n'oubliez jamais, tiens bon ! », déclara-t-elle.

Farida Ahmadi indiqua, également, qu'une quarantaine de femmes se trouvaient dans d'autres cellules et qu'elles étaient, elles aussi, torturées, parfois par des Soviétiques, qu'un bébé avait été violenté devant sa maman, une fille torturée devant sa mère, qu'une détenue était devenue folle parce qu'on la frappait avec un morceau de bras humain.

Selon la « sentence », l'examen des preuves soumises au Tribunal laisse à certains égards croire « à une politique systématique et délibérée de violation des droits fondamentaux des peuples et des individus ». Le caractère persistant et systématique de ces violations aggrave la responsabilité de l'U.R.S.S. Celle-ci est accusée de ne pas faire de distinction entre combattants et non-combattants, entre les objectifs militaires et les biens de la population civile. Le Tribunal déclare encore que « de nombreuses personnes civiles, dont rien ne permet de croire qu'elles participaient directement aux hostilités, ont fait l'objet de sévices, tortures, assassinats et autres mauvais traitements, imputables aux forces soviétiques (...) ». « C'est le peuple de l'Afghanistan qui est la véritable victime de l'U.R.S.S. (...) ». « Pareille agression est incompatible avec l'idée et avec le prestige même du socialisme ».

(1) Disponible au Bureau international pour l'Afghanistan, 24, rue de Chaligny, 75012 Paris. Tél. : 307-15-67.

Onze personnes ont été tuées lors d'une fusillade, le 9 décembre, dans une cellule d'interrogatoire du palais du gouvernement à Kaboul, a déclaré samedi 13 décembre, une agence de presse de la résistance afghane. La fusillade a été déclenchée après que deux soldats afghans eurent tenté de s'opposer au viol par deux soldats soviétiques, d'une jeune fille afghane soumise à un interrogatoire. - (A.F.P.)

Le président Karmal a démenti catégoriquement, au cours d'une conférence de presse donnée le lundi 20 décembre à Moscou, les informations selon lesquelles l'U.R.S.S. avait, sous Brejnev, élaboré un plan d'annexion de l'Afghanistan (le Monde du 16 décembre). Le chef de l'Etat afghan a assuré que Moscou n'avait jamais posé une telle question. « L'U.R.S.S. a toujours affirmé que l'Afghanistan est un pays indépendant et doit le rester », a-t-il déclaré, ajoutant que « le contingent limité des troupes soviétiques qu'ait l'Afghanistan quand cessera l'intervention étrangère » contre son pays. « Les forces afghanes peuvent mener avec succès le combat contre les bandits sans aide extérieure » a poursuivi M. Karmal, qui a souligné que le contingent soviétique joue un rôle de force de réserve ».

Israël

Une « maison de la paix » portera le nom de Pierre-Mendès-France

De notre correspondant

Jérusalem. - Après avoir pris la décision d'édifier une « maison de la paix » qui portera le nom de Pierre-Mendès-France, le Centre international pour la paix au Moyen-Orient a achevé, le 19 décembre, les travaux de sa première conférence, dont les objectifs avaient été ainsi définis : « Servir le camp de la paix en Israël et à l'étranger, promouvoir le dialogue entre les parties en conflit au Proche-Orient et rechercher une solution fondée sur la reconnaissance mutuelle, l'autodétermination et la coexistence pacifique ». Cette initiative est due au magazine israélien New Outlook, qui, depuis des années, défend ces principes et qui, en 1977, avait organisé un colloque auquel participait Pierre Mendès France, colloque qui était devenu célèbre car il avait eu lieu en même temps que le voyage

historique d'Anouar El Sadate à Jérusalem.

Ce centre a été créé avec le soutien de mouvements de gauche tels que La Paix maintenant, le parti Shelli et le comité Israël-Palestine, qui, avec l'appui des « colombes » du parti travailliste et du Mapam, veulent multiplier leurs efforts pour encourager des rencontres, toujours difficiles, entre Israéliens et Palestiniens. De rares personnalités des territoires occupés ont accepté d'assister aux débats. Mais M. Elias Freij, maire de Bethléem, a mis l'accent sur la nécessité de parvenir au plus tôt à une solution politique impliquant une reconnaissance réciproque entre Israël et les organisations palestiniennes. Parce que, selon lui, le temps presse étant donné le rythme actuel auquel le gouvernement Begin développe la colonisation en Cisjordanie.

Représentant personnel de M. Mitterrand, le ministre de la justice, M. Robert Badinter, a participé, le 17 décembre, à une soirée d'hommage à Pierre Mendès France, en compagnie de M. Simon Pérès, président du parti travailliste, et de M. Victor Chemtov, secrétaire général du Mapam. Ce dernier a lui aussi défendu l'autodétermination, ce que son allié (1), M. Pérès, ne pouvait faire, car le parti socialiste en rejette le principe.

FRANCIS CORNU.

(1) Le parti travailliste et le Mapam sont associés au sein de la coalition du Maarakh (alignement).

Liban

Les violents affrontements, qui ont opposé, lundi 20 décembre, dans la région d'Aley, les miliciens phalangistes à ceux du parti socialiste progressiste de M. Jounblat, ont fait dix-neuf morts, dont six militants et gendarmes libanais. Le calme est revenu lundi soir, après l'imposition par l'armée israélienne du couvre-feu dans la région, mais la circulation sur la route internationale Beyrouth-Damas demeure peu sûre. - (A.F.P.)

LE GRAND CHINOIS
5, Av. de New York 167
75018 Paris 16^e (M. Châtelet)
« LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS »
AIR-FRANCE • ATLAS
PRIX CRUSTACE DE VERMEIL

Egypte

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE CHINOIS EST UN SUCCÈS POUR M. MOUBARAK

Correspondance

Le Caire. - Le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, est arrivé lundi après-midi 20 décembre, au Caire, pour une visite officielle de quatre jours en Egypte, la première d'un dirigeant chinois de ce niveau depuis celle de Zhou Enlai en 1964.

Ce voyage marque les retrouvailles de deux pays qui n'ont jamais été séparés, sinon, peut-être, la présence massive de conseillers militaires soviétiques jusqu'en 1972. Depuis cette époque, sur tous les sujets de politique étrangère d'intérêt commun, les divergences sont légères même si, dans sa volonté de rester à l'écart au bien de l'« équilibre mondial », que de l'« impérialisme américain », la Chine n'a jamais appuyé les accords de paix israélo-égypto-américains.

En dépit du peu d'influence de Pékin au Proche-Orient, la visite de M. Zhao Ziyang n'en constitue pas moins un succès pour le président Moubarak. Il est peu probable, en effet, que les dirigeants chinois se fussent risqués à visiter Le Caire dans les dernières années du régime du président Sadate, de crainte de

déplaire au reste du monde arabe après les accords de Camp David.

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Egypte sont relativement peu importants - 150 millions de dollars environ - mais feront l'objet de conversations entre les experts des deux pays afin d'encourager leur développement.

Le président Moubarak devait avoir un premier entretien mardi matin avec le premier ministre chinois.

MOUNA EL-BANNA.

L'ELEGANCE EST UN RITUEL.



GREY FLANNEL
BY
GEOFFREY BEENE

ELYSEA - 23, rue Washington 9^e.
GALERIES LAFAYETTE - Boulevard Haussmann 9^e.
L.V. - 85, avenue Kléber 16^e - 4, rue Claude Chabou 16^e.
MADJOS - 15, rue Richemont 8^e.
L'OUVERTURE - 19, rue de Douai 9^e.
OXYGENE - 43, rue Brochant 17^e.

M. SHARON DEVRA COMPARAÎTRE A NOUVEAU DEVANT LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES MASSACRES DE BEYROUTH

(De notre correspondant)

Jérusalem. - Contrairement à ses intentions, le ministre de la défense, M. Ariel Sharon, devra comparaître une nouvelle fois devant la commission d'enquête sur les massacres commis à Beyrouth, en septembre dernier, dans les camps de réfugiés de Sabra et de Chatila. Il a été cité comme témoin par le général Yehoshua Sagny, chef des services de renseignements de l'armée, qui vient de faire savoir qu'il désirait compléter sa déposition.

On ignore pour l'instant si, à cette occasion, de nouvelles questions pourront être posées à M. Sharon à propos de la lettre adressée par M. Begin à la commission le 8 décembre. Dans ce document, le premier ministre révélait qu'il n'avait pas été informé de la décision prise par M. Sharon et le chef d'état-major, le général Raphael Eytan, de faire pénétrer les miliciens phalangistes dans les camps de réfugiés, ce qui avait été interprété comme une façon de prendre ses distances à l'égard du ministre de la défense et du général Eytan.

La commission va donc prolonger ses audiences - elle a entendu le 19 décembre notre collaborateur Amnon Kapeliov, auteur du livre intitulé Sabra et Chatila, enquête sur un massacre (le Monde du 8 décembre) : - il semble que ses travaux ne pourront pas s'achever avant le mois de février. - F.C.

Le Monde

politique

LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES A PARIS

M. Quilès : il faut renverser l'ordre des choses

M. Paul Quilès a officiellement lancé sa campagne parisienne, lundi 20 décembre, devant les journalistes à un déjeuner-conférence de presse à la tour Eiffel, comme pour mieux montrer que son ambition embrasse toute la capitale. Il a d'ailleurs donné le ton de sa campagne en précisant que M. Chirac, lui, « est un homme politique dont la véritable ambition n'est pas parisienne ».

Le chef de file du P.S., qui était entouré des candidats dans les vingt arrondissements, a bien cherché à cibler et à diriger contre elle seule tous ses traits, se posant constamment par contraste avec le maire sortant. Comment en serait-il autrement puisqu'il veut « à temps complet » remplacer le maire « à temps partiel » qui dirige la capitale depuis six ans ?

Le procès que se propose d'instruire le député socialiste du XIII^e arrondissement est sans aucune circonstance atténuante. Non seulement M. Chirac « n'a pas tenu ses promesses », mais il a laissé s'accroître les maux dont souffrait déjà la capitale. M. Quilès veut donc « démanteler » la réputation de bon gestionnaire que M. Chirac aurait ainsi usurpée.

M. Quilès a notamment déclaré : « Les promesses électorales et même post-électorales n'ont pas été tenues. En matière de logement social, les réalisations sont bien éloignées de l'objectif de cinquante mille logements par an : quant aux opérations de réhabilitation, elles n'ont touché que huit cents logements par an, alors que l'on nous annonçait en 1980 la réalisation d'un programme de six mille logements en trois ans. »

« Où en est-on de la fameuse priorité aux transports en commun ? La congestion automobile s'est accentuée, et la stationnement n'a pas fait l'objet d'une politique cohérente. En direction des personnes âgées, Jacques Chirac n'a pas été avare de promesses. Or leur condition de vie est toujours aussi difficile. Les délais d'attente pour entrer dans les résidences sont de plusieurs années. »

« La Ville se refuse à créer des services de soins infirmiers à domicile, pendant que l'investissement pour la construction de résidences ne cesse de décroître. »

« La vie démocratique dans la capitale s'est trouvée réduite à bien

peu de choses. Les commissions d'arrondissement sont un échec total. Entouré de chargé de mission, le maire de Paris régit tout depuis l'Hôtel de Ville, faisant peu de cas de l'opinion des élus de gauche et des associations de quartier, qui n'ont que très rarement participé aux choix collectifs. »

« Au nom de la liberté d'entreprendre, on a tout laissé faire : spéculation foncière, promotion privée, rénovation de luxe, sacralisation de l'automobile. Avec comme résultat inéluctable le départ d'un nombre croissant de Parisiens, dans l'impossibilité d'assumer les charges et les contraintes de la vie quotidienne, dans une ville qui n'est pas faite pour eux. Le maire sortant a laissé jouer - et dans certains domaines, a même encouragé - ces tendances. »

« La mise en avant de quelques mesures spectaculaires, mais ponctuelles, ne satisfaisant qu'une part infime des besoins, ne peut tenir lieu de politique d'ensemble. Il est vrai que ce phénomène est le plus souvent masqué par une publicité habile et coûteuse. Voilà pourquoi

le maire et son parti exercent un monopole sur l'information municipale. Mais la mainmise du R.P.R. sur Paris s'étend encore plus loin. Tout doit passer par les « amis » du maire, demandes de logements, secours individuels, places dans les crèches. La gestion municipale de Jacques Chirac s'éloigne des principes républicains dont il prétend se réclamer. »

M. Quilès a poursuivi : « Depuis dix-huit mois, le maire de Paris, qui n'oublie jamais sa fonction de président du R.P.R., tente de détourner l'attention de ses administrés en faisant porter au gouvernement la responsabilité de ses difficultés dans la gestion municipale. Un examen honnête de la situation montre que l'argument n'est guère sérieux et réduit l'opération à ce qu'elle est : une opération politique, pour ne pas dire politicienne... En effet, dans de nombreux domaines (la sécurité, la solidarité, la vie démocratique) l'action du gouvernement s'est traduite par des avancées incontestables. Elles auraient pu être bien plus importantes si le maire de Paris n'avait pas opposé une mauvaise volonté systématique à certaines mesures nécessitant la participation de la municipalité. »

M. Quilès a ajouté : « Paris ne peut se contenter d'un maire à temps partiel. Quelles que soient les capacités d'un homme, il arrive un moment où le cumul des fonctions et des responsabilités interdit de mener de front toutes les tâches. A entendre Jacques Chirac en Corréze de ses mandats de député et de conseiller général, il est bien clair que la gestion des affaires parisiennes constitue pour lui une activité secondaire. Paris n'est pour lui, il s'en cache à peine, qu'un tremplin vers d'autres fonctions. Pour ma part - j'en prends l'engagement - je serai un maire à temps complet. »

Le député de Paris s'est fixé comme priorité : « D'urgence, de logements, de meilleure qualité et moins chers. » Il a conclu : « Il faut avoir la volonté de renverser l'ordre des choses. L'aménagement de Paris est dominé depuis un quart de siècle par les forces de l'argent. »

Les dirigeants socialistes sont placés, d'autre part, devant une situation difficile à Montluçon et au Mans, où leurs décisions sont contestées par les militants (le Monde du 21 décembre).

M. Jean Popereau, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré, lundi 20 décembre, au cours de l'émission « Face au public », sur France-Inter, que son parti avait fait « une concession considérable » en renonçant à disputer la mairie au P.C.F. dans ces deux villes et que « les conseils municipaux devront être composés en tenant compte de la force actuelle, telle que les électeurs l'ont décidée (...). M. Popereau a ajouté : « Très concrètement, cela veut dire pratiquement (...) l'équivalence de forces dans les deux conseils municipaux. »

Au sujet d'Arles, le porte-parole de l'Elysée, M. Michel Vauzelle, a précisé, lundi, qu'il n'entend pas « remettre en cause les décisions du comité directeur du P.S. », lequel n'a pas retenu cette ville parmi celles où les socialistes pourraient affronter la liste du maire sortant communiste dans une « primaire ».

M. Popereau a indiqué, pour sa part, que les socialistes ont « besoin de quelques engagements pour l'aventure » quant au projet de partition de la commune, appuyé par les communistes et mis en avant par M. Vauzelle comme justifiant une « primaire » entre les deux partis. Le maire d'Arles, M. Jacques Perrot, avait indiqué que ce projet ne pourrait aboutir que s'il était approuvé à l'unanimité du conseil municipal, qui compte vingt communistes et quinze socialistes et radicaux de gauche (le Monde du 7 décembre). - P. J.

M. TOUBON (R.P.R.) : LA GESTION DE LA MUNICIPALITÉ ACTUELLE EST BIEN APPRÉHÉ

M. Jacques Toubon n'a pas perdu de temps pour entrer en campagne électorale. Investi par M. Chirac, lundi 20 décembre en fin de matinée, comme chef de file de la majorité municipale dans le XIII^e arrondissement, il a tenu dès le début de l'après-midi sa première conférence de presse.

Pour excuser ou justifier son « parachutage » sur les terres de M. Paul Quilès, le député R.P.R. du XV^e arrondissement a avancé plusieurs raisons : il joue un rôle politique déjà important à Paris comme député « pas seulement du XV^e, mais de la nation tout entière », et comme secrétaire départemental de la plus grosse fédération du R.P.R. ; il est un des conseillers les plus proches du maire, qui manifeste ainsi son intérêt pour cet arrondissement.

Bien qu'il assure que dans le XIII^e arrondissement, « les investissements faits par la ville sont, par leur d'habitant, plus importants que dans les autres », il estime qu'il serait préférable à l'avenir que « la majorité dans le XIII^e marche la main dans la main avec la majorité municipale ».

Partout et toujours

M. Toubon ne vient sûrement pas dans cet arrondissement pour faire de la figuration. Le comportement de cet énarque de quarante et un ans auprès de M. Chirac, depuis 1968, atteste de sa vitalité, de son mordant, de sa capacité d'assimilation. Dans les cabinets de l'ancien premier ministre, au secrétariat général du R.P.R., à l'Assemblée nationale depuis juin 1981, M. Toubon est partout et toujours présent. Il est d'ailleurs qu'il change de nature en changeant d'arrondissement.

M. Toubon entame sa campagne avec une conviction tout à fait opposée à celle qu'exprimait presque au même moment son concurrent, M. Paul Quilès. Le nouveau candidat affirme en effet : « Toutes les indications que nous possédons nous démontrent que la gestion de la municipalité actuelle est bien appréciée et que Jacques Chirac bénéficie incontestablement de la sympathie des Parisiens. » Etant tête de liste de la majorité, M. Toubon indique qu'il « ne verrait pas d'objection », s'il l'emportait, à devenir maire du XIII^e arrondissement.

Le choix de M. Toubon révèle, en tout cas, un changement d'attitude de M. Chirac et de ses amis à l'égard de cet arrondissement. Il y a quelques semaines encore, le « fief » de M. Quilès était réputé impenable par la droite, et l'on n'était guère pressé d'y constituer une liste considérée comme sacrifiée d'avance. A. P.

Le R.P.R. conduira les listes de l'opposition dans treize des vingt arrondissements

M. Jacques Chirac a rendu public, mardi 21 décembre, les noms des personnalités qui constitueront les listes de la majorité municipale sortante dans les vingt arrondissements de la capitale. En définitive, le R.P.R. sera en première position dans treize arrondissements, l'U.D.F. dans cinq et le Centre national des indépendants dans deux.

L'accord conclu dès la fin de la semaine dernière sur la répartition des arrondissements entre les composantes de la majorité sortante avait été retardé par quelques problèmes concernant les personnalités. Dans le XIII^e arrondissement, où la direction de la liste revient au R.P.R., les négociateurs étaient convenus de constituer une « liste solide dans le but de gagner ». C'est dans cet esprit que M. Chirac a choisi pour la conduire, un de ses plus fidèles et plus proches collaborateurs, réputé pour son dynamisme et qui s'est illustré à l'Assemblée nationale par son caractère offensif, M. Jacques Toubon, député R.P.R. du XV^e arrondissement.

Le souci du R.P.R. et de l'U.D.F. est de montrer qu'ils n'entendent pas faire seulement de la figuration dans le XIII^e arrondissement, qui est représenté par la gauche au Conseil de Paris et à l'Assemblée nationale et où se présente M. Paul Quilès, député socialiste de la capitale et candidat à la mairie de Paris comme chef de file de la gauche. Diverses études et sondages conduits dans cet arrondissement les ont, en effet, convaincus que seul un candidat se réclamant de l'actuel maire de Paris et du R.P.R. pouvait constituer une menace sérieuse pour M. Quilès.

Un autre problème restait également à régler : celui concernant le XIX^e et le XX^e arrondissements, tenus aux assés par la gauche tant au Conseil de Paris qu'à l'Assemblée nationale. La désignation dans le XIX^e arrondissement de M. Didier Bariani, président du parti radical, ancien député, ne faisait pas l'unanimité au sein de l'U.D.F. bien que cet arrondissement ait été « attribué » à cette formation.

Il demeure malaisé de faire figurer sur sa liste M. Jacques Fournier, conseiller sortant du IX^e arrondissement, exclu du parti radical et inscrit à l'Hôtel de Ville au groupe Union pour Paris, proche du R.P.R. Quant au XIX^e arrondissement, que le R.P.R. espérait diriger, il est revendiqué par M. Jacques Féron, vice-président du CNIP qui fut naguère conseiller de Paris et député de cet arrondissement de 1978 à 1981. M. Chourquand, secrétaire nationale aux affaires sociales du R.P.R., y trouvera toutefois sa place.

Dans le XVI^e arrondissement un conflit interne à l'U.D.F. opposait les deux députés de cette formation. Il a été tranché, dimanche, par la désignation de M. Gilbert Gantier comme tête de liste et de M. Georges Masson comme candidat à la mairie du XVI^e arrondissement.

M. Mestral faisait de sa présence à ce poste une condition de son maintien sur la liste d'union, dans

cet arrondissement qui devient ainsi une chasse gardée de l'U.D.F.

Dans le XVII^e arrondissement où tous les parlementaires sont R.P.R. c'est M. Bernard Pons, secrétaire général du mouvement et député de cet arrondissement, qui conduira la liste après que M. Missoffe, président, eut préféré se consacrer à son mandat parlementaire et tenir un autre rang sur la liste.

Enfin, dans le II^e arrondissement qui, avec le III^e arrondissement, constitue une seule circonscription législative, M. Jacques Dominiati, député U.D.F., a choisi un de ses anciens collaborateurs, M. Alain Du-mait, journaliste, trente-huit ans, pour conduire la liste. Au total pour le R.P.R. sur treize têtes de liste, cinq ne sont pas des conseillers sortants mais tous sont de proches collaborateurs de M. Chirac. A l'U.D.F. deux sont de nouveaux candidats tandis qu'au CNIP, les deux candidats ont déjà siégé au conseil de Paris.

POUR LE R.P.R. - Les treize têtes de liste sont les suivantes :

I^e arrondissement : M. Michel Caldagues, sénateur de Paris ; IV^e arrondissement : M. Pierre-Charles Krieg, conseiller sortant, député ; V^e arrondissement : M. Jacques Chirac, c.s., député de la Corréze ; VI^e arrondissement : M. Pierre Bas, c.s., député ; VIII^e arrondissement : M. Maurice Courve de Murville, c.s., député ; IX^e arrondissement : M. Gabriel Kasperoff, c.s., député ; X^e arrondissement : M. Claude-Gérard Marcus, c.s., député ; XI^e arrondissement : M. Alain Devoquet, anc. député ; XII^e arrondissement : M. Jacques Toubon, député ; XIV^e arrondissement : M. Christian de La Malène, c.s., anc. député ; XV^e arrondissement : M. Nicole de Hauteclouque, c.s., député ; XVI^e arrondissement : M. Bernard Pons, député ; XVII^e arrondissement : M. Alain Juppé.

POUR L'U.D.F. - Les cinq têtes de liste sont : II^e arrondissement : M. Alain Du-mait (apparenté U.D.F.) ; III^e arrondissement : M. Jacques Dominiati, député ; XII^e arrondissement : Paul Pernin, c.s., député ; XVI^e arrondissement : M. Gilbert Gantier, c.s., député ; XX^e arrondissement : M. Didier Bariani, anc. député.

POUR LE CNIP - Les deux têtes de liste sont : VII^e arrondissement : M. Edouard Frédéric-Dupont, c.s., député, app. R.P.R. ; XIX^e arrondissement : M. Jacques Féron, ancien député.

Un certain nombre de problèmes restent à régler. Il s'agit essentiellement de l'attribution du poste de maire d'arrondissement en cas de victoire et aussi de l'ordre de présentation des candidats sur chaque liste qui doit comporter les noms de tous les candidats aux mandats de conseiller de Paris et de conseiller d'arrondissement. Les listes complètes seront publiées au début de janvier. - A. P.

L'UNIFICATION DES ÉCOLOGISTES EST AU MOINS RETARDÉE

Le conseil national des Verts-Parti écologiste a transmis aux Amis de la Terre et aux Verts-Confédération écologiste, le week-end dernier, un ensemble de propositions sur la procédure d'unification engagée depuis bientôt deux mois entre ces trois formations.

Constatant un certain flottement dans la démarche des Amis de la Terre et des Verts-Confédération, les Verts-Parti (ex-Mouvement d'écologie politique) estiment que la « convention unificatrice », prévue pour le mois de janvier, devrait être consacrée à la mise au point d'un accord pour les élections municipales. L'unification proprement dite interviendrait au printemps de 1983, après que des commissions, associant les trois formations, auraient rédigé un manifeste et un programme.

Ces propositions sont jugées dilatoires par les Verts-Confédération et les Amis de la Terre, qui dénoncent, dans un communiqué publié lundi 20 décembre, « les retards et les tentatives » causés, selon eux, par les « Verts-Parti, et leur « escalade dans leurs exigences en vue de l'unification ». Les deux mouvements constatent l'« impossibilité de la constitution, en janvier 1983, d'une organisation politique commune nationale des écologistes, dans laquelle les trois organisations actuelles seraient impliquées ».

D'une ville à l'autre

AUDE

CARCASSONNE. - M. Fernand Ancely, P.S. maire sortant qui avait été désigné par la section socialiste de la ville pour conduire la liste de la majorité, a décidé de maintenir sa candidature, bien que le comité directeur du P.S. ait investi M. Joseph Vidal, député P.S. de la première circonscription. M. Ancely a indiqué qu'il allait prendre contact avec le P.C. et le M.R.G. pour constituer sa liste.

DORDOGNE

SARLAT-LA-CANÉDA. - M. Jean-Jacques de Peretti, R.P.R., conduira la liste de l'opposition. Candidat aux élections législatives de juin 1981 dans la quatrième circonscription contre M. Lucien Durand, P.C., M. de Peretti avait été battu au second tour. Le maire actuel de Sarlat est M. Louis Delmon, P.C.

Le service de formation continue de l'Institut d'études politiques de Paris organise comme chaque année un cycle de vingt conférences-débats, consacré à « la vie politique française en 1983 : élections municipales et crise économique mondiale ». Ouvert à un large public, et placé sous la conduite de M. Alfred Grosser, ce cycle commencera le 10 janvier, à raison de deux séances hebdomadaires, les lundi et jeudi de 18 h 30 à 20 h 30.

Renseignements et inscriptions : Institut d'études politiques de Paris (service de formation continue), 27, rue Saint-Guillaume, 75341 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 260-39-60 (poste 950).

ESSONNE

DOURDAN. - Mis en cause dans la liquidation de la SEMEASO (Société d'économie mixte pour l'équipement et l'aménagement de la Seine-et-Oise) - le Monde du 26 novembre. - M. Ceccaldi-Pavard, sénateur U.D.F. et maire de Dourdan depuis vingt-quatre ans, a annoncé qu'il ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat. Ce retrait de la compétition pourrait permettre à M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., dont la candidature à Evry ne satisfait pas le R.P.R. de se mettre sur les rangs.

M. Lucien Blondeau, conseiller municipal sortant (modéré), candidat aux élections cantonales de mars 1979 contre M. Ceccaldi-Pavard, a déjà fait savoir qu'il se présentera. C'est M. Yves Tavernier, député socialiste de la quatrième circonscription et conseiller général du canton de Dourdan, qui conduira la liste de la majorité. - (Corresp.)

GIRONDE

LIBOURNE. - M. Gilbert Mitterrand, député P.S. de la neuvième circonscription, a été désigné par la section socialiste de Libourne pour conduire la liste d'union de la gauche. Le maire sortant est M. André Teurlay, U.D.F., qui sollicite le renouvellement de son mandat à la tête d'une liste d'union de l'opposition.

LOIRET

ORLÉANS. - M. Jacques Douffla-gues, U.D.F.-P.R., ancien député, maire sortant, a annoncé qu'il solli-

citera le renouvellement de son mandat, à la tête d'une liste d'union de l'opposition. M. Douffla-gues affrontera M. Jean-Pierre Suenr, député socialiste. - (Corresp.)

TARN

ALBI. - M. Michel Castel, maire socialiste sortant, conduira la liste de la majorité. Contesté par la fédération du Tarn du P.S., qui lui reprochait de vouloir éliminer de la liste qu'il va mener certains de ses conseillers socialistes sortants.

VAL-DE-MARNE

SAINT-MAUR. - M. Gilbert Noël, maire de Saint-Maur de 1959 à 1977 et ancien député du Val-de-Marne, conduira une liste appelée « Saint-Maur pour tous ». Face à la politisation à outrance et aux divisions néfastes qui en résulteraient pour notre ville, « Saint-Maur pour tous » affirme sa détermination de rassembler des hommes et des femmes de bonne volonté dont le seul souci sera de rétablir une saine gestion des affaires municipales », explique-t-il. M. Noël refuse pour les Saint-Mauriciens « l'obligation de choisir entre M. Beaumont (ancien député, maire sortant, div. opp.) et l'union de la gauche ». - (Corresp.)

YVELINES

MARLY-LE-ROL. - M. Jean Bé-ranger, sénateur des Yvelines, vice-président du M.R.G., et maire de la ville depuis 1966, sollicitera le renouvellement de son mandat. Il conduira une liste d'union de la majorité élargie à des personnalités de la vie associative.

La candidature de M. Fiszbin

C'est aussi dans le dix-neuvième arrondissement que se pose le problème de la candidature de M. Henri Fiszbin, conseiller de Paris, ancien premier secrétaire de la fédération communiste de la capitale. Président de Rencontres communistes et déclaré, mardi matin, que « cette concession conduirait probablement à un retour de la droite » et que ce serait « une fausse politique lourde ».

Une élection municipale

MORBIHAN : Guer (1^{er} tour).

Inscr., 3 922 ; vol., 1 676 ; suffr. expr., 1 609.

Liste d'union pour le développement communal (M.M. Pierre Lefort, 949 ; Maurice Oléron, 883) ; liste de gauche, tendance socialiste (M.M. Pierre Reto, 686 ; Jean-Marie Chadouteau, 624). Les candidats de la liste apolitique obtiennent la majorité absolue (805), mais les suffrages qu'ils recueillent ne représentent pas le quart du nombre des inscrits (981). Il y a ballottage.

[Il s'agit de compléter le conseil municipal après les décès du maire, Joseph Courdry, et de son adjoint, Marcel Bellanger, tous deux modérés.]

هستوا من الاصل

UN « APPEL » DU P.C.F.

« Nous ne voulons pas que la droite continue à faire la loi » à la radiotélévision

Le bureau politique du parti communiste français vient de rendre public un « appel aux Français et aux Français » libérés l'information. Ce long texte est publié dans l'Humanité du 21 décembre, avec en exergue : « On nous interdit, on nous ment. Vous avez le droit d'être éclairés. La droite ne peut continuer à faire la loi à la radiotélévision. Exigez le pluralisme et l'honnêteté. »

Le P.C.F. prend quelques exemples d'événements qui, selon lui, ont été déformés ou « inventés » par la radio et la télévision du service public : les « cent mille bagnards soviétiques » qui construisaient actuellement le gazoduc ; la tentative d'assassinat du pape ; les menaces contre Mgr Lustiger ; « l'enlèvement en Allemagne par le K.G.B. de la femme d'un dissident soviétique, Zinoviev » ; l'assassinat de la C.G.T. chez Citroën ; la querelle de l'école privée.

Le P.C.F. écrit : « Il n'y a pratiquement plus un jour sans qu'une révélation sensationnelle, la plupart du temps inventée aux États-Unis, ne soit répandue, sans vérification aucune, avec une puissance maximale, à la radio et à la télévision. Révélation aussitôt démentie, mais aussitôt chassée par une autre, tout aussi mensongère, et tout aussi outrageusement amplifiée. »

« Ainsi, chaque campagne est éphémère. Mais le procédé, lui, demeure constant. On ment sans retenue. On grossit de manière partielle tel fait de détail. On déforme la réalité. On censure les informations gênantes. Tous les moyens sont bons pour caricaturer, à l'intérieur, la politique du parti communiste, pour dénigrer la volonté de changement, et pour dénaturer, à l'extérieur, la réalité des pays qui ne s'alignent pas sur les Américains. »

Le bureau politique du P.C.F. estime que cette pratique est « grave pour la démocratie », car « un tel jeu qu'un seul son de cloche », et « grave pour la paix », car « le monde connaît des tensions, actuellement. On ne peut que se réjouir de voir l'aspiration à la paix, au désarmement, à l'entente entre les peuples parcourir les continents. Pourquoi, dans ces conditions, dire sans cesse tant de mal de tout ce qui est différent du mode de vie et de pensée de l'Occident ? »

Le P.C.F. distingue ensuite entre les journaux et radios privées (périodiques ou livres), d'une part, où la responsabilité de l'information incombe aux directeurs et journalistes, et le service public de radiotélévision, dans lequel « les Français et les Français ont des droits ».

« Vous avez le droit d'être considérés comme des citoyens libres et responsables, et non comme des êtres mineurs qu'on peut manipuler à sa guise. Vous avez le droit d'être

respectés et non insultés à longueur d'antenne, même si vous ne jurez pas que par la droite ou les seuls États-Unis, même si vous avez de la sympathie pour le parti communiste. Vous avez le droit d'être éclairés et non aveuglés sous le feu des projecteurs. »

Le P.C.F. conclut : « Nous ne voulons pas que seule la gauche puisse s'exprimer à la radio et à la télévision. Mais nous ne voulons pas non plus que la droite continue

à y faire la loi. Voilà pourquoi les communistes sont à vos côtés pour vous aider à exiger la liberté de l'information. Tel est le sens du combat qu'ils mènent avec leur journal l'Humanité et l'ensemble de leur presse. Tel est le sens de la dénonciation qu'ils entreprennent auprès de la Haute Autorité de l'audiovisuel. Tel sera le sens du forum pour une information pluraliste qu'ils organiseront à l'initiative de l'hebdomadaire Révolution. »

Défendre les pays de l'Est

(Suite de la première page.)

Le secrétaire général du P.C.F. s'était déjà démarqué des socialistes, le 7 novembre, en avançant la thèse soviétique à propos de M. Anatole Tchibbaranski, présenté comme un « espion », alors qu'il s'agit d'un militant des droits de l'homme, dont le P.C.F. avait soutenu la cause en 1978. De même, le 6 décembre, M. Marchais s'en était pris de façon provocatrice à M. Alexandre Zinoviev, écrivain russe en exil, en expliquant que la femme de celui-ci, que l'écrivain avait cru enlevée, « le faisait cocu ». M. Marchais était revenu sur ces questions dans un article de l'Humanité, le 10 décembre, en dénonçant le caractère unilatéral, selon lui, des informations relatives aux droits de l'homme.

Les dirigeants communistes estiment, en second lieu, que la multiplication d'informations accusatrices vis-à-vis des pays socialistes n'est pas fortuite, dans une période de transition à Moscou et alors que la confrontation stratégique doit s'achever à l'approche de la mise en place de nouveaux missiles nucléaires américains en Europe. Ils jugent donc nécessaire de contre-attaquer, plutôt que de paraître faire droit au point de vue de l'adversaire comme cela avait pu sembler être le cas lorsque le P.C.F. formulait lui-même des critiques sur le « socialisme réel ».

Dans son article du 10 décembre, M. Marchais avait d'ailleurs invité les partis communistes au pouvoir à prendre leur défense eux-mêmes, sans attendre que les P.C. occidentaux s'en chargent. Ce conseil rejoignait celui qu'énonçait, peu après, la Pravda : à l'adresse de l'agence Tass.

En outre, la défense des pays de l'Est est, aux yeux des communistes, la plus réservée sur la participation de leur parti au gouvernement, la contrepartie nécessaire de l'appui donné par le P.C.F. à une politique très éloignée de celle qu'il avait préconisée dans les années 1977-1981.

Cette stratégie politique ne doit pas faire oublier que l'information constitue traditionnellement l'un des thèmes des campagnes du P.C.F. Avant l'élection présidentielle, il en avait lancé une sur cette question. Aujourd'hui qu'il est dans la majorité au pouvoir, c'est encore un des sujets de préoccupation de ses dirigeants, tant il est vrai que le P.C.F. a tout autant de mal que par le passé à faire prendre en compte par les grands moyens d'information ses analyses et sa façon de voir les événements.

Au fond des choses, en effet, il y a un divorce entre la conception communiste de l'information et celle de la plupart des journalistes qui exercent dans les pays occidentaux, dans la presse écrite comme à la radiotélévision. Pour les premiers, l'importance des faits, leur véracité, est indiquée par les canaux officiels dans les pays du « socialisme existant », par les dirigeants communistes dans un pays comme le nôtre. Les seconds, s'ils font correctement leur travail, à l'occidentale, cherchent au contraire au-delà de la vérité officielle, qu'ils revendiquent le droit à l'erreur.

Ainsi l'ambassade d'U.R.S.S. proteste bien évidemment contre l'émission d'Antenne 2 consacrée récemment aux « refuzniks », qui contredit la thèse officielle. Le P.C.F. ne dit rien d'autre dans sa défense native de l'Union soviétique, à propos des bagnards construisant le gazoduc : « L'Union soviétique a apporté les preuves du contraire : on vous les a cachées. Elle a invité TFI à venir enquêter sur place. TFI a refusé ». Chacun sait que dans les pays de l'Est, on ne vous montre que ce que l'on veut.

Les communistes espèrent que leur présence au gouvernement leur permettrait d'exercer une influence plus forte dans les médias audiovisuels. Il leur a fallu déchanter. D'une part, la nomination de journalistes ou de responsables communistes dans les chaînes a été très limitée. D'autre part, la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (que les communistes n'ont pas votée) établit enfin la séparation entre l'information radiotélévisée et le pouvoir politique. La présence d'un communiste parmi les neuf « sages » de la haute autorité de la communication audiovisuelle ne change rien.

De nombreux incidents ont eu lieu, provoquant des réactions des dirigeants du P.C.F. auprès des présidents de chaînes ou de la haute autorité. Le dernier congrès avait été une nouvelle fois l'occasion pour M. Georges Marchais de constater que les chaînes de radio et de télévision n'avaient pas modifié leur ton à l'égard de son parti (le Monde daté 7-8 février).

Aussi celui-ci est-il conduit à se comporter vis-à-vis de l'information audiovisuelle du service public non comme un partenaire gouvernemental, mais comme un parti d'opposition.

YVES AGNÈS
et PATRICK JARREAU.

L'OPPOSITION SAISIT LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL DE QUATRE PROJETS DE LOI.

Au terme de sa session ordinaire d'automne, qui s'était ouverte le 2 octobre, l'Assemblée nationale a définitivement adopté, lundi 20 décembre, les textes suivants :

● **Aide judiciaire.** — Le projet de loi sur l'aide judiciaire et l'indemnisation des commissions et désignations d'office a été voté en deuxième lecture, en conformité avec le texte adopté par le Sénat.

● **Troisième vote pour l'ENA.** — Le projet créant un troisième concours d'entrée à l'ENA pour les élus locaux et les responsables de syndicats ou d'associations a été adopté en troisième lecture après le vote par le Sénat d'une motion d'irrecevabilité.

● **I.V.G.** — Le projet prévoyant le remboursement des interruptions volontaires de grossesse non thérapeutiques a été voté en troisième lecture dans la forme adoptée en deuxième lecture après que le Sénat l'eût à nouveau repoussé.

● **Protection de l'épargne.** — Le projet de loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne a été adopté en troisième lecture dans la rédaction votée en deuxième lecture par l'Assemblée alors que le Sénat l'avait modifié.

Le président de l'Assemblée nationale a été averti par le président du Conseil constitutionnel que celui-ci a été saisi par plus de soixante sénateurs et plus de soixante députés du texte sur l'organisation administrative de Paris, Lyon et Marseille et de celui sur la Sécurité sociale, et par plus de soixante députés du projet de loi d'orientation des transports intérieurs et du projet de loi sur l'élection des conseils municipaux en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française.

Trois visages du socialisme français

II. — Les illusions dangereuses

par MAURICE DUVERGER

Présentant trois visages du socialisme français, Maurice Duverger a noté, dans son premier article (le Monde du 21 décembre), à propos des nationalisations que « les meilleurs progrès ont toujours été assurés chez nous par une imbrication de l'État et des usines ». Mais cette efficacité pourrait être compromise par des « illusions dangereuses », notamment, celle de « l'alignement de tous sur le même statut ».

Certains dirigeants des entreprises nationalisées craignent que l'État ne ralentisse son effort financier au fur et à mesure qu'elles deviendront prospères, parce qu'il aura la tentation de soutenir surtout celles qui réussissent moins bien, oubliant que le dynamisme d'une économie a besoin que les investissements soient plutôt concentrés sur les points forts que dispersés sur l'aide aux faibles.

Les organisations de travailleurs défendent celle-ci afin de maintenir l'emploi. Elles s'opposent farouchement aux diminutions d'effectifs et à la fermeture d'usines ou d'ateliers. Les syndicats d'enseignants protestent contre un projet ministériel qui maintient une séparation de carrière entre les professeurs qui ont passé les concours ou acquis les diplômes nécessaires, les maîtres-assistants qui n'ont pu le faire, les assistants recrutés à titre provisoire et désormais précaires jusqu'à la retraite.

Une certaine gauche comprend l'égalité comme l'alignement de tous sur le même statut, avec un avancement à l'ancienneté qui efface les différences d'aptitude et d'efficacité.

Ce refus de la compétition et du classement qu'elle entraîne s'accompagne la plupart du temps d'une défense des avantages catégoriels. La volonté d'effacer les différences individuelles coïncide avec la volonté de conserver et d'améliorer les privilèges corporatistes. La défense des droits acquis tend vers le maintien d'une foule de « non-droits ».

Elargis aux dimensions de l'Hexagone, ces comportements aboutissent au protectionnisme économique, illustré par le blocage, à Poitiers, des magnétoscopes japonais ou l'achat par les pouvoirs publics de matériels nationaux moins performants que des produits étrangers. Tout cela tourne le dos au socialisme de la productivité, voire au socialisme tout court.

Au lieu d'arriver en finale de la Coupe Davis, la France aurait porté la lanterne rouge si elle avait reculé ses sportifs comme les quelques prévisions du 25 novembre voudraient qu'on recule les professeurs d'université. Elle verrait ses exportations diminuer comme neige au soleil si elle maintenait toutes les entreprises à basse productivité pour conserver un emploi à leur personnel.

Elle tournerait le dos à la gauche si elle ne larmait, peu à peu, les rentes de situation ne correspondant pas à un métier plus difficile ou plus pénible. Elle se condamnerait à la décadence et à l'asphyxie si elle replongeait le pays dans le protectionnisme qui a enlaid dans la médiocrité son agriculture et son industrie dans la première moitié du vingtième siècle.

Comment un pays qui importe plus des deux tiers de son énergie pourrait-il survivre s'il n'exportait pas des produits de valeur équivalente ? Comment le ferait-il si ses prix de revient dépassaient ceux des nations concurrentes ?

Les revendications précédentes ne sont pas entières satisfaites cependant. Le cloisonnement actuel des carrières universitaires est trop rigoureux ; les voies longues devraient être élargies et des préparations convenables pourraient compenser en partie le handicap de l'inégalité sociale.

Les droits acquis par les luttes syndicales méritent d'être protégés au moins autant que ceux résultant de la propriété d'un patrimoine. Les avantages de telle ou telle corporation de travailleurs devraient être étendus aux autres plutôt qu'amputés ou supprimés.

La protection des industries nationales serait concevable dans une phase transitoire permettant de rattraper le retard entraîné par certaines négligences de ces dernières années.

Contre un pouvoir de droite qu'on cherche naturellement à faire échouer, la gauche peut négliger la conséquence de ces réclamations et les pousser jusqu'à l'absurde. Tout change en face d'un pouvoir socialiste qui n'est plus l'ad-

versaire des travailleurs, mais leur allié et leur élu. Son échec serait leur défaite, en risquant de ramener leurs adversaires au gouvernement.

Depuis le 10 mai 1981, les combats syndicaux ne peuvent se dérouler suivant la logique des sociétés purement capitalistes. Aux luttes éclatées d'hier doit se substituer une bataille pour la solidarité et l'équité.

..

Dans le cadre des entreprises privées, il restera naturel que les salariés cherchent à avancer d'abord dans un secteur pour justifier ensuite une progression dans les autres ; mais sans perdre de vue désormais les limites à ne pas dépasser si l'on veut le succès de l'expérience socialiste, et la nécessité d'aligner des sacrifices plus forts dans les secteurs actuellement plus favorisés, afin de réduire l'écart avec les autres.

Le droit de tous à la solidarité doit l'emporter sur les droits acquis par les catégories que leur situation protège mieux de la crise. La rigueur serait insupportable si elle ne s'accompagnait pas d'une plus grande justice.

La modération des luttes syndicales est particulièrement nécessaire dans les entreprises nationalisées, qui pèseront très lourd pour la réussite ou l'échec du socialisme français.

Schumpeter pensait que la collectivisation transformait les rapports avec la direction en lui permettant d'obtenir des travailleurs une allégeance morale qu'ils refusaient au capitalisme. Ils devraient retrouver ainsi un loyalisme à l'égard de la firme. Encore faudrait-il que leurs organisations ne les induisent pas en erreur sur le but de la nationalisation. Elle n'a pas pour objectif principal de conférer plus de droits et d'avantages au personnel, mais de

fournir au pays de meilleurs instruments de croissance et d'exportation, ce progrès économique étant le moteur du progrès social.

Sous un gouvernement de gauche, le secteur public ne peut être traité par ceux qui se réclament d'être comme les Pieds-Nickelés traitaient les grands de ce monde : en ennemis qu'on dépouille sans regarder aux moyens.

Le développement de ce qu'on appelle aujourd'hui la citoyenneté dans l'entreprise suppose la même transformation psychologique des salariés. On peut s'étonner que le C.N.P.F. s'effraie des droits nouveaux qui viennent de leur être accordés, alors que ceux-ci demeurent en deçà de la cession allemande dont les patrons d'outre-Rhin s'accommodent fort bien. Rien ne montre mieux le retard où se trouvent chez nous les relations publiques dans le travail. En les améliorant, on augmenterait la productivité dans des proportions importantes.

L'autogestion pourrait aller dans le même sens, à condition qu'elle soit sanctionnée par les résultats commerciaux et qu'elle ne se trouve pas annulée par l'interférence d'organisations rigides. Si l'intervention du personnel dans la décision se fait par l'intermédiaire de délégués appliquant des directives émanant de leur appareil syndical, on développera un type de centralisme peu propice à l'innovation.

Les grandes confédérations peuvent, au contraire, développer un esprit favorable aux initiatives de la base en aidant leurs membres à se débarrasser des comportements générés par l'environnement capitaliste et à évoluer vers une meilleure adaptation au développement du socialisme français.

Prochain article :

LE DÉFAUT DE COMMUNICATION.

Le « collectif budgétaire » est voté à l'unanimité par le Sénat

Les sénateurs ont adopté, lundi 20 décembre, le projet de loi tendant à adapter notre législation comptable aux directives du conseil des Communautés européennes. Mais ce texte, modifié par eux, devait être ensuite retiré de l'ordre du jour de la session ordinaire d'automne pour être renvoyé à celle de printemps.

Le Sénat a, en revanche, définitivement adopté, dans les mêmes

termes que l'Assemblée nationale, le projet de loi de finances rectificative pour 1982. Ce collectif budgétaire a été voté par 234 voix contre zéro avec 69 abstentions.

Invitant les sénateurs à approuver des dispositions qu'ils avaient repoussées en première lecture, M. Fosset (Un. centr., Hauts-de-Seine), qui remplaçait le rapporteur général, a justifié ce changement d'attitude par l'urgence de certaines mesures proposées dans le « collectif ».

Il a toutefois déploré que la délégation de l'Assemblée nationale, dans sa majorité, « ait délibérément mis en échec la commission mixte paritaire appelée à se prononcer sur un texte que le Sénat avait adopté à l'unanimité en première lecture, après y avoir introduit plusieurs modifications. S'il existe des entreprises de démolition, a-t-il ajouté, ce n'est pas au palais de Luxembourg qu'il faut les rechercher. »

Le Sénat a d'autre part voté à l'unanimité le projet de loi reconduisant pour 1983 le taux de 2,35 pour le calcul des baux commerciaux.

Présentant aux sénateurs ce texte, qui revêt désormais force de loi, M. Labarrère, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, a remercié la commission des lois, « et particulièrement son président, M. Jozeau-Margine », pour sa « compréhension » à l'égard d'une reconduction qui correspond, confirmera ensuite le rapporteur, M. Pillet (Un. centr., Loire), à une solution « de compromis et de sagesse ».

En début de séance, M. Labarrère avait remercié le rapporteur du texte sur la protection de l'épargne, M. Daillly, « pour sa contribution au débat et sa compétence ». Ce projet, modifié par le Sénat, a été ensuite définitivement adopté par l'Assemblée nationale, mais les amendements sénatoriaux ont été systématiquement écartés.



ANDRÉ ROSSET
LE FAUX GRAND SIECLE
1604-1715
LA BELLE EPOQUE
1898-1914

dans la nouvelle collection
HISTOIRE DE FRANCE
à travers les journaux
du temps passé

CHACQUE VOLUME : 230 F.
PRIX DE LANCEMENT JUSQU'AU
31 DÉCEMBRE 1982 : 185 F.

Édition
A LA SEIGNE DE L'ARBRE VERDOYANT
Diffusion ARMAND COLIN

mélange blond de Virginia bright,
Burley et tabacs orientaux

MS
FILTRE
KING SIZE

Marguerite YOURCENAR

Cœuvres romanesques

Avant-propos de l'auteur

LA PLÉIADE
GALLIMARD

Le Monde

société

LES JEUNES ET LA PRISON

La commission Martaguet propose l'interdiction de la détention provisoire pour les moins de seize ans

La suppression de toute détention provisoire pour les mineurs de moins de seize ans est, depuis des années, un cheval de bataille, tant pour la majorité des travailleurs sociaux que pour nombre de magistrats de la jeunesse. C'est aujourd'hui l'une des principales propositions de la commission de réforme de droit pénal des mineurs, qui a remis un premier rapport au garde des sceaux voilà quelques semaines.

M. Badinter a toujours affirmé n'être pas favorable à cette mesure qui lui semble dépourvue de réalisme. Son directeur de cabinet, M. Henri Jacquemin, le rappelle dans une note accompagnant le rapport, envoyé pour avis dans toutes les juridictions.

Le document de vingt-sept pages de la commission présidée par M. Pierre Martaguet, premier président de la cour d'appel d'Angers, ne rassemble, selon ses auteurs, que « des premières propositions ». Il n'en est pas moins l'annonce d'une refonte totale du droit des mineurs. « La commission, dans ses premières réflexions, a cherché sa voie entre deux directions, explique-t-on dans l'introduction : concevoir un texte répondant à l'idée d'autonomie du droit des mineurs, en innovant résolument, ou, plus modestement, réviser et actualiser l'ordonnance de 1945 selon les enseignements de son application. Au nom du principe de réalité (faire des propositions opérationnelles et dans un temps limité), les travaux se sont engagés dans une voie médiane ».

L'ordonnance de 1945 relative à l'enfance délinquante pose un principe que, certes, la commission ne récuse pas : « La mesure éducative doit être la règle et la sanction l'exception ». Elle a été précisée, actualisée à plusieurs reprises. Mais, dans la pratique, les règles qu'elle a définies sont souvent mises à mal, surtout en matière de détention provisoire. Celle-ci, pour les délits, est d'ores et déjà limitée à dix jours pour les moins de seize ans. Toutefois, surtout depuis 1979, certains parquets « criminalistes » des délits (un vol à l'arrache est par exemple qualifié de « vol avec violence ») pour que la détention provisoire soit illimitée.

Ainsi, en dépit d'incitations à la limitation la plus stricte possible, les détentions provisoires n'ont cessé d'augmenter. On est passé, pour la totalité des mineurs poursuivis, de 3 835 détentions provisoires ordonnées en 1974 à 6 053 en 1981, soit 57,8 % d'augmentation. En 1974, seulement 12,9 % des mises en détention concernaient des moins de seize ans. En 1981, on passait à 23,3 %, soit 1 411 mineurs.

La commission estime donc que la détention provisoire doit être interdite pour les moins de seize ans, même en matière criminelle. En revanche, elle considère que l'emprisonnement, rigoureusement exclu pour les moins de seize ans, doit être maintenu comme peine pour les treize à seize ans (et évidemment les plus âgés). « La procédure de jugement comporte, en effet, les garanties d'un débat au fond, précise-t-elle, et, par ailleurs, la législation actuelle n'a pas donné lieu sur ce plan aux abus constatés pour la détention provisoire à un jour donné, pour 157 détentions provisoires, on trouvait seulement 7 condamnés définitifs ».

Le principe de la responsabilité des mineurs est retenu par la commission qui, toutefois, accueille l'idée que cette responsabilité est particulière et se distingue de celle des majeurs. « Est donc encouragé,

plus encore que pour ces derniers, le recours aux peines de substitution, aux sursis, simple ou avec mise à l'épreuve. En outre, un « pardon judiciaire » serait institué, « prononçable seulement dans la phase de jugement ». La juridiction pourrait, « après déclaration de culpabilité, prononcer le classement de la procédure sans peine ni mesure ».

Autonomie

Pour ce qui concerne l'organisation judiciaire, la commission souhaite voir reconnaître une autonomie de la justice des mineurs « un ordre de juridiction regroupant l'ensemble des magistrats chargés des affaires de mineurs. Afin d'assurer leur stabilité, leur formation et leur spécialisation effectives, il conviendrait de prévoir leur nomination ou désignation dans des conditions particulières ». Le parquet devrait avoir un rôle de prévention élargi ; ses moyens d'action devraient être renforcés.

La cour d'assises des mineurs disparaîtrait pour être remplacée par une formation spéciale du tribunal de la jeunesse siégeant en matière criminelle. Il serait composé de trois juges de la jeunesse plus quatre assesseurs tirés au sort sur une liste établie chaque année. L'appel serait de la compétence d'une chambre de la cour présidée par un conseiller à la protection à l'enfance. La commission préconise de nombreuses autres modifications de procédure, notamment une présence importante de l'avocat à tous les stades.

Enfin, elle met l'accent sur l'intervention éducative, demandant essentiellement une meilleure organisation des services, des garanties de prise en charge, et affirmant trois principes fondamentaux : impossibilité de cumuler une peine et une mesure éducative ; impossibilité de sanctionner le comportement du mineur pendant les mesures éducatives par des mesures spéciales à caractère coercitif ; impossibilité légale de toute rétention physique du mineur hormis les cas d'exécution d'une peine ou de détention provisoire.

JOSYANE SAVIGNEAU.

Il est vraiment petit, tout bouclé et tout rose. Il a quinze ans. On lui en donnerait dix. Plutôt l'âge incertain des anges. Il est assis au bout du lit dans un coin de sa cellule. Evidemment, il pleure derrière les barreaux. Nous l'appellerons Mohamed.

Aujourd'hui, les « minos » ne sont plus que sept ou huit en prison à Fleury-Mérogis. Des mineurs de moins de seize ans, placés là par un juge pour un « choc salutaire » entre deux moments de liberté. « Quand les réprimandes, les admonestations, les remises à la famille ont échoué, on en arrive à cette extrémité », explique M. Gabriel Choucrout, premier juge d'instruction à Paris.

Ils étaient plus de vingt-cinq pendant les grandes vacances, entassés dans leur secteur du centre des jeunes détenus (C.J.D.), une aile à part où il est plus facile d'appliquer le régime prévu par la loi. « Pour les minos, c'est encore plus dur, reconnaît Sylvie, une éducatrice, car ils sont à l'isolement. Il faut éviter le contact criminel avec leurs aînés. Ils n'ont pas les mêmes heures de promenade. Ils ne doivent pas prendre leurs repas dans leur cellule ».

Les « petits monstres » entrent mal dans le cadre de la prison. Plutôt gâtés, ils dérangent des surveillants qui ne savent pas trop comment s'y prendre devant ces mines d'enfant malheureux. Partagés, ils hésitent volontiers à leur appliquer la sévérité du règlement, mais ils ne veulent pas non plus se laisser aller à une indulgence excessive. « S'ils sont là, c'est qu'ils l'ont mérité. Nous ne sommes pas des nounous », disent-ils. Chaperdages, vols à la tire répétés, cambriolages, avec violence parfois, pères alcooliques, mêmes anabaptistes, immigrés de la deuxième génération : une même histoire les mène à Fleury-Mérogis. Des récidives à n'en plus finir, un échec de l'éducation surveillée, et les voilà pour dix jours au moins entre ces murs trop hauts et trop épais. « Là, convient l'éducateur, on est certain qu'ils ne feront pas de bêtises ».

Un vert tendre désespérant

Les mêmes grilles d'un vert tendre désespérant, les mêmes portes à celléon, les mêmes tours de clé, le même mobilier sommaire que pour les « grands », un vaste décor où, pour se défendre, les enfants doivent changer de personnalité. Ils pleurent après les juges de leur mère ou, s'ils

Les « minos » de Fleury

ont plus de courage et de révolte, ils jouent aux « durs ». « Pour ces gosses, c'est très mauvais. Ils prennent l'habitude de la vie carcérale, raconte M. Serge Medeur, un éducateur. Certains nous demandent, à leur sortie, des certificats pour prouver à leurs copains qu'ils ont été en prison. » Un autre rapporte : « Quand je les occupe à des activités de dessin industriel, ils me volent l'encre de Chine pour se tatouer en cachette. » La détention provisoire pour des délits ne doit pas excéder dix jours pour les mineurs de moins de seize ans. « Comment voulez-vous que nous ayons sur un temps si court une action éducative ? »

Le régime carcéral ne prépare pas davantage à la réinsertion les condamnés à des peines de plusieurs mois. Quelques cours dans la semaine, dispensés par un instituteur dévoué, un peu de sport et beaucoup de routine rythment les jours des « minos », entraînés avec les autres dans les rouages de l'administration. Un garçon de quatorze ans raconte : « Quand on arrive ici pour dix jours, nous n'avons même pas le temps de se changer. » « Pour les minos, c'est encore plus dur, reconnaît Sylvie, une éducatrice, car ils sont à l'isolement. Il faut éviter le contact criminel avec leurs aînés. Ils n'ont pas les mêmes heures de promenade. Ils ne doivent pas prendre leurs repas dans leur cellule ».

Est-ce la volonté de punir, la marche aveugle d'une administration trop lourde pour ces cas d'exception ? On finit par ne plus savoir pourquoi ces enfants débambulent dans des vêtements de détenu trop grands ou trop courts. « Les enfants, M. Salvignol, directeur de Fleury-Mérogis, bute un peu sur le mot, les mineurs disent, nous posent des problèmes insolubles. Ils n'ont pas le droit de travailler en prison. Nous faisons plutôt de l'accueil ».

M. Georges Stratigies, chef d'établissement, apporte plus de justification : « Ils ont commis les mêmes délits que des adultes. On ne peut pas les appeler des enfants. On n'est pas certain de leur âge réel. Ils arrivent souvent sans papiers d'identité et ils déclarent moins de seize ans pour n'avoir à faire que dix jours de prévention. Ils connaissent bien la marche à suivre ». Mais les juges, avertis de la supercherie, ordonnent des expertises, des examens osseux, qui ont force d'état civil.

Comme invoquer la gravité des délits ou le nombre des tricheurs ne suffit pas pour qu'on oublie ce qu'a toujours de paradoxal un enfant en prison, les juges ajoutent les difficultés de la prise en charge en milieu ouvert : « Des établissements ne veulent pas s'occuper de ces mineurs. Nous sommes obligés de les envoyer en prison en attendant une autre solution. »

La soupe est bonne

C'est ainsi qu'en 1981 un garçonnet de dix ans, placé sous mandat de dépôt, arrivait entre deux gendarmes à la porte de Fleury-Mérogis. « Il faisait le voir, se souvient M. Pierre Ngouzi, ancien directeur du centre pénitentiaire, il n'arrivait pas à la hauteur du bureau du greffe. Mais il n'est resté ici que vingt-quatre heures. Le lendemain, en effet, on l'a relâché dans la nuit, tout seul, sur la route de Grigny bordée de peupliers. » « Je me souviens, raconte un surveillant, il n'arrivait pas de pleurer. On a dû le mettre dans la cellule de cet homme, ce bon père de famille qui avait tué sa femme par jalousie. Mais une histoire comme celle-là n'arrive pas tous les jours. »

D'habitude, ils sont plus vieux de deux ou trois ans. Plus grands. Plus aguerris. « Vraiment, les minos, fait observer M. Medeur, ne sont pas enfants. Ils sont assez mûrs. Si on n'y prend garde, on les considère comme de vrais adultes. » Cette fausse maturité fait oublier leur jeunesse, et leur origine sociale excuse un peu la prison comme si elle n'était qu'un moindre mal. « J'ai demandé à un enfant, ajoute l'éducateur, s'il se trouvait bien à Fleury. Il m'a répondu : « Au moins ici, la soupe est bonne. » Des cas extrêmes, pittores-

ques, retiennent l'attention et masquent l'uniformité de ce petit peuple des prisons.

Un jeune adolescent a été incarcéré vingt-quatre fois en deux ans. M. Canaco, le surveillant-chef, s'inquiète : « On ne l'a pas revu depuis un mois, pourvu qu'il ne lui soit rien arrivé. » Le voleur de voitures passe donc une partie de son enfance à Fleury-Mérogis en attendant de passer son permis de conduire. Il est sympathique, attachant. C'est la mascotte du C.J.D. « J'en ai un, explique un juge, qui s'amuse à voler des trains la nuit au dépôt. Il monte dans les locomotives et les fait démanter. Il change les aiguillages. La S.N.C.F. a porté plainte. On lui a fait donner des cours par correspondance. On lui a dit d'attendre pour devenir mécanicien, mais rien n'y fait. C'est un danger public. » Un autre a volé un volier pour traverser la Manche...

On peut penser qu'avec ces grands rêves la prison ne sera qu'une nouvelle aventure extraordinaire. Mais contre Mohamed ? La petite Arabe de la deuxième génération, habitant des banlieues, a volé pour la première fois à l'âge de onze ans. « C'était pour offrir un cadeau à sa sœur. » Bientôt, il sortira pour retrouver sa mère, qui lui pardonne tout. Sur sa table, il a coché les jours qui lui restent avant sa libération. Et par un trou fait au café dans le mur, on entend la voix d'un jeune voisin qui l'appelle.

« J'ai une sœur qui est pharmacien, un frère professeur, et moi, je vois », Mohamed sourit, un peu crénelé, une grosse larme sur sa joue.

CHRISTIAN COLOMBANI.

Un éducateur relaxé du délit d'attentat à la pudeur

IL AVAIT ÉTÉ DÉTENU PENDANT DEUX MOIS

Roland Plessis, quarante-sept ans, psychopathe à L'Eau de l'Eau, un « lieu de vie » situé à Saint-Christophe-sur-le-Nais, aux confins de l'Indre-et-Loire et de la Sarthe, est resté deux mois en prison fin 1981 parce que Patricia, une mineure de dix-huit ans, l'accusait de l'avoir convaincu au cours de séances de psychothérapie d'avoir des rapports sexuels avec lui. Un témoignage aux versions suffisamment contradictoires pour que le tribunal correctionnel de Mans choisisse, le 15 décembre, de relaxer Roland Plessis du délit d'attentat à la pudeur par personne ayant autorité sur une mineure. Une décision dont le parquet a fait aussitôt appel.

Lieu de vie, lieu d'amour

De notre correspondant

Le Mans. — Patricia, les débats l'ont décrite comme une jeune fille fermée, bloquée, apathique, si peu intégrée au groupe du « lieu de vie » qu'elle avait fini par en être rejetée. Alors, vengeance d'une gamine projetant ses désirs sur un éducateur imprégné des théories de Wilhelm Reich, soucieux d'apprendre aux adolescents le « message du corps », en psychologie à l'université de Paris-VIII, qui connaît bien les lieux de vie : « Difficile d'imaginer cela, à L'Eau de l'Eau, où l'expérience était raisonnée, moins spontanée que dans d'autres lieux de vie », a estimé M. Lobrot. Elle constituait un ensemble cohérent. « Car le procès du Mans, c'est évident, était aussi le procès des lieux de vie. » Plessis, a dit M. Mignard, puis aujourd'hui le malade qui tourne autour des lieux de vie. Plessis gèle à cause de la panique qu'il a emporté. Pourtant, n'est-ce pas l'échec de la méthode répressive, de l'incarcération et de l'isolement des délinquants, des drogués, des marginaux, qui a conduit à chercher une méthode préventive ? S'il faut reconnaître l'échec de certains lieux de vie, où il se passe des choses qui surprennent, et que l'on accepte difficilement, les lieux de vie en général ont des résultats positifs qu'on ne peut nier. »

ALAIN MACHEFER.

Didier Noveur
Maison fondée en 1878
Spécialistes
Rasoirs électriques
et mécaniques
Coiffure - Brosse sur
ELECTRO-MENAGER

Cafétières électriques
francophones, italiennes
Sèche-cheveux, miroirs
Cadeaux, gadgets utiles
38, rue Martini, 8° - 225.61.70
Ouvert du lundi au samedi
de 9 h à 19 heures

Afin de reconstituer son fichier clients en partie détourné

LES ÉDITIONS JEAN DE BONNOT

offrent

EN CADEAU

- 1° La plus ancienne carte de France (1578), format 44x62 cm
- 2° Le plus ancien plan de Paris (1550), format 44x62 cm
- 3° La fameuse dictée de Mémée, format 30x42 cm
- 4° Des images anciennes à découper pour les enfants.

à tous les bibliophiles amateurs de beaux livres qui voudront bien lui communiquer leur nom et leur adresse, afin de recevoir par la suite, en priorité, une documentation sur les nouveaux ouvrages d'art à paraître sous sa signature.

Pour prendre ou faire prendre ce cadeau offert gratuitement, sans la moindre obligation d'achat, il suffit de présenter, après l'avoir complété, le bulletin ci-dessous à la librairie Jean de Bonnot, 7, faubourg Saint-Honoré, Paris 8° (à l'angle de la rue Royale).

La boutique est ouverte tous les jours sans interruption de 9 heures à 18 heures 30, sauf le dimanche.

Compte tenu de ses dimensions, ce cadeau ne sera pas expédié par la poste.

Afin que nos amis de Province ne se sentent pas lésés, nous nous permettons de leur adresser le même cadeau contre 16 francs, correspondant aux frais d'emballage et d'affranchissement.

BON POUR UN CADEAU

A découper et à présenter, après l'avoir complété, à la boutique Jean de Bonnot, 7, faubourg Saint-Honoré, Paris 8°

Nom (en majuscules).....
Prénoms.....
Adresse complète.....
Code postal..... ville.....

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75421 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

324 F 519 F 715 F 910 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F

ÉTRANGER

(par messageries)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

364 F 600 F 835 F 1 070 F

II - SUISSE, TUNISIE

436 F 744 F 1 052 F 1 360 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

UN LIBRAIRE ÉCROUÉ POUR AVOIR TUÉ UN CAMBRIOLEUR

Le contrecoup

La colère est retombée. Dans la librairie-tabac de la Fauconnière, une cité H.L.M. de Gonesse (Val-d'Oise), isolée au milieu des champs, l'atmosphère est maintenant celle d'un deuil familial.

Samedi encore, les proches, les voisins, refusant d'admettre que le libraire, M. Charles Bernard, âgé de quarante-neuf ans, avait resté en prison sous le simple prétexte qu'il avait tué, deux jours plus tôt, un jeune cambrioleur surpris dans son appartement (le Monde daté 19-20 décembre). Samedi encore, l'indignation leur donnait du courage. Ils faisaient nombre, sous la conduite de commerçants locaux, membres, comme M. Bernard, de l'association Légitime Défense. Ils organisaient la réplique, cant font répétée mentalement, distribuaient les pétitions, joignaient les mains des communes environnantes.

Lundi matin, dans le magasin encombré de présentoirs, la femme et les enfants de M. Bernard accueillent leurs clients avec l'air de dignité forcée de ceux qui reçoivent des condoléances. Ils vendent des cigarettes mécaniquement, désignent, comme un faire-part, un journal qui relate le fait divers et rappelle l'élan de solidarité du week-end. M. Bernard ne veut plus répondre aux questions, et le journaliste est vite prié d'aller respecter ailleurs la douleur de la famille.

Accablement

Ce changement de ton, ce glissement rapide du militantisme actif à l'accablement est dû, une fois de plus, à la surdité de la justice. La grogne popu-

laire, l'élan de solidarité en faveur de l'honnête homme outragé, n'ont pas eu les effets escomptés. M. Charles Bernard a été inculpé de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner » par M^{me} Marie-Elisabeth Defollet, juge d'instruction au tribunal de Pontoise (Val-d'Oise), et écarté. Si son avocat, M^{re} Henri-René Garaud, n'obtient pas satisfaction avec l'appel de l'ordonnance de mise en dépôt qu'il compte déposer, le libraire-buraliste devra attendre en prison la fin de l'instruction. Il y aura peut-être un procès : une expertise devra, par exemple, déterminer, afin de savoir si la défense était bien légitime, laquelle des trois balles de 7,65 tirées par M. Bernard a tué Yazid Chougri, âgé de vingt-trois ans, mercredi 15 décembre, vers 18 heures.

Une voisine, s'étonnant de voir de la lumière dans l'appartement situé au-dessus du magasin, avait prévenu le commerçant. Celui-ci s'était saisi de son arme et s'était heurté, dbe la porte, au jeune homme. Deux balles avaient été tirées, puis une troisième, quand Yazid Chougri s'était enfui par les jardins. Son cadavre avait été retrouvé 100 mètres plus loin.

Aujourd'hui, c'est le contrecoup. La colère est déjà retombée, et le journaliste devra suivre son cours, indifférent au climat d'insécurité comme à l'exaspération des commerçants de la Fauconnière. Parce qu'ils se ressentent sans doute, la famille, les amis de M. Bernard, donnaient, lundi, l'impression d'une grande solitude.

PHILIPPE BOGGIO.

FAITS ET JUGEMENTS

Un membre d'Action directe impliqué dans l'attentat contre le F.M.I.

M. Jean-Louis Bruguère, juge d'instruction au tribunal de Paris, a inculpé, le 20 décembre, M. Charles Grosmanin, trente-et-un ans, dessinateur, de « complicité de destruction d'immeuble par substance explosive et de complicité d'attentat contre la paix intérieure ».

L'expertise d'une machine à écrire trouvée le 17 septembre, jour de son arrestation, à son domicile, 62, avenue Claude-Vellefaux à Paris (10^e), a permis aux enquêteurs de déterminer que celle-ci avait servi à taper l'original du document revendiqué, pour le compte d'Action directe, unité combattante Labouri Farid Bechellal, la paternité de l'attentat commis le 5 juin contre les locaux du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, 66, avenue d'Iéna, à Paris (16^e). Cette expertise a également permis d'apprendre que cette machine avait été utilisée pour taper un document daté du 1^{er} août et annonçant l'éclatement d'Action directe.

M. Grosmanin, assisté de M^{re} François Stefanaggi et Véronique Simon, avait déjà été placé sous mandat de dépôt le 19 septembre, en même temps, notamment, que M. Michel Camilleri, pour détention et transport d'armes, de munitions et d'explosifs, recel de vol, falsification de documents administratifs et recel de faux en écritures de banque, après la découverte de dépôts d'armes et d'explosifs le 17 septembre dans un box, 99, avenue du Général-

Leclerc (14^e), et dans un appartement 3, rue Froment (11^e) (le Monde daté 19-20 septembre et du 21 septembre).

D'autre part, M. Frédéric Oriach, ancien militant des NAPAP, conduit lundi 20 décembre devant M^{re} Martine Anzani, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, a refusé de répondre aux questions du magistrat. Inculpé et écroué depuis le 14 octobre pour association de malfaiteurs, complicité d'assassinat, complicité d'attentat à la paix intérieure (le Monde des 15, 16, 21 et 28 octobre), M. Oriach avait été arrêté alors qu'il venait chercher des documents dans une consigne de la gare du Nord. Il s'est contenté de remettre à M^{re} Anzani un document intitulé de « lettre ouverte » dans lequel il demande notamment à être confronté avec M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, et déclare qu'il se considère comme un « otage du gouvernement socialiste ».

M. Olivier Guichard, député (R.P.R.) de la Loire-Atlantique et maire de La Baule, a déposé plainte contre X, après que des manifestants antinucléaires eurent perturbé la réunion du conseil municipal, samedi soir 18 décembre. Une trentaine de personnes, opposées au projet de la centrale nucléaire du Carnet, sur l'estuaire de la Loire, à l'ouest de Nantes, avaient envahi la salle de réunion de la mairie de La Baule, au moment de la séance du conseil municipal. Brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « Guichard, baron de l'élection », des manifestants ont lancé des œufs pourris sur des élus et pris à partie un journaliste qui tentait de prendre des photos.

Un « pourvoi dans l'intérêt de la loi » pour Guy Mauvillain

La chancellerie a annoncé, le 20 décembre, qu'elle avait formé un pourvoi dans l'intérêt de la loi dans l'affaire Mauvillain. Cette procédure permet, si la Cour de cassation en décide ainsi, qu'une personne soit jugée. Elle est prévue à l'article 620 du code de procédure pénale, qui dispose : « Lorsque, sur l'ordre formel à lui donné par le ministre de la justice, le procureur général près la Cour de cassation dénonce à la chambre criminelle des actes judiciaires, arrêtés ou jugements contraires à la loi, ces actes, arrêtés ou jugements peuvent être annulés ».

Guy Mauvillain, âgé de soixante-trois ans, a été condamné le 25 novembre 1975 par la cour d'assises de la Charente-Maritime à dix-huit ans de réclusion criminelle pour le meurtre d'une vieille femme qu'il a toujours nié. Il a, par deux fois, demandé la révision de son procès. La seconde requête a été rejetée par la Cour de cassation le 18 novembre. Entre-temps, Guy Mauvillain avait bénéficié d'une suspension de peine le 17 juillet 1981. Après la décision de la Cour de cassation, il aurait dû être réincarcéré, mais la mesure n'avait pas été exécutée, une expertise médicale ayant été ordonnée. Son avocat, M^{re} Jean-Yves Dupeux, avait déposé une demande de grâce présidentielle (le Monde du 25 novembre).

[La procédure dite de « pourvoi dans l'intérêt de la loi et du condamné » avait déjà été utilisée en faveur de M. Jean-Marie Devenaux, condamné le

7 février 1963 à vingt ans de réclusion criminelle par la cour d'assises du Rhône, qui l'avait déclaré coupable du meurtre d'une fillette, commis le 7 juillet 1961 et dont il se proclamait innocent. Alors que son pourvoi en cassation avait été rejeté en octobre 1963, un premier pourvoi dans l'intérêt de la loi avait été introduit en sa faveur en avril 1968 par M. Louis Joxe, alors garde des sceaux. Le 17 octobre 1968, la chambre criminelle de la Cour de cassation devait le rejeter, estimant que le moyen invoqué n'était pas fondé.

M. Devenaux entreprit alors plusieurs grèves de la faim, et, en mars 1969, un second pourvoi, dans l'intérêt de la loi, avait été déposé à la demande de M. René Capitant, successeur de M. Joxe, place Vendôme. Cette fois, l'arrêt de condamnation fut cassé et la cour d'assises de la Côte-d'Or, désignée pour juger M. Devenaux, devait acquiescer celui-ci le 27 septembre 1969.]

● Gratién Tonna soupçonné de proxénétisme. — L'ancien boxeur Gratién Tonna, trente-trois ans, qui fut champion d'Europe des poids moyens de 1977 à 1978, a été interpellé à son domicile de Marseille, le lundi 20 décembre, alors qu'il s'y trouvait en compagnie d'une prostituée. Soupçonné de proxénétisme, Gratién Tonna a été placé en garde à vue.

Né à Tunis de parents maltais, Gratién Tonna avait été condamné, en mars 1977, à dix-huit mois d'emprisonnement, dont douze avec sursis, pour homicide involontaire et conduite en état d'ivresse, après que le véhicule qu'il conduisait eut renversé et tué un gardien de la paix marseillais, en juillet 1976. Toujours en mars 1977, l'ancien boxeur avait été légèrement blessé par balle au cours d'une fusillade devant un bar parisien.

DÉFENSE

M. Lancia (R.P.R.) s'inquiète des conditions d'utilisation du missile nucléaire Hadès

A la commission de la défense de l'Assemblée nationale, qui a commencé une réflexion sur les travaux préparatoires à la loi de programmation militaire 1984-1985, présentée en principe à l'automne 1983, M. Yves Lancia, député R.P.R. de Paris, s'est ému, la semaine dernière, de certaines des orientations du projet de réorganisation de l'armée de terre (le Monde du 16 décembre).

M. Lancia s'est notamment inquiété des conditions d'utilisation du missile nucléaire Hadès qui a une portée prévue de 350 kilomètres.

Observant que cet engin est capable de tirer « en avant des premières lignes de l'OTAN », le député R.P.R., animateur de la commission interne de son propre parti sur la défense, s'est demandé : « Serait-il employé sur les concentrations adverses avant le déclenchement d'une offensive ? Pendant ou après celle-ci ? »

M. Lancia a évoqué le problème de la reconnaissance des cibles du

Hadès. D'autant que les moyens existants puissent suffire à remplir correctement cette mission, le député a estimé que les Mirage III de reconnaissance se heurteraient à la concentration des moyens antiaériens des forces du pacte de Varsovie et que les avions français ne pourraient passer dans le dispositif aérien de l'OTAN qu'avec l'accord des Etats-Unis. « Nous dépendrions en partie des renseignements américains sur les mouvements adverses », a expliqué M. Lancia qui s'est demandé si une telle situation était compatible avec une stratégie indépendante.

A propos de la création éventuelle d'une force d'hélicoptères antichars autonome, M. Lancia s'est demandé si « l'action possible d'une force aéro-mobilité, en avant du dispositif militaire allié au Centre-Europe, est également compatible avec nos moyens propres de renseignements et si elle n'implique pas un accord avec les Etats-Unis et l'OTAN ».

Un avion Transall relie la Corse à la Réunion avec deux ravitaillements en vol

Avec à son bord 9 tonnes de fret, un avion bi-turbopropulseur Transall C-160 a relié, après dix-neuf heures de vol, la base de Solenzara, en Corse, à l'aéroport de Saint-Denis de la Réunion, soit une distance sans escale de 9 000 kilomètres. Durant ce trajet, l'appareil de l'armée de l'air française a été ravitaillé en vol à deux reprises par deux autres avions Transall équipés pour cette opération : le premier ravitaillement a eu lieu, de jour, au sud de la Grèce, et le second, de nuit, à la verticale de Djibouti.

Conçu, à l'origine, comme un avion de transport tactique, le Transall, de première génération, était capable d'emporter 8,5 tonnes sur des distances ne dépassant pas 4 500 kilomètres. A la fin de 1977, le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, avait décidé de doter l'armée de l'air de vingt-cinq Transall, dits de nouvelle génération, dont l'autonomie de vol serait accrue par

le ravitaillement en vol. Les vingt-cinq nouveaux avions commandés recevront une perche amovible de ravitaillement, fixée au-dessus du poste d'équipage, tandis que certains d'entre eux seront rendus « ravitailleurs » grâce à un ensemble (enrouleur, tuyau, nacelle) logé dans le carénage du train principal. Le coût d'un Transall, nouvelle génération, est de 120 millions de francs.

Déjà, en mai dernier, un avion de ce modèle, avec à son bord un hélicoptère, avait rallié la France à Cayenne, sans escale, après quinze heures de vol et un ravitaillement de nuit.

Au ministère de la défense, on considère que ces essais démontrent la capacité du Transall à transporter des charges significatives sur longue distance pour des missions stratégiques.

RELIGION

● RECTIFICATIF. — Le cardinal Basil Hume, archevêque de Westminster, nous fait savoir que, contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 1^{er} décembre, le changement du statut de l'Opus Dei n'a pas été évoqué lors de l'assemblée des évêques européens.

● L'Inde a commencé de recevoir de la France ses premiers missiles antichars Milan, qui équipent des unités d'infanterie. L'accord avec la France prévoit une production de ce missile tactique en Inde à partir de 1985. D'autre part, les deux pays négocient la vente d'hélicoptères Gazelle antichars, de missiles Hot, et d'hélicoptères Dauphin équipés de missiles anti-surface AS-15 TT (pour tout temps).

Vos livres méritent de vraies bibliothèques

BIBLIOTHEQUES "LENE OR" ANTAPPOSABLES SUPERPOSABLES
20 modèles - 10 hauteurs - 2 largeurs - 3 profondeurs - 2 finitions
La ligne "Grand Prestige" de La Maison des Bibliothèques
Eligibles pour subvention ministérielle ou municipale, elles sont livrées avec toutes les commodités nécessaires à leur utilisation : étagères, tiroirs, portes, vitres, etc.
Formes et couleurs variées, elles s'adaptent à tous les goûts et à tous les budgets.
Prix à la photo - Livrées, livrées avec vitres, livrées avec vitres et portes.
Consultez le catalogue - plus de 200 pages - 1982
A la 1^{re} place - Edition revue et augmentée

La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris - Bruxelles - Genève - New York - Rome - Rotterdam - Vienne

61, rue Froidevaux Paris 14^e

Magasin ouvert de mardi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption.
Métro : Denfert-Rochereau - Gâtée - Edgar Quinet - Anvers - 29 - 38 - 58 - 68

La Maison des Bibliothèques c'est d'abord 250 modèles de bibliothèques, vitrées ou non, à des prix imbattables. C'est aussi la possibilité de constituer une bibliothèque à vos mesures - du meuble individuel au grand ensemble - grâce à notre système d'éléments juxtaposables, superposables, et démontables, qui s'assemblent par simple pose, sans aucune fixation. La Maison des Bibliothèques c'est encore la liberté de choisir entre plusieurs styles : les Contemporaines (profilé d'aluminium anodisé brossé, panneaux et étagères en mélaminé, les Standards (vitres, placage acacia), les Rustiques et nos deux nouvelles exclusivités, Ligne Noire et Ligne Or. Tous ces modèles sont visibles dans nos 30 magasins, à Paris, en province et dans toutes les grandes villes d'Europe. La Maison des Bibliothèques c'est enfin la certitude d'un suivi dans la fabrication (ce qui vous permettra d'agrandir votre bibliothèque au rythme de vos besoins), la garantie de reprise en cas de non-convenance, et une expédition rapide et franco dans toute la France. La Maison des Bibliothèques apporte toutes les solutions possibles au problème bibliothèque. A vous de faire le reste : y ranger vos livres.

Demandez notre catalogue. C'est un outil de travail illustré de photos descriptives et techniques. Il vous permettra de choisir parmi plus de 250 modèles, juxtaposables, superposables, démontables, et des milliers de combinaisons d'assemblage par simple pose, sans aucune fixation.

BORDEAUX, 11, rue B. Voland, (05) 44 34 42 • CLEMONT-FERRAND, 22, rue G. Clément, (03) 73 93 47 • GRENOBLE, 54, rue St Laurent, (04) 42 55 73 • LILLE, 58, rue Esquermont, (03) 55 04 54 • LUNIGES, 57, rue Jules Bonnet, (03) 74 13 42 • LYON, 9, rue de la République, (04) 78 04 54 • MONTPELLIER, 8, rue Sémone (parc Garé), (04) 26 14 22 • NANCY, 18, rue Saint Michel, (03) 83 54 54 • NANTES, 16, rue Garibaldi, (02) 27 59 35 • NICE, 18, rue de la Boucherie, (04) 93 14 89 • RENNES, 18, rue L. Zola, (02) 34 26 77 • ROUEN, 43, rue des Charrettes, (03) 71 74 22 • STRASBOURG, 11, rue des E. Richers, (03) 83 73 78 • TOULOUSE, 1, rue des Trois Ronds, (05) 62 42 41 • TOURS, 5, rue H. Barbusse, (02) 25 11 22

Quivres du mardi au samedi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h

BON GRATUIT pour un catalogue en couleurs avec tarif à retourner à La Maison des Bibliothèques, 7560 PARIS CEDEX 14. MO 16

Nom : _____ Prénom : _____

N : _____ Rue : _____

Numéro : _____ Ville : _____

Code postal : _____

Catalogue par téléphone, 24 h sur 24 (Répondeur automatique) **(1) 320.73.33**

ÉDUCATION

LE PROJET D'UNIFICATION DU SYSTÈME ÉDUCATIF

La différence de ton surprend. D'un côté - celui des responsables, qu'ils soient dirigeants de l'enseignement privé ou digitaux de l'enseignement public - la mesure, la modération, l'attente d'un examen approfondi du texte de M. Savary. Certes, il y a eu la « bêtise » de Mgr Jean Honoré ; son mauvais procès traduisait peut-être seulement son embarras lorsqu'il a déclaré à l'Antenne 2, lundi soir, que les propositions n'ont été l'objet d'aucune concertation préalable. Le président de la commission épiscopale du monde scolaire et universitaire ne pouvait oublier, en effet, que M. Savary a reçu près de cin-

quante organisations ou personnalités au cours des premiers mois de l'année. Qu'il a beaucoup écouté, tous ses interlocuteurs le reconnaissent, avant de proposer, aujourd'hui, la négociation. Force est de constater qu'aucune loi scolaire - et surtout pas la loi Guemour - n'a été précédée d'autant d'attention.

Cet accroc mis à part, les accents n'ont donc pas été, pour l'instant tout au moins, guerriers. Pareillement, les partisans convaincus de la laïcité n'ont pas fait montre de triomphalisme.

Mais, en revanche, dans la presse d'opposition, quel déchaînement ! Plus encore même que n'ont les partis du même camp. Pour un peu, un quotidien apercevait M. Savary en posant de bombe. A se demander même si la guerre pourrait avoir lieu puisqu'il n'existe déjà plus de survivants : l'école libre « ébranlée », selon un autre qui, pour varier les suppliques, l'a plusieurs fois annoncée « asphyxiée », cette école libre appartenait déjà au passé car elle est « effacée ».

Qui l'emportera, des hommes de bonne volonté - de quelque bord qu'ils soient - ou des fauteurs de

querelle de quelque bord qu'ils soient ? Les propositions de M. Savary ne peuvent contenter personne dans la mesure où elles sont novatrices et bousculent des habitudes mentales. Elles devraient au moins intéresser tout le monde. Ce n'est pas si souvent qu'on nous propose un modèle d'école qui veuille rassembler, combiner et enrichir les atouts des deux systèmes scolaires si longtemps concurrents, adversaires, quand ils n'étaient pas ennemis.

C. V.

Les réactions aux propositions de M. Savary : ni triomphalisme ni accents guerriers

Un signe qui ne trompe pas : après l'annonce des propositions de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, ceux que l'on pourrait appeler les « grands partenaires » ont livré quelques réactions « à chaud ». Mais ils perçoivent dans le texte assez de poids pour qu'il mérite un examen sérieux, précautionneux. Ils remettent donc à leurs instances le soin d'en dire plus, après un temps de réflexion.

Ainsi de l'enseignement catholique, qui réussit, ce mardi matin, son organe suprême, la commission permanente du Comité national de l'enseignement catholique, sous la présidence de Mgr Jean Honoré, archevêque de Tours et président de la Commission épiscopale du monde scolaire et universitaire. Du côté de l'enseignement public, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège examine, au cours d'un Conseil national, ces mardi et mercredi, le texte de M. Savary. Quant au Comité national d'action laïque (CNAL), il fera connaître en janvier sa position détaillée.

Mgr Jean Honoré n'a cependant pas caché, lundi soir, à l'Antenne 2, ses « inquiétudes ». Il redoute que les propositions du gouvernement ne mettent l'enseignement privé « au toboggan qui conduirait vers l'intégration ». Il n'exclut pas l'hypothèse de la chaise vide dans les négociations, car, selon lui, « sans un certain nombre d'assurances, la négociation serait d'avance condamnée, et il est inutile d'amuser l'opinion ».

M. Pierre Dantiel, président de l'UNAPEL (Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre), nous a déclaré, lui aussi, que des questions précises seront posées au ministre dans les jours qui viennent, ajoutant : si les réponses « ne garantissent pas la liberté effective d'enseignement et la proposition de notre projet éducatif chrétien, les parents de l'UNAPEL (...) sauront défendre cette liberté ». Le président des parents d'élèves de l'enseignement catholique relève que les propositions de M. Savary expriment « pour le secteur privé un net recul se traduisant par un véritable enfermement des libertés dans une perspective intégrationniste ». Il ne cache pas y trouver, pour le secteur public, « une légère avancée sur les principes de certains droits à la différence et d'un choix minimum pour les parents ». Quant au syndicat C.F.T.C. de l'enseignement chrétien (S.N.E.C.), il constate que « le ministre a définitivement opté pour la disparition de l'enseignement privé ouvert à tous » et il prévient qu'il « ne sera pas complice de cette mise à mort ». Il invite tous les salariés du secteur privé à « se préparer à l'action ».

Dans l'opposition et la majorité

Les partis politiques de l'opposition n'ont guère de nuance. L'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, présidée par M. Jacques Barrot, a pris connaissance « avec stupeur » des propositions de M. Savary qui posent des « bases inacceptables » à des négociations « dont l'enseignement privé n'a jamais été demandeur ».

Pour le groupe parlementaire U.D.F., le texte « annonce en fait l'étouffement de l'enseignement libre ». M. Pierre Méhaignerie, président de C.D.S., juge « néfastes pour le pays » les projets de gouvernement. Si le Mouvement des jeunes giscardiens les estime « modérés quelque peu avant les élections municipales, l'antichrist pendant l'hiver prépare un réveil douloureux » après ces élections.

Le ton est différent bien sûr du côté de la majorité, encore qu'il reste mesuré.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Cours avec explications en français

Documentation gratuite :

EDITIONS DISQUES BBCM

8, rue de Belfort - 75008 Paris

Le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.-P.E.G.C.) considère que M. Savary a adopté une « démarche correcte ». Il regrette, toutefois, un « certain flou dans les finalités » et notamment que le ministre n'ait pas rappelé l'objectif final de création d'un grand service public laïque et unifié. C'est en rappelant cette volonté que le SNI participera aux négociations. De même, la Fédération des conseils de parents d'élèves de l'école publique (F.C.P.E.), présidée par M. Jean Andrieu, qui voit dans le texte du ministre une « bonne base de départ », négociera « avec la ferme volonté d'éviter la guerre que pourraient être tentés de rallumer les adversaires de la paix scolaire ».

Le Comité national d'action laïque (CNAL), qui regroupe, outre le SNI et la F.C.P.E., la FEN, la Ligue de l'enseignement et les délégués départementaux de l'éducation nationale) ajoute que « la volonté de mise en place du service public unifié et laïc de l'éducation nationale exclut toute hypothèse de dualisme » à l'intérieur du service public.

C'est sans doute la C.F.D.T. qui insiste le plus sur les « éléments d'analyse importants et de nature à permettre à toutes les parties prenantes de se situer positivement » que contient le texte de M. Savary. Celui-ci « ouvre, selon la centrale syndicale, concrètement la voie à un processus d'intégration des établissements ».

MONTÉE DE LA VIOLENCE DANS LES ÉCOLES :



(Dessin de PLANTU.)

tif à atteindre dans un délai de quelques années, c'est l'intégration de tous les personnels enseignants et non enseignants dans les corps de fonctionnaires existant et correspondant aux emplois exercés (...). Toutes solutions qui laisseraient des personnels en situation inférieure ou précaire seraient combattues par la C.F.D.T. »

« Le privé est placé devant le fait accompli. On veut bien discuter avec lui. De tout, mais pas de sa mort, qui a déjà été programmée... » Se faire le champion de toutes les libertés, conclut-il, et mettre à mort celui qui tient peut-être le plus au cœur des Français, prôner la concorde pour affronter les difficultés et déclencher une crise aux

SPORTS

UNE CURIEUSE MANSUÉTUDE

L'A.S. Saint-Etienne et le fisc

De notre correspondant régional

Lyon. - Sévérité accrue contre les fraudeurs. Lutte contre l'injustice fiscale : les déclarations gouvernementales ne manquent pas dès qu'il s'agit du comportement des contribuables. L'affaire de l'Association sportive de Saint-Etienne (A.S.S.E.) est la dernière d'une série de scandales fiscaux.

Depuis la révélation du scandale l'été dernier, les poursuites pénales ont abouti à une série d'inculpations, d'abus de biens sociaux ou

d'abus de confiance, et la liste des inculpés n'est pas close. Sur le plan fiscal : rien. Les salariés (joueurs et encadrement) ont certes modifié leurs déclarations de revenus et se trouvent sous le coup de redressement d'impôts sévères.

En revanche, aucune enquête n'a été diligentée par les services centraux du fisc au cœur des comptabilités officielles ou occultes du club. On voit mal comment la commission des infractions fiscales (1) pourrait être saisie avant la fin de l'année. Or, faute de poursuites avant le 1^{er} janvier, l'Etat devra renoncer aux amendes auxquelles il pourrait prétendre au titre de l'année 1976. Le « compte à rebours » ne pourrait, en effet, plus remonter qu'à 1979.

Par ailleurs, en renonçant à poursuivre les fraudeurs, le fisc complique l'enquête judiciaire. Tous les auteurs de délits purement fiscaux - on peut aujourd'hui affirmer qu'il y en a notamment au niveau des dissimulations de bénéfices - seraient faits intouchables sur le plan pénal.

Tout se passe comme si le ministère du budget (où l'on se retranche derrière le « secret fiscal » pour ne pas avoir à reconnaître l'absence de poursuites) et la direction générale des impôts hésitent à porter le fer dans la plaie.

Il est vrai aussi que la Fédération française de football et la Ligue nationale professionnelle se sont engagés à préparer un plan d'assainissement de leur discipline en concertation avec les ministères des finances et de la jeunesse et des sports.

Cette singulière mansuétude ne fait pas l'unanimité. A Saint-Etienne, le P.S. rappelle qu'il est favorable à des poursuites « pour que la lumière soit faite ». Les autorités judiciaires de Lyon auraient déjà fait parvenir plusieurs notes au

ministère du budget en s'étonnant du peu d'empressement de leurs services. La rigueur serait-elle sélective ?

CLAUDE RÉGENT.

POLICE

Polémique à propos de la protection du chef de l'Etat

Des policiers s'inquiètent d'un projet étendant le rôle de la gendarmerie

Le Syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale s'est ému, lundi 20 décembre, dans un communiqué, de « la prochaine mise en œuvre d'un service de protection et de sécurité du président de la République unique composé de militaires de la gendarmerie ». A l'Elysée, on confirme, en effet, que le chef d'escadron Christian Prouteau, chargé en juillet d'une mission d'études sur les problèmes de sécurité de la présidence de la République, a soumis récemment des propositions concrètes de réorganisation de la protection rapprochée de M. François Mitterrand. Celle-ci est, traditionnellement, du ressort du service des voyages officiels et de la sécurité des hautes personnalités, dépendant du ministère de l'Intérieur, les militaires de la gendarmerie étant chargés, pour leur part, de la sécurité du palais de l'Elysée.

L'étude de M. Prouteau aurait mis en évidence, ajoute-t-on, que le groupe de policiers des « voyages officiels » n'a pas, actuellement, « les moyens de bien faire face à sa mission » et qu'il y aurait « quelques faiblesses ». Il proposerait donc de le renforcer par des hommes « spécialement entraînés », issus du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.).

Une trentaine de gendarmes, sous la direction du capitaine Le Caro, formeraient ainsi un groupe de protection et de sécurité présidentielle (G.P.S.P.).

On précise cependant, à l'Elysée, que ces propositions sont « en discussion » avec les services concernés, en particulier avec le secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, et qu'« il ne s'agit aucunement de ramener les V.O. à la fonction d'agence Cook, chargés de porter les valises et prendre les billets ». La solution envisagée mériterait les policiers de ce service aux gendarmes, les invitant à « travailler ensemble ».

La divulgation, « excessive et prématurée », selon l'Elysée, de ce projet semble toutefois de nature à raviver le conflit latent entre police nationale et gendarmerie, que la nomination, en août, de M. Prouteau à la tête d'une seconde mission d'« évaluation et de coordination, d'information et d'action contre le terrorisme » cette fois - à quelque peu aggravé. La rumeur - démentie par l'Elysée - selon laquelle les hommes de M. Prouteau auraient, dans le cadre de sa mission sur la sécurité du président de la République, « resté » les fonctionnaires des V.O. en organisant des « attentats fictifs » ne contribue pas à assainir le climat.

Il s'agirait, en fait, de simulation de pénétration du dispositif de sécurité accompagnées de prises de photographie. Plusieurs syndicats de policiers ont fait connaître leur inquiétude. « Avant toute décision, avait-on mis à la disposition du chef de service des voyages officiels les moyens de remplir correctement sa

mission », demande le syndicat des commissaires de police. Ou s'agit-il, en fait, d'une mesure de défiance à l'égard de la police ? (...) S'agit-il d'un nouveau service se superposant à celui des voyages officiels, il est à craindre qu'on organise la confusion. En cas d'incident, qui sera responsable ? Au moment où l'on conteste l'existence d'unités spécialisées au sein de la police nationale, est-il cohérent d'en créer de nouvelles au bénéfice de la gendarmerie nationale ?

Le Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C.) « réaffirme son hostilité aux tentatives de militarisation de la police ». Le Syndicat des corps en civil de la police nationale (C.G.C.) estime, enfin, que « le président de la République n'a plus confiance dans sa police ».

Le ton est plus réservé au Service des voyages officiels et de la sécurité des hautes personnalités. On y affirme que, actuellement, « l'ambiance est très défavorable à la présidence » et que, dans la mesure où les responsables de chacun sont « précibés », les actions des policiers et des hommes du G.I.G.N. « peuvent très bien être complémentaires ». Le service des V.O. compte deux cents fonctionnaires, dont à peu près vingt-cinq sont détachés en permanence à la présidence de la République, bénéficiant de renforts lors des voyages présidentiels.

Herpès virus : le tremplin d'une révolution thérapeutique

L'une des avancées les plus marquantes de l'histoire de la médecine a été la mise au point, avant la seconde guerre mondiale, des premiers antibiotiques : ils ont vaincu les bactéries.

Somme-nous au début des années 80, d'une révolution thérapeutique du même ordre ? Les remarquables progrès accomplis depuis quelques temps dans la lutte contre les virus permettent de le penser.

Avec les antibiotiques, le praticien dispose, d'une arme majeure pour traiter des infections - mineures ou très graves - face auxquelles il était, jusqu'alors, totalement impuissant, réduit à diagnostiquer et à observer le cours inexorable de la maladie.

La même impuissance demeure devant les maladies virales. Ces affections - fréquentes - ne peuvent être traitées autrement que de manière symptomatique (traitement des symptômes et non de la cause de la maladie). Il revient donc au patient de

lutter par ses propres moyens l'infection, à bloquer la multiplication virale au sein de son organisme.

La prévention vaccinale, plusieurs substances antivirales actives *in vitro* et *in vivo* récemment synthétisées. Les premiers essais cliniques ont été limités par la forte toxicité des produits utilisés par voie générale. Cette difficulté a été récemment vaincue.

Plusieurs molécules sont, aujourd'hui, à l'étude dans de nombreux services hospitaliers. Elles agissent essentiellement à l'échelon du patrimoine génétique viral, bloquant la réplication (c'est-à-dire la reproduction) de ces particules parasites. D'autres

types d'interférons humains, substances qui, naturellement, confèrent une défense antivirale à l'organisme.

L'ensemble de nos recherches porte sur les herpès virus, groupe d'une cinquantaine de virus aux caractéristiques structurales et fonctionnelles communes. Quatre parmi eux peuvent infecter l'organisme humain, réaliser de très nombreux tableaux cliniques allant du banal au très grave. Ils sont aussi au centre d'une problématique portant sur le rôle qu'ils jouent dans le développement de certains processus cancéreux. L'un d'eux, en outre, responsable de l'herpès génital, est à l'origine, aux États-Unis, d'une véritable psychose liée au sida.

l'augmentation de l'incidence de cette affection sexuellement transmissible.

C'est l'importance et l'actualité des travaux aujourd'hui menés pour mettre au point des substances antivirales d'un type nouveau. L'industrie pharmaceutique dispose, dans ce domaine, d'un atout majeur : la somme des résultats déjà acquis par la microbiologie, la virologie, l'immunologie et la biologie moléculaire. Elle peut disposer des techniques de manipulations génétiques, puissant outil pour la compréhension et la maîtrise des structures virales. En aval, le risque, bien connu avec les antibiotiques, sera celui du maintien incoordonné de ces substances biologiquement actives mais capables d'induire chez les micro-organismes des phénomènes de résistance déjà observés.

Quitte à voir s'effondrer tout espoir de thérapeutique, pour laquelle aujourd'hui les herpès virus constituent le tremplin.

par JEAN-YVES NAU

« Bouton de fièvre », encéphalite et cancer

DES parasites presque « obligatoires », tranquilles ou virulents. Rien, une simple gêne, ou symptômes handicapants voire une infection aux conséquences mortelles : de l'asymptomatique au cas très grave, les manifestations cliniques liées à la présence chez l'homme des herpès virus peuvent prendre tous les visages. Les infections herpétiques ont néanmoins quelques caractéristiques communes : grande fréquence, « primo-infection » survient durant l'enfance, répartition mondiale, majorité de formes asymptomatiques ou bénignes.

Une autre caractéristique importante est, après la primo-infection, la persistance du virus dans l'organisme où il reste « à l'intérieur » des cellules. Cette latence est à l'origine de « récurrences », flammées infectieuses dues à un agent pathogène que l'on ne peut le débarrasser.

Elle est associée à plusieurs hypothèses sur le rôle joué par les herpès virus dans la genèse des transformations cancéreuses.

En pratique, ces virus ont quatre, reliés à quatre types d'affections :

■ **Herpès simplex** - On en connaît deux types. Le premier touche l'enfant entre un et cinq ans. La primo-infection qui en résulte associe un état fébrile, des ganglions, des éruptions cutanées (gingivostomatites). Un « réservoir » de virus se constitue au sein des cellules du tissu épithélial (dans le ganglion de Gasser). Là, l'agent infectieux échappe aux mécanismes habituels de défense de l'organisme.

Sans que l'on puisse véritablement très bien expliquer pourquoi, ce réservoir peut être à l'origine de la survenue d'infections récurrentes. C'est ainsi que l'on peut

observer l'apparition de « boutons de fièvre » (ou herpès labial), petit bouquet de vésicules apparaissant à la jonction de la peau et de la muqueuse labiale au niveau d'une lésion herpétique, localisation oculaire du virus pouvant entraîner la perte de la vue, etc.

Une autre complication majeure est l'encéphalite herpétique. Les lésions graves provoquées par le virus dans le système nerveux central - dans le lobe temporal - sont à l'origine d'une affection aux séquelles neuropsychiques très sévères et handicapantes.

Le deuxième type d'herpès simplex s'attaque essentiellement à la sphère génitale. La contamination est de nature vénérienne. Elle survient à l'adolescence.

Chez la femme, les infections récurrentes sont à l'origine de l'apparition d'ulcérations à la vulve, le sang ou le col de l'utérus. L'une des complications redoutables est la transmission, lors de l'accouchement, du virus à un nouveau-né par une mère infectée. La césarienne - si possible - la rupture des membranes - sont la seule méthode préventive pour éviter la survenue d'un herpès mortel pour l'enfant. Chez l'homme, les lésions d'herpès génital siègent sur le fourreau de la verge, le gland et le prépuce ainsi que la région périnéale.

■ **Herpès varicelleux** - C'est le virus responsable de deux affections cliniquement différentes : qu'il s'agit d'une primo-infection (varicelle) ou d'une infection récurrente endogène (zona). Celle-ci survient le plus souvent plusieurs dizaines d'années après la première infection. Le réservoir de virus se situe au niveau d'un ganglion nerveux rachidien. L'atteinte inflammatoire (éruption, douleurs très vives) est localisée au territoire cutané des nerfs concernés.

■ **Le Cytomégalovirus**. La pathologie humaine due au cytomegalovirus est la plus variée. La primo-infection semble se faire fréquemment à la petite enfance. Elle est la plus souvent inappreciable chez la femme enceinte. La contamination transplacentaire du fœtus est grave : elle est à l'origine soit d'une mort fœtale soit de malformations congénitales majeures à l'atteinte du système nerveux central (microcéphalie, retard psychomoteur).

Chez l'adulte la réactivation infectieuse peut être asymptomatique ou prendre des formes graves, prenant des atteintes hépatiques, pulmonaires ou gastro-intestinales.

■ **Le virus d'Epstein-Barr**. Découvert il y a une vingtaine d'années par deux chercheurs britanniques qui lui ont donné son nom, ce virus est associé dans les pays indus-

trés à la mononucléose infectieuse. Il s'agit d'une affection transmise par contact direct (les baisers par exemple) et caractérisée chez les adolescents et les adultes par une fièvre, une angine, des adénopathies (gonflement anormal des ganglions), des manifestations cutanées ainsi que par une fatigue persistante.

Pouvoir oncogène

Cet ensemble comprend pas la totalité des affections imputables au virus. Certains herpès virus ont des liens entre une infection virale au long cours et l'apparition de tumeurs cancéreuses. C'est en particulier le cas pour le deuxième type d'herpès simplex, le virus d'Epstein-Barr, qui peut être le cytomégalovirus. Chez la femme, l'herpès génital apparaît statistiquement lié au cancer du col de l'utérus. Cette lésion est, en effet, quatre fois plus fréquente chez les femmes atteintes d'herpès génital que dans une population témoin.

Qu'en déduire ? Le pouvoir oncogène (cancérogène) du virus a été établi *in vitro* et de manière expérimentale chez l'animal. La détection de structures virales (antigènes ou acides nucléiques) dans les tissus cancéreux est un autre argument présumant. Comme toujours dans ce cas, il reste toujours la démonstration formelle du pouvoir oncogène à faire.

Le rôle du virus herpétique dans le développement du cancer utérin n'est pas établi, souligne-t-il y a quelques jours, à l'occasion du symposium Herpes 82, organisé par les laboratoires Wellcome, le professeur Guy Blandin de l'Institut de recherche en cancérologie et immunovirologie des tumeurs, faculté de médecine Alexis-Carrel, Lyon. « Il pourrait, souligne-t-il, représenter un marqueur épidémiologique de risque plus qu'un facteur causal. » D'ores et déjà, des praticiens conseillent une surveillance étroite des femmes atteintes d'herpès génital.

Autre association démontrée : celle du virus d'Epstein-Barr et de deux formes de cancer : le lymphome de Burkitt, endémique dans certaines régions d'Afrique, et le cancer du nasopharynx en Chine du Sud. Le cytomegalovirus est aussi, dans ce domaine, à l'ordre du jour compte tenu, notamment, de son rôle suspecté dans l'apparition en Afrique et plus récemment dans les communautés d'homosexuels du sarcome de Kaposi.

Compte tenu des problèmes importants rencontrés dans la mise au point de vaccins anti-herpès virus, les efforts actuels de prévention ou de traitement sont parfaitement justifiés.

« L'épidémie américaine de l'amour »

RECROISSANCE de l'affection ou seulement des frictions qu'elle engendre ? « Somatisation » à l'origine d'une réaction ? Il s'agit de la libération des sens ? Simple phénomène biologique ? Simple infection ? Si l'on veut que l'expression de l'amour soit à des racines socio-culturelles, le « phénomène herpès génital », qui se développe aujourd'hui aux États-Unis, mériterait d'être analysé conjointement par les biologistes et les sociologues.

Les chiffres tout d'abord. Relatifs puisque l'herpès génital n'est pas soumis, aux États-Unis, à une déclaration obligatoire. Le Centre pour les maladies infectieuses et parasitaires de l'Institut d'Atlanta annonce, pour l'année 1982, cinq cent mille nouveaux cas. En 1966, il en avait seulement enregistré vingt mille. Une progression indéniable qui a surpris le corps médical : il y a un demi-siècle on ne parlait pas

de cette affection. L'étrange curiosité médicale, cette régularité apparente en fréquence au point de devenir aujourd'hui l'une des principales maladies sexuellement transmissibles (M.S.T.) sur l'ensemble de la planète et un motif fréquent de consultation médicale.

Isolé ou associé à d'autres affections (gonococcie, syphilis, etc.), l'herpès génital représente entre 10 et 20 % des maladies examinées pour M.S.T. Selon des chiffres rapportés au symposium Herpes 82 par le docteur André Siboulet (directeur du Centre Organisation mondiale de la santé, M.S.T. de l'Institut Alfred-Fournier, Paris), la classe d'âge la plus touchée est celle de vingt-cinq à trente ans. Les hommes - souvent des cadres et des enseignants - sont plus fréquemment atteints que les femmes.

(Lire la suite page 12.)

Espoirs médicaux et commerciaux

CONTINUER à travailler sur le point de médication antivirale est une question difficile : comment attendre et inhiber le développement des particules virales - intracellulaires - sans atteindre du même coup les cellules de l'organisme ? La relative parenté des virus herpétiques et cellulaires, le parasitisme intime qui caractérise l'infection au complice la tâche : les substances étudiées doivent être efficaces pour le virus sans toxiques pour le patient, sans effets.

Compte tenu des caractéristiques particulières de son cycle de multiplication dans les cellules humaines, le nombre important des protéines qu'il peut synthétiser et les mécanismes qu'il est responsable, le groupe des herpès virus est l'objet de la quasi-totalité des recherches actuellement menées dans ce domaine.

L'une des principales lignes de recherche consiste à « piéger » le virus en leur proposant un élément indispensable à leur réplication (reproduction) dont la structure a été légèrement modifiée. Une modification néanmoins suffisante pour bloquer la chaîne métabolique qui, par voie enzymatique, conduit à la synthèse de nouvelles particules virales. Deux produits font, aujourd'hui, l'objet de recherches cliniques : l'Adénine arabinoside (des laboratoires Parke-Davis) et l'Aciclovir, le laboratoire britannique Burroughs Wellcome Co.

Ces deux produits comportent l'utilisation de produits seuls, comparés à un placebo ou à d'autres types de médicaments, comme ceux de la varicelle, du zona ou des infections à cytomégalovirus chez les immunodéprimés, ou ceux des séquelles d'encéphalites herpétiques.

L'Adénine arabinoside est en applications thérapeutiques collyres pour les infections herpétiques. L'Aciclovir semble, de son côté, avoir une activité particulière sur les herpès virus simplex. Les études concernent ce produit menées principalement en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en France. Elles visent à trouver leur traduction commerciale. C'est pourquoi un produit destiné au traitement des infections à herpès simplex survient chez les malades immunodéprimés.

Psychose aux États-Unis

Des présentations (pommes, collyres ou comprimés) sont aussi à l'étude et pourraient être prochainement commercialisées. Selon les données des études publiées dans le *Journal de l'Association américaine* (1), les présentations thérapeutiques supérieures aux produits à applications locales. La forme orale n'a cependant pas encore été étudiée aux États-Unis par le Food and Drug Administration, ce qui empêche, en outre, le cas pour l'Aciclovir sous forme de pommade. Une demande a été déposée auprès du Service de l'Administration pour qu'une expérimentation puisse commencer l'utilisation de l'Aciclovir chez les femmes atteintes d'herpès génital.

Compte tenu de la prévalence de cette affection et de la

provoquée actuellement aux États-Unis par les lésions des herpès virus simplex, il ne faut guère se désoler que les espoirs médicaux dépassent les espoirs commerciaux.

Un problème au fond est néanmoins. Tous les spécialistes s'accordent pour dire que les médicaments antiherpétiques ne font que diminuer l'intensité des symptômes et abrèger la durée des poussées récurrentes. Pour prendre l'exemple de l'herpès labial ou génital et de l'Aciclovir, les risques de lésions ultérieures puisque la « niche » du virus n'est pas détruite.

La plus extension généralisée de l'herpès simplex est le confort de l'absence d'une substance, d'autre part active dans des infections sévères mettant la vie en danger, accroit la résistance du virus au médicament. Le même phénomène est parfaitement connu en ce qui concerne les antibiotiques et les antituberculeux. Dans ce domaine, les intérêts commerciaux et les intérêts de la santé publique pourraient-ils se concilier ?

(1) *Journal de l'Association américaine (JAMA)* daté du 10 décembre 1982.

(Publicité)

Annnonce aux médecins qui aiment les livres

L'une des formes de la médecine française, l'excellente organisation SAMU et SAMU. La France est entièrement couverte par des services d'urgence rapidement et efficacement fonctionnels.

l'appel au SAMU émane surtout des médecins. C'est donc eux qui doivent diagnostiquer et sélectionner les « urgences » et connaître les gestes à pratiquer en attendant le transport à l'hôpital.

L'angoisse que connaissent les étudiants lors de leur première garde ne disparaît jamais totalement. Qu'il s'agisse d'un traumatisme, d'intoxications ou de troubles respiratoires, les symptômes ne sont jamais les mêmes. Quels sont les signes d'alarme ? Quelles sont les précautions à respecter ? Comment faire en attendant l'hospitalisation ?

Aux États-Unis, J.P. Fréjaville, médecin SAMU à Paris, a écrit la pathologie sous l'éclairage de l'urgence. Cette œuvre de connaissances a été organisée et rédigée dans un esprit, de façon à ce que tout praticien puisse consulter rapidement le livre. C'est un nouveau titre dans la collection guides qui devrait rendre autant de services aux médecins que la Petite Encyclopédie Médicale ou la Petite Encyclopédie d'Urgence.

LES URGENCES MEDICALES ET CHIRURGICALES par J.P. Fréjaville 116 pages relié, 1124 pages 340 FF

Éditions Masson, 4, rue Casimir Delavigne 75006 PARIS

Portrait-robot

LES quatre herpès virus (H.V.), potentiellement dangereux pour l'homme, sont composés de protéines, d'acide désoxyribonucléique (A.D.N.), d'une capsule et d'une enveloppe. L'ensemble a un diamètre compris entre 100 et 200 nanomètres (1).

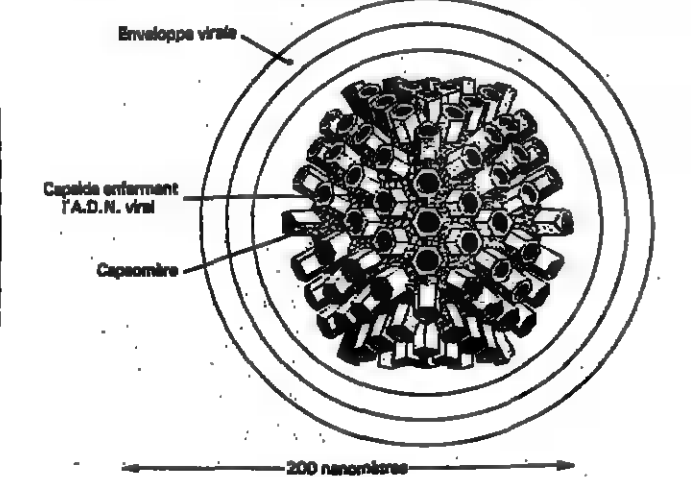
L'A.D.N. se présente sous la forme d'une molécule relative- ment élevée, entourant une masse protéique de forme cylindrique. Cette structure assure au virus une certaine autonomie et confère, sous la forme du code génétique, une information permettant la synthèse d'une soixantaine de protéines. Il est enfermé dans la capsule.

La capsule - de nature protéique - est une coque, de

taille de sa composition antigénique. Elle est la structure de son A.D.N. et se place à l'intérieur de la capsule.

Fragiles, ces virus ont une structure essentiellement intracellulaire. Si la virulence du virus est liée à la capsule et au zone de la capsule, la contamination implique néanmoins un contact direct (rapports sexuels, gestation, transfusions sanguines, etc.). Après s'être fixé sur la membrane de la cellule, le virus pénètre au sein de la cellule et l'infecte. La capsule disparaît en partie et l'A.D.N. viral migre dans le noyau de la cellule-hôte.

La métabolisme de la cellule est alors perturbé et se traduit par la synthèse de structures virales.



polyèdre régulier à 20 faces, peuvent s'insérer dans une sphère. Elle est composée de 162 protéines (ou capside).

L'enveloppe - ou péplos - est une structure dérivée de la membrane nucléaire de la cellule. Elle est acquise par le virus au moment où il sort du noyau de cette cellule. Elle est moins rigide que la capsule et est composée de trois feuillettes. Le pouvoir infectieux du virus est lié à sa présence.

Bien qu'ils soient à l'origine de tableaux cliniques très variés, ces quatre herpès virus (H.V. simplex, H.V. varicelleux, cytomégalovirus et virus d'Epstein-Barr) ont une morphologie identique. Leurs structures portent sur un plan structural inférieur (structure antigénique). Le virus d'Epstein-Barr occupe, compte

une fois construits, les nouveaux virus sont ensuite libérés et peuvent aller infecter d'autres cellules. Le processus de cette réplication (reproduction) est complexe. Sur 100 copies de l'A.D.N. viral, on trouve 100 copies de la capsule et 200 particules infectieuses et violent le jour.

(1) Un nanomètre équivaut à un milliardième de mètre. La taille moyenne d'une bactérie est de l'ordre du milliètre de mètre.

On peut lire sur ce thème *Virologie médicale à l'usage des étudiants* en médecine, ouvrage régulièrement remis à jour, rédigé par un ensemble de professeurs de microbiologie de France et de pays francophones. Éditions C. et R., 79, rue Faidherbe, 55-10-06. Prix de l'ouvrage : 120 F.

NOUS AVONS TOUS LES MOYENS D'AGIR CONTRE LA FAIM.

Nourrir un milliard d'affamés, nous ne pouvons pas le faire. Vous non plus.
Amener l'eau dans un village des Andes, creuser un puits à Madras, aménager des cultures vivrières en Haute-Volta, reboiser ici, irriguer là, nous le faisons. Et bien d'autres choses qui rendent, à chaque fois un village du Tiers-Monde auto-suffisant. Vous pouvez le faire aussi.

Nous, qui est-ce ?

En novembre 79, une poignée d'hommes et de femmes qui fondent, à Paris, l'AICEF, Action Internationale contre la Faim. Alfred Kastler Prix Nobel, Patrick Arfi, Danièle de Betak, Xavier Browaeys, Jean-Martin Cohen-Solal, Françoise Giroud, Marek Halter, Gilles Hertzog, Rémy Lestienne, Bernard-Henry Lévy, Maria-Antonietta Macciocchi, J.-A. Prévost, Robert Sebag, Patrick Siegler-Lathrope, Guy Sorman, Marc Ullmann.

En novembre 82, quarante huit comités AICEF à travers la France, un en Belgique, un en Allemagne Fédérale, un en Italie, un en Tunisie, qui prennent chacun l'initiative et la responsabilité de conduire à bien un ou plusieurs projets de développement. Projets peu coûteux, très précisément localisés, répondant à une nécessité impérieuse, entièrement réalisés par la population concernée.

Trois exemples : AICEF Toulon, c'est une canalisation d'eau douce en Equateur, dans la province de Salcedo. Coût 15.000 F. 21 villages espèrent. AICEF Orléans, c'est la mise en œuvre de petits périmètres agricoles en Thaïlande, pour que les réfugiés cambodgiens puissent se nourrir. Coût 40.000 F. AICEF Avignon, ce sont les retenues d'eau qui permettent au village de Tamese en Haute-Volta, de cultiver des carrés maraîchers. Coût 30.000 F.

Des comités AICEF existent à Aix, Avignon, Bayonne, Boulogne, Bordeaux, Brest, Castres, Courbevoie - La Défense, Garches, Levallois, Lille, Limoges, Louveciennes, Lyon, Marseille, Metz, Montbéliard, Montpellier, Morlaix, Mulhouse, Nancy, Nantes, Neuilly, Nice, Orléans, Orly, Orsay, Pau, Reims, Rennes, Rouen, Sigean, Sainte-Geneviève, Strasbourg, Toulon, Villepinte et Paris (8 comités). Ces comités AICEF agissent en Haïti, au Mali, en Ouganda, au Tchad, en Inde, etc.



POURQUOI PAS VOUS ?

Participez au comité AICEF de votre ville, ou créez un comité AICEF dans votre entreprise, votre université, votre secteur professionnel, avec vos amis, ou soutenez l'action des comités AICEF existants.

Oui je soutiens l'action de l'AICEF, et je vous fais parvenir
☐ mon adresse ☐ ma participation, par chèque bancaire ou CCP N° 499716 A
Paris à l'ordre d'AICEF, 156 rue de Rivoli 75001 Paris.

Nom _____

Adresse _____

AICEF
ACTION INTERNATIONALE CONTRE LA FAIM

La mort d'Arthur Rubinstein

Sur les traces de Raimu

Parcours d'une méditation

Allegrìa, le Magic Circus

La méditation

Visiter les bruits

MAISON FONDÉE EN 1858
ATHENÉE
CULTURE - THÉÂTRE - MUSIQUE

SALLE CHRISTIAN BERARD

Ma. Elo

PHILIPPE FAUR
Cie de la Goutte

mardi - mercredi - jeudi 18 h 30
relâche exceptionnelle
vendredi et samedi

742.67.27

هنا من الاجل

LES SPECTACLES NOUVEAUX

SAINT-GERMES (878-63-47), 20 h 45 :
le Chantier.
TUDOU BERTRAND (783-99-16),
20 h 30 : les Burlingcure.

LOCATION
SALLE PLEYEL **IN** **563.07.96**

cinéma

(758-26-24) ; Secrétan, 177 (241-77-99) ; Wepler, 18^e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20^e (636-10-96).

ÉTAT DES CHOSES (All. v.o.) : André-des-Ancs, 6 (707-23-04) ; Escu-

100

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La semaine	La semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,65
AUTOMOBILES	31,00	36,65
AGENDA	31,00	36,65

* Descrests : surface ou de parutions

emplois internationaux
(et départements Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements Outre Mer)

LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT,

Institution bancaire de la Communauté Européenne pour le financement à long terme, finance des projets dans les dix pays membres de la CEE et dans plus de soixante-dix pays de la Méditerranée, d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes. Ses agents, recrutés dans les pays membres, travaillent en équipes multinationales.

Actuellement, la Banque recherche un

JURISTE d'environ 30 ans.

Dans le cadre d'une équipe internationale, il sera chargé essentiellement de l'établissement d'études juridiques, de l'examen des aspects juridiques des opérations de prêt, de l'élaboration en liaison avec d'autres départements de la Banque de documents contractuels, de contacts avec les promoteurs des projets au financement desquels participe la Banque.

Qualification: formation juridique française (niveau doctorat). Bonne connaissance du droit belge appréciée. Expérience professionnelle de quelques années dans le domaine bancaire, du droit des sociétés et/ou la rédaction d'actes. Pratique des contacts internationaux à haut niveau. Qualités de rigueur et d'ordre, esprit méthodique.

Langues: maîtrise du français. Bonne connaissance de l'anglais. Connaissance d'une troisième langue communautaire ou de l'espagnol souhaitable.

Le traitement initial se situera pour une personne mariée, en fonction de la qualification, entre FB 95.000,- et FB 105.000,- par mois net d'impôt et de contributions. Il sera complété, le cas échéant, par des allocations pour charges de famille. La Banque offre par ailleurs des avantages sociaux intéressants (régime de pension et assurance maladie autonomes, allocations scolaires, etc.).

Les candidats possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté sont priés d'envoyer leur curriculum vitae détaillé et une photographie à :

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT,
Division Recrutement et Carrières,
100, Bd. Konrad Adenauer,
L-2950 LUXEMBOURG.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.



UN DEFI A LA MESURE DE VOS AMBITIONS... UNE CARRIERE BANCAIRE AU CANADA

L'une des premières banques canadiennes recherche :

ACCOUNT MANAGERS

LE DEFI:

Nous désirons vous confier la gestion d'un important portefeuille commercial nécessitant :

■ l'analyse des affaires financières

■ les négociations avec la clientèle

■ le développement des affaires bancaires

■ une formation universitaire supérieure

■ la capacité d'interpréter les données financières

■ une facilité à communiquer dans la langue anglaise

LES EXIGENCES:

■ 5 à 10 ans d'expérience bancaire

■ une formation universitaire supérieure

■ la capacité d'interpréter les données financières

■ une facilité à communiquer dans la langue anglaise

NOUS OFFRONS:

■ un programme de formation individualisée

■ une planification de carrière détaillée

■ une excellente rémunération accompagnée d'une gamme complète d'avantages sociaux

■ la prise en charge de certains frais de déménagement

Envoyez le 7 janvier au plus tard votre curriculum vitae mentionnant votre n° de téléphone à l'attention de M.S.I. International Management Consultants, 306-310 avenue Louise, Bte 13, 1050 Bruxelles Belgique. Les interviews auront lieu à Bruxelles, Paris et Genève au courant du mois de février 1983.

MSI International
International Management Consultants

DIRECTIONS

Nationales et Internationales

Afrique Occidentale francophone

Disposant d'une formation de base bien fondée en matière commerciale ainsi que technique, vous avez aussi des connaissances concernant l'emploi des machines utilisées pour l'exploitation forestière et dans les scieries. D'autre part, vous êtes intéressé à trouver une tâche à être remplie d'une façon très indépendante, demandant des grandes qualités d'organisation et le sens d'une excellente capacité de direction. Vous êtes prêt à vous consacrer entre la fin de la trentaine et le début de la quarantaine. Tout ceci étant donné, vous serez intéressé à des conditions préalables très importantes pour pouvoir, en qualité de :

Directeur Général Exploitation Forestière

l'ensemble des fonctions de direction et de gestion responsables d'une entreprise d'exploitation et transformation de bois (sciages et grumes), avec ses scieries annexes, totalisant un effectif de 400 membres du personnel environ. Étant un personnage entrepreneur, vous serez capable de diriger et de développer des établissements, orientés à l'exportation et existant déjà depuis des dizaines d'années, par la mise de la technique moderne et d'une organisation progressive.

Les pouvoirs, la rémunération et la liberté qui vous attendent sont attractifs à tout point de vue, mais que vous disposerez, comme collaborateurs, d'un nombre important de cadres et d'un échelon de qualités et déjà sur place.

Vous recevrez un rapport, par écrit, avec nos conseillers pour des copies de personnel (leur envoyant un curriculum vitae résumé, les copies de vos certificats, une photo récente et quelques lignes manuscrites, indiquant en même temps la date où vous seriez disponible pour débiter, ceux-ci nous garantissant l'observation d'une discrétion absolue vis-à-vis de la société que vous leur auriez indiqués. Référence: 1111/11

KLAUS WITTEMAN GMBH
Conseillers en personnel
Postfach 106, D-8918 Dillingen

UN INGENIEUR

du génie rural ou L.T.R. ayant au minimum 5 ans d'expérience en pays tropicaux.

UN ZOOTECHNICIEN

Ingenieur ou titulaire d'un BTS spécialisé élevage avec expérience O.M. Ces deux postes sont à pourvoir rapidement. Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé avec photo et prétentions n° 8.915 L.T.P. 31, bd. Bonne-Nouvelle, 75003 PARIS Cedex 03.

L'Informatique Outre Mer:

une bonne façon de valoriser votre jeune expérience

Importante société d'ingénierie, nous recherchons pour renforcer notre présence Outre Mer, de jeunes ingénieurs en informatique (25-30 ans environ, 2 ans d'expérience).

Ingénieur Système Ingénieur Informaticien

Nous souhaitons que vous ayez fait vos premières années de formation à MITRA. (Référence 1111/11)

Vous devez maîtriser les systèmes d'exploitation en Temps Réel, si possible, une expérience du logiciel mini-ordinateur (Référence 4305/3)

Pour avoir de plus amples informations sur ces postes, nous vous prions d'envoyer un dossier de candidature (CV, photo, prétentions) sous pli fermé à l'adresse ci-dessous, poste choisie à l'agence MITRA - 65, rue de Provence - 75017 PARIS, qui transmettra.

Brüel & Kjaer

Nous sommes le N° 1 mondial sur le marché des instruments de mesure du bruit, des vibrations et de l'analyse du signal. Notre gamme d'action s'étend à présent aux mesures de lumière, d'ambiance thermique et aux systèmes d'échographie médicaux. Nous recherchons pour un emploi stable au :

Danemark

UN JEUNE INGENIEUR FRANÇAIS DIPLOME GRANDE ÉCOLE

Attaché au service information et documentation technique de l'usine, située à proximité de Copenhague, il sera chargé, en collaboration avec les ingénieurs responsables des études et les ingénieurs commerciaux, de la conception, de la rédaction ou de la traduction des documents techniques au Danemark ou de la traduction des applications des appareils Brüel & Kjaer.

Qualités requises :
● Haut niveau technique.
● Maîtrise de la rédaction en français.
● Excellente pratique de l'anglais parlé et écrit.
Adresser candidature à C.V. Manuscrite à :
BRUEL & KJAER - Département du Personnel
Linde Allée - 2850 NAERUM - DANEMARK
Tél. (45, 2) 811141

JEUNE DIRECTEUR FINANCIER

ESC (option Finance Comptabilité) DECS ou similaire

Un groupe en expansion, 1000 pers. en France, 350 pers. à l'étranger, CA 700 Millions F.T. propose ce poste relevant directement de la Direction Générale à Strasbourg.

Responsabilités : Comptabilité (générale, analytique, bilan), Gestion financière (trésorerie, relations avec les banques, études de financement d'importants investissements), importants dossiers fiscaux.

5 à 10 ans d'expérience de responsabilité de gestion et comptable, une connaissance de l'informatique de gestion sont nécessaires.

Anglais efficacement parlé indispensable. Rémunération attractive.

Adr. C.V. dét. 1014 à.

selelec 67000 RG

BUREAU D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

Recherche

DIRECTEUR DES ÉTUDES

Responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme d'études, de l'animation et de l'encadrement technique de l'équipe de chargés d'études.

Formation supérieure exigée :
- ingénieur AGRO de préférence ;
- expérience professionnelle 5 ans minimum ;
- connaissance du milieu agricole ;
- aptitude aux fonctions d'encadrement.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
A.R.E.R. S.P. 5514
69247 LYON Cedex 08.

Nous sommes une importante société d'import-export installée au Niger et recherchons pour notre siège social :

UN DIRECTEUR FINANCIER

Qui sera appelé à animer et à diriger les services financiers et comptables de nos filiales implantées au Bénin, Togo, Mali.

Le candidat que nous recherchons doit justifier d'une solide formation supérieure comptable et financière.

Cette fonction sera confiée à un candidat de 30/40 ans, titulaire d'un D.E.C. ou équivalent, ayant une expérience prouvée dans une direction financière et une expérience de l'Afrique.

La rémunération et les avantages sociaux sont motivants (condition d'expatriation, logement, deux mois/an, etc.) pour un homme de valeur.

Nous vous remercions par avance de nous adresser votre C.V. manuscrit détaillé, rémunération actuelle, photo, à :

SOCIÉTÉ AMAR TALEB NIGER
B.P. 11 739, NIAMEY (NIGER).

UN ANALYSTE FINANCIER

POUR LE NIGÉRIA (réf. 8.215)

UN COMPTABLE DE CHANTIER

POUR LE KOWEÏT (réf. 8.216)

UN COMPTABLE DE CHANTIER

POUR LA CÔTE D'IVOIRE (réf. 8.219)

Adresser C.V., photo et prétentions sous pli fermé à :
LA SIGNALISATION
Service de recrutement
25, Impasse Larmannesse
93000 BOBIGNY.

Important bureau d'études recherche pour supervision de travaux MOYEN-ORIENT INGENIEURS DIPLOMES

Expérience bâtiment et corps d'états secondaires. VRD, préfabrication. Confession musulmane indispensable.

Expérience 8 à 12 ans minimum après obtention diplômes ingénieurs. Disponibilité rapide.

Adresser C.V. détaillé et toutes pièces justificatives des diplômes et expérience au :
Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra - Paris 1^{er}
n° 54884 qui transmettra.

Pag

F

Cl

•

•

N

du

rem

l'écl

•

ma

pas

la

deu

ser

ter

imp

rop

•

F

re

mo

•

2

ten

les

il

l'o

cre

de

ou

vo

jo

la

do

qu

mu

ti

•

de

ap

ch

ni

q

nt

pe

on

in

q

du

ci

la

re

tr

•

n

ta

fi

s

h

s

u

c

s

•

c

i

t



emplois régionaux

emplois régionaux

JEUNES INGENIEURS BATIMENT ET TP

PONTS, CENTRALE, AM, ESTP..
DEBUTANTS OU 1ERE EXPERIENCE

Nous sommes une société... Travaux... (1100 personnes) implantée dans l'Ouest de la France et filiale d'un important Groupe à vocation internationale.

Les chantiers : Ouvrages d'art, Civil, Nucléaire, Installations scolaires, hospitalières, bureaux, logements individuels et collectifs.

Nous recherchons des jeunes ingénieurs débutants ou première expérience souhaitant s'intégrer dans des missions travaux, études, pbs, commerce ou techniques.

Ces postes requièrent des qualités d'entrepreneurs et font appel à l'ambition et au dynamisme. Ils s'adressent à des candidats de haut niveau souhaitant acquies rapidement des responsabilités au sein de l'entreprise ou du Groupe.

Pour plus d'adresses, dossier de candidature, référence 4306.

DESSEIN - 69, rue de Provence - 75002 PARIS, qui transmettra.

ENERTEC

Filiale industrielle du Groupe Schlumberger
DIVISION ELECTRICITE DISTRIBUTION
recherche

un responsable technico-commercial SUD-OUEST

Basé à Bordeaux, il aura la charge de promouvoir sur tout le sud-ouest les produits et services de notre gamme de produits :

- équipements de comptage domestique et industriel,

- télécommande, commutation.

De formation supérieure en électrotechnique et électronique, il possède quelques années d'expérience dans la vente de produits techniques, apprécie la mobilité, l'autonomie d'action dans le cadre de son objectif, possibilités d'évolution au sein d'un groupe international de premier plan.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, la référence S 218, à ENERTEC, Direction du Personnel - 12, place des Etats-Unis, B.P. 620, 92542 Montrouge cedex.

ENERTEC

Schlumberger



LA CAISSE REGIONALE
DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL
DE LOIRE-ATLANTIQUE
recherche :

RESPONSABLE DE PORTEFEUILLE P.M.E./L.A.A.

SERVICE FINANCIER
des ENTREPRISES

MISSION :

• Pour les entreprises de sa compétence (géographique ou sectorielle) pour les L.A.A. et dans le cadre des objectifs fixés par le responsable du service, il est responsable (en relation avec les services concernés) du développement des financements d'exploitation ou d'investissement et pour les opérations France comme Internationales.

• Il assure des dossiers d'analyse économique et commerciale concernant les entreprises et prospects.

• Il assure la mise en place et le fonctionnement des financements acceptés par le comité en veillant au respect des garanties liées par celui-ci.

FORMATION ET EXPERIENCE :

• Analyse du risque entreprises ;

• Technique bancaire ;

• ...

PROFIL :

• Goût pour la négociation commerciale ;

• Bonne capacité d'analyse et de synthèse ;

• Sens de l'organisation ;

• Personne capable de s'affirmer.

Les candidats à adresser avec C.V., photo et prétentions à :

C.R.C.A.M. de LOIRE-ATLANTIQUE
Service du personnel
La Garde - 44100 Nantes

NANTES

SOCIÉTÉ FRANÇAISE INGENIERS T.F.

recherche

INGENIEURS DE VENTE FRANCE-EXPORT

Formation supérieure commerciale et technique.
Expérience dans la vente des équipements (3 ans).
Anglais pour export.
Base LYON - Déplacements fréquents.

Envoyer C.V. + photo à : MULTICONSULT.

100 bis, rue Montgolfier, 69003 LYON.



LE CREDIT AGRICOLE
DE LA CHARENTE
recherche

LE CHEF DU SERVICE "TITRES ET BOURSE"

Le Service est résolument tourné vers la clientèle, le développement et le succès du réseau des Bureaux et des Guichets.

Le candidat devra posséder des aptitudes naturelles d'animation, de négociation et de gestionnaire.

Ayant le sens des relations, il participera à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique dynamique de gestion et de conseil.

Le poste requiert un candidat possédant :

- une expérience en banque, boursière et fiscale,
- une formation supérieure complétée d'une formation bancaire et fiscale.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à : Monsieur le Directeur

CAISSE REGIONALE

CREDIT AGRICOLE MUTUEL

B.P. 21 - 17000 SOYAUX



PAPETERIES DE
MARESQUEL

ATTACHÉ COMMERCIAL

Une papeterie dynamique (C.A. 81 : 800 MF), connue sur les marchés européens, implantée dans une vallée agréable de Pas-de-Calais, recherche un collaborateur commercial de haut niveau rattaché directement à notre Direction Commerciale.

Le candidat recherché, issu d'une école d'ingénieur ou de commerce, aura de préférence entre 5 et 10 ans d'expérience, devra posséder une connaissance parfaite de l'anglais et de l'allemand, et avoir si possible une bonne connaissance de la gestion et de l'informatique.

Le candidat devra, après une formation typique à l'industrie papetière, si nécessaire, se voir confier des responsabilités et devra effectuer de fréquents déplacements à l'étranger.

Pour ce poste évolutif, nous envisageons une rémunération adaptée en fonction de l'expérience et du potentiel du candidat.

Adresser votre candidature manuscrite (avec C.V. et photo) au Chef du Personnel des PAPETERIES DE MARESQUEL, 62990 BEAURAINVILLE.



Société de conseil en informatique

INGENIEUR INFORMATICIEN

CAPABLE

de participer à la conception et à la mise en place de projets intéressant les P.M.E. et P.M.I. dans le domaine de l'informatique.

Expérience systèmes bases de données et téléinformatique souhaitée.

Large perspective de carrière dans une jeune entreprise de taille régionale pour un candidat ayant des compétences techniques requises, une aptitude au conseil et à l'animation d'une équipe pluridisciplinaire.

Adresser un curriculum vitae et photo à : ALAIN DELABY, I.M.I., 2, square Lafayette, 49000 ANGERS.



Banque régionale à forme mutuelle recherche pour le Sud-Ouest

CHEF D'AGENCE

Sa mission sera d'animer, organiser et coordonner le travail d'une équipe de 6 personnes ;

une bonne connaissance en informatique, en sciences économiques, école supérieure de commerce, est demandée ;

classe IV ou classe V, sa rémunération sera fonction de l'expérience précédemment acquise.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à : HAVAS PUBLICITE 6191, B.P. 409, 29100 QUIMPER qui transmettra.



CA NATIONAL DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour son Département Développement

Responsable gestion de trésorerie

Le candidat susceptible de tenir cette fonction aura acquis une expérience d'une dizaine d'années au sein d'une grande banque ou d'une entreprise privée. Ses rôles comporteront :

- la négociation avec les différents banques du groupe, exigeant de sa part une parfaite maîtrise des mécanismes bancaires et de leurs interactions,
- la gestion des règlements importation, exportation avec les sociétés sœurs et les sociétés étrangères au groupe,
- le suivi et le développement d'un système informatisé de gestion des flux financiers qui sera un véritable outil de systèmes similaires.

Pour l'assister dans l'exercice de cette vaste fonction, il aura plusieurs collaborateurs, cadres et non cadres, et développera des relations étroites avec les différents membres du département financier.

La réussite de ce poste requiert des qualités d'esprit de décision, des capacités de synthèse développées, un sens aigu de la négociation.

Une pratique courante de la langue anglaise utilisée lors des contacts internationaux est, en outre, indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence LV/1 à notre Conseil qui étudiera chaque candidature avec la plus grande discrétion.

INRAPLAN Conseil en Recrutement

11, Bd Raspail - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC



INGENIEUR QUALITE

Nous recherchons pour notre
Département TELECOMMUNICATION
et CONTROLE INDUSTRIEL

UN INGENIEUR CONFIRME

ayant expérience en études électroniques pour poste RESPONSABLE QUALITE en phase conception et réalisation en petite série de matériels électroniques variés. Lieu de travail : MONTROUGE. Petits déplacements en Région Parisienne.

Adresser C.V. et prétentions à J.F. SILVESTRE
41, rue Fénier - 92120 MONTROUGE,
sous réf. D. 36.

IMPORTANT GROUPE DU SECTEUR PARAPUBLIC recherche

responsable gestion de personnel

Rattaché à la Direction du Personnel du siège, ce cadre, généraliste de la fonction, devra apporter conseil et assistance auprès de 12 sociétés du groupe (environ 4000 personnes) notamment dans les domaines suivants :

- aide à la définition des politiques sociales,
- conseil en matière de gestion et de réglementation sociale.

Ce poste convient à un candidat ayant une bonne expérience de cette fonction et qui de la diplomatie et le goût des contacts variés.

Disponibilité pour de courts déplacements en province. Possibilité de carrière dans le groupe pour un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 8904, à Média-System, 104 rue Beaumais-75002 Paris.

SOCIÉTÉ EN TRÈS FORTE EXPANSION DANS LE SECTEUR DE LA FABRICATION DE PRESSES

recherche

EXCELLENT CONTROLEUR FINANCIER OU DE GESTION

avec évolution à terme au poste de Directeur Financier. Anglais indispensable. Poste à pourvoir immédiatement : Quartier Champs-Élysées.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 52212 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel - 75002 PARIS - qui transmettra

CA National de CREDIT AGRICOLE

recherche pour son Département Développement

des animateurs Consultants

Vous serez pour missions :

- l'animation et le suivi de techniques commerciales,
- le suivi pratique des formations,
- ponctuellement une participation à la création ou à la mise en œuvre de programmes de formation.

Il vous est demandé :

- un diplôme de l'enseignement supérieur (Sup. Co ou équivalent) ou 3 ans en matière de techniques bancaires et/ou d'animation commerciale,
- une expérience de la nécessité de fréquents déplacements en province.

Adresser C.V. photo, saïre et prétentions, sous réf. CC/5699 à CNCA Gestion des Personnes - 75710 Paris Bruns

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IBM IBM IBM IBM IBM

CONTROLE DE GESTION

Nous proposons deux postes à des cadres au premier plan, à fort potentiel d'évolution; 1 an d'expérience professionnelle souhaitée.

FORMATION :

HEC - ESSEC - ESCP - CENTRALE - ENSAE - IEP PARIS - DOCTORATS DE TROISIEME CYCLE DE GESTION.

MISSION :

La Compagnie vous confiera successivement des responsabilités dans différents domaines financiers, qui

devraient vous permettre d'évoluer vers des postes de management.

Ces postes impliquent un travail rigoureux et varié, et de nombreux contacts à haut niveau.

Ils sont à pourvoir à Paris, et nécessitent une bonne connaissance de l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, en C.V. détaillé, avec référence G/12 à : Compagnie IBM France
Département Recrutement
2, rue de Marengo - 75001 Paris.

IBM IBM IBM IBM IBM

Ingénieurs mécaniciens

ENSAM, INSA...

Vous avez minimum trois ans d'expérience dans les matériels chaudronnés, échangeurs thermiques, réservoirs sous pression, chaudières...

Nous offrons à vous intégrer à une équipe chargée du développement de matériels.

Dans le cadre de notre effort de recherche, vous participerez à la conception de matériels, aux

plans mécaniques, thermohydrauliques, l'aide de moyens évolués (ordinateurs, C.A.O., formation assurée).

d'adresser votre candidature en précisant l'enveloppe la référence 2272 à

MEDIA 84
9, Bd des Batignolles - 75002 Paris

Importante entreprise française d'ingénierie (La Défense), nous réalisons des ensembles industriels de très grande dimension intégrant des développements technologiques avancés.

Des techniques de pointe pour l'énergie de demain !

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE LA DÉFENSE recherche

INGENIEURS CIRCUITS FLUIDES

ECAM, INSA, IGC,...

Leurs responsabilités s'exerceront dans le cadre d'une affaire France ou Étranger, pour :

- la définition de produits,
 - les choix technologiques,
 - le suivi de la réalisation, en liaison avec les responsables de projets et les fournisseurs d'équipements.
- Ils participeront à notre effort de développement et d'amélioration de nos systèmes.

Connaissance de la langue anglaise souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature, sous référence HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

Entreprise dimension internationale

AGFA-GEVAERT

Industries graphiques et reprographiques recherche

ASSISTANT AU CHEF DE PUBLICITE

Un des métiers graphiques, il aura pour mission de participer à la réalisation de la politique de publicité de l'entreprise, en effectuant les missions suivantes :
- la planification des campagnes publicitaires, d'expositions, de manifestations de relations publiques, sur le plan national et régional.
- le suivi des campagnes publicitaires et des services techniques internes.

Vous sortez d'une Ecole Supérieure de Publicité où vous avez acquis une expérience commerciale dans la profession. Vous maîtrisez les relations publiques et vous aimez les déplacements, nous vous offrons un métier actif, une aide par la formation, une rémunération intéressante, une voiture et des frais de déplacement.

Envoyer votre candidature, CV et photo à J.P. LANG - AGFA-GEVAERT - 92506 Nanterre Cedex, qui répondra à toutes les demandes parvenues le 29 décembre 1982.

ENERTEC

Le département ENREGISTREMENT MAGNETIQUE conçoit et réalise des enregistrements d'équipements destinés au Secteur Aéronautique.

Notre progression nous amène à rechercher un

Ingénieur responsable documentation technique

Diplômé en électronique, il possède au moins 5 ans d'expérience et parle parfaitement l'anglais.

Il sera chargé de la rédaction des notices, de la formation clients (maintenance et utilisation) et de la coordination des sous-traitances.

Il travaillera 2 semaines par semaine et 1 jour par semaine.

Le poste est basé à Vélizy (78).

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, sous la référence 3217, à ENERTEC, Service du Personnel - 1, Newport, 78140 Vélizy-Villacoublay.

ENERTEC

Schindler

Important organisme social recherche d'urgence

COLLABORATEUR (TRICE)

Maîtrise de Droit.

Connaissance en matière de gestion et expérience professionnelle nécessaires.

Intérêt pour le secteur social.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo (retournée) et références à : F.N.M.F. - Division des Relations Sociales - 56 à 80, rue Nationale, 75049 PARIS CEDEX 13.

IMPORTANT ORGANISME PUBLIC PARIS

recherche centre appliqué

STATISTICIEN ECONOMISTE

ou ÉQUIVALENT sous le n° 25 17 822 M RÉGIE-PRESS 75002 Paris.

INTERTECHNIQUE

pour sa direction des études :

DES INGENIEURS AYANT UNE FORMATION INFORMATIQUE GRANDES ÉCOLES ou MAÎTRISE + D.E.A. (RÉF. DE-54)

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS TITULAIRES D'UN D.I.T. D'INFORMATIQUE (RÉF. DE-55)

Ils participeront aux développements logiciels dans les domaines :

- S.G.B.D. et langages,
- Systèmes d'exploitation,
- Bureautique,
- Télécommunications et réseaux.

UN INGENIEUR ELECTRONIEN (RÉF. DE-56)

Débutant ou ayant quelques années d'expérience pour participer à l'étude et au développement de nouveaux analyseurs à base de microprocesseurs.

Pour sa Direction Commerciale Informatique :

INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCE POUR L'AVANT-VENTE ET L'APRÈS-VENTE (RÉF. DCI-57)

Ces postes nécessitent une expérience de 2 à 5 ans passée chez un constructeur ou dans la réalisation de projets informatiques de gestion.

Pour sa Direction Qualité :

UN INGENIEUR ELECTROTECHNIEN ou ELECTROMECANICIEN (RÉF. DQA-58)

Débutant ou ayant quelques années d'expérience. Il sera chargé de la qualité de matériels aéronautiques. Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, prime de fin d'année.

Restaurateur d'entreprise.

Adresser C.V. avec références, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 PLAISIR

GROUPE DROUOT ASSURANCES

Auditeur interne senior

Le Groupe Drouot crée la fonction d'Audit Interne. Il assiste le directeur de l'Audit pour la mise en place de la fonction. Il participe à l'élaboration du plan d'Audit à moyen et long terme en effectuant les missions suivantes :
- les plans d'actions établis par les responsables opérationnels à partir de ses recommandations.

Pour chaque mission, il vérifie la conformité des politiques, objectifs, plans d'organisation, procédures, s'assure de l'efficacité du contrôle interne, contrôle des états et d'activité.

Basé à Marly-Le-Roi, en banlieue Ouest, déplacements sont limités et durée.

Il est nécessairement une formation grande école, une expérience de 3 à 5 ans dans l'audit interne acquise en cabinet ou en société, la maîtrise de l'anglais.

C.A. consolidée du groupe : 3 milliards.

Effectifs : 3 000.

Nombre de sociétés : 10.

Écrire en indiquant la rémunération actuelle, sous réf. 6454, à J.P. BURTH, Direction des Relations Humaines, Groupe Drouot, 1 Place Victorien Sardou 78161 Marly-Le-Roi Cedex 05.

CONDUCTEUR DE TRAVAUX

Importants chantiers d'isolation de façades, Paris-Sud

Une entreprise parisienne en expansion, niveau d'activité élevé, cherche à recruter un poste de responsabilité à un jeune Technicien Sup. ou DUT titulaire d'un diplôme de 1 à 3 ans d'expérience en conduite et de gestion de travaux (par ex. : gros œuvre, menuiserie métallique, tertiaire ou similaire).

Points d'intérêt :
- Salaire attractif
- Avantages sociaux
- C.V. et réf. à :

SELETEC

67008 NANCY CEDEX.

FAITES UNE CARRIERE D'INFORMATICIEN AVEC NOUS

Nous vous offrons une formation Informatique et des recherches.

JEUNES COLLABORATEURS ayant plusieurs années d'études supérieures, capables de décharger les obligations militaires, nous recrutons.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances informatiques, les candidats engagés seront formés intégralement par la société.

Adresser lettre avec C.V. détaillé + photo sous n° 55512 à CONTEXTE PUBLICITE 20, rue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SERETE est l'un des plus grands groupes d'ingénierie. L'importance de ses réalisations lui confère une place de premier plan tant en France qu'à l'étranger. Afin de poursuivre notre développement dans le domaine de l'informatique, nous créons deux postes :

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (Ref. 626)

Votre mission :
- Assurer dans le cadre de grands projets d'ingénierie, la maîtrise d'œuvre complète de l'informatique.
- Réaliser des projets spécifiques d'informatique industrielle.
- Participer au développement de produits propres à SERETE.

Votre profil :
Vous êtes ingénieur diplômé et avez acquis une expérience d'environ cinq ans en informatique industrielle (conception, mise en place de systèmes). Vos réalisations ont permis en matière de matériels et de logiciels variés, de gérer un budget et d'animer une équipe.

JEUNE INGENIEUR CAO (Ref. 623)

Votre mission :
Au sein d'une équipe d'ingénieurs, vous participerez au développement des applications de la CAO à la réalisation de grands projets (conception, réalisation d'ensembles industriels et tertiaires). Plus particulièrement, votre mission sera de définir les applications concrètes de la CAO, analyser les méthodes de travail et synthétiser les processus d'élaboration des plans qui permettront d'appliquer au point les ingénieurs systèmes CAO les outils de méthodes utilisant les possibilités de l'informatique moderne.

Votre profil :
Ingénieur diplômé, vous avez acquis une première expérience (environ deux ans) au sein d'une entreprise d'ingénierie ou d'une entreprise industrielle. Une première approche de la CAO a été constatée et confirme votre motivation pour l'ingénierie demain.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV détaillé en mentionnant la référence choisie à Joël OLLIEUX, SERETE, 11 rue Régnault 75640 Paris Cedex 13.



MADAME, MADMOISELLE, MONSIEUR
ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS
recherche DÉLÉGUÉS (EES) RÉGION PARIS
25 ans minimum, excellente éducation, bonne culture générale, dynamisme, formation assurée, rémunération importante. Tél. pour renseignements : 538-66-23, de 11h à 12h 30 et de 16h 30 à 18h 30.

ANIMATRICE
25 ans minimum, pour l'ÉPIQUE DE L'ÉPIQUE TRAVAILLEURS
- Formation épique.
- Expérience indispensable. Salaire : 5380 Frs.
Env. avec C.V. détaillé à : 54, rue de Ménilmontant, 75020 Paris.

SDI D'ÉCONOMIE MIXTE DE CONSTRUCTION recherche

COMPTABLE
très expérimenté (e) Connaissance gestion d'immobilisations acquises

RESPONSABLE GESTION DE LOGIS SOCIAUX
Expér. acquise, libre rapidement.
Env. avec CV et photo à : SEMICO, 11, rue Jean 93400 ST-OUEN.

BAYARD-PRESSE

astrapi
J'AI ME LIKÉ
OKAPI
PHOSPHORE

JOURNALISTES, ENSEIGNANTS, ANIMATEURS DE JEUNES...
La PRESSE POUR LES JEUNES
Le Département PRESSE, JEUNE de la Société BAYARD-PRESSE (Pomme d'Api, Astrapi, Okapi, Phosphore, Éclaire, Histoires, J'aimerais lire...) recherche un(e) candidat(e) de premier plan capable d'assurer un poste de JOURNALISTE au sein de la Rédaction d'Okapi, magazine bimensuel des 10-14 ans.
Cela implique la responsabilité dans un premier temps de la rédaction d'articles de nature encyclopédique, de l'UNIVERS, d'un univers, organisation, rédaction, suivi de ces dossiers. Ce poste pourra évoluer par la suite vers de plus larges développements de responsabilité.
Le poste s'adresse à un homme ou une femme, âgé(e) d'au moins 30 ans, ayant une bonne formation culturelle (niveau maîtrise) et possédant une expérience professionnelle (notamment dans la rédaction de presse) et une compétence rédactionnelle. La connaissance de l'anglais et l'habileté pour le langage sont vivement souhaitées.
Adresser C.V. en précisant vos motivations pour un tel poste, sous/n° : PP/210 DIRECTION DU PERSONNEL, SOCIÉTÉ BAYARD-PRESSE, 3, RUE BAYARD, 75000 PARIS.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER en forte expansion recherche

SPÉCIALISTES DE LA P.M.E.

Cette fonction convient à des hommes expérimentés, capables, seuls ou avec une petite équipe, d'assumer la responsabilité d'un secteur géographique.
Elle implique : l'étude du marché, l'approche des P.M.E., leur analyse, l'angle du risque, la négociation, le suivi des clients, la mise en œuvre de capacités d'animer des exposés-débats, la mise en œuvre de capacités d'analyse comptables, bancaires...
Ils doivent être titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, posséder une solide expérience comptable et financière acquise au cours de 5 à 10 années d'expérience professionnelle, dont une partie comme exploitants dans le secteur bancaire.
Lieu de résidence : PARIS et NANTES.
De fréquents et courts déplacements sont à prévoir.
Envoyer c.v. et photo à : M. FRANCHES, HELLER, Service du Personnel, tour Mairie-Montparnasse, 127 rue PARIS CEDEX 15.

Commercialiser des micro-ordinateurs de gestion

Pour notre nouvelle gamme de micro-ordinateurs qui se caractérisent par une grande simplicité d'usage, nous recherchons des Responsables régionaux qui par son professionnalisme, sa maîtrise du matériel micro, sa capacité à développer son dynamisme à nos distributeurs et à nos vendeurs sera à même de développer nos ventes sur la région - Sud-Ouest basé à Bordeaux - Nord et Ouest basé à Paris.
Si votre plan de carrière rejoint nos objectifs, prenez contact avec : Annick AGID en précisant la référence 8255 16 rue de Vouillé 75015 Paris - Tél. 01 47 50 16 16

J.M. BRUNEAU

PALAISEAU (91)
LEADER VPC MATÉRIEL POUR BUREAUX ET COLLECTIVITÉS 300 PERSONNES
recherche
INGÉNIEUR ORGANISATION ET MÉTHODES
- Son intervention, sur demande de la direction, portera sur l'étude des meilleurs modes opératoires et services opérationnels (administratif, logistique, informatique...)
- Il fonctionnera en relation avec les chefs d'unités, avec lesquels il analysera les différentes tâches afin de proposer une formulation de solutions adaptées.
- Son intégration sera facilitée par la participation à une étude, en collaboration avec la Direction et les Services de Cadres, sur l'implantation d'une nouvelle entreprise.
- La préférence sera donnée à un candidat ayant une formation solide, confirmée par une expérience similaire, et présentant des aptitudes pour les contacts humains.
Ecrire : J.M. BRUNEAU, 11 rue de la République, 91100 PALAISEAU Cedex

SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

recherche pour son
DÉPARTEMENT PRODUITS INDUSTRIELS (produits chimiques et spécialisés)
1 ADJOINT AU CHEF DE DÉPARTEMENT
Nous recherchons un candidat disponible et dynamique, possédant une formation Chimiste Commercial, une première expérience réussie dans l'un des deux domaines.
Connaissance de l'anglais appréciée.
Poste évolutif à moyen terme.
Siège de la Société : Banlieue Sud-Ouest Paris
Adresser C.V. et photo à : Prévisions 45200 Montargis
3.213 qui transmettra.

Organisme spécialisé

FINANCEMENT DE L'INNOVATION
INGÉNIEUR (expérience non nécessaire)
Adresser C.V. et photo à : Prévisions 45200 Montargis
3.213 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE BTP

Banlieue Sud de Paris
pour sa filiale
CADRE EXPORTATION
de formation supérieure ayant une expérience de 4/5 ans de contact à l'étranger dans la profession si possible. Maîtrise de l'anglais indispensable. Disponibilité pour déplacements à l'étranger de courte durée.
Envoyer C.V. et photo à : Prévisions 45200 Montargis
3.213 qui transmettra.

SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION

SPECIALISÉE DANS LA VENTE D'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE
recherche
1 INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL EXPORT
- Sa Mission : Promouvoir et développer les ventes de matériels et produits de laboratoire dans les hôpitaux, universités et industries.
- Poste basé à Paris avec déplacements fréquents (50 % ou plus en Algérie).
- Son Profil : B.T.S. ou D.U.T. en biochimie. Expérience dans la vente d'instrumentation scientifique. Connaissance export souhaitée. Anglais courant. Rémunération selon compétence. Discretion assurée.
Envoyer C.V. et photo à : Prévisions 45200 Montargis
3.213 qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

recherche
POUR SON DÉPARTEMENT CHIMIE VÉGÉTALE
1 CHEF DE DÉPARTEMENT
IL LUI SERA DEMANDÉ :
- De participer au développement du département ;
- De gérer la production ;
- De vendre la clientèle ;
- D'assurer la liaison avec la production.
NOUS SOUHAITERIONS RENCONTRER UN CANDIDAT :
- Dynamique et expérimenté ;
- Possédant une expérience commerciale correspondante au secteur ;
- Connaissant si possible le secteur des extraits végétaux.
Siège de la Société : banlieue Sud-Ouest Paris.
Adresser C.V. et photo à : Prévisions 45200 Montargis 3.214 qui tr.

NOUS SOUHAITERIONS UN GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL

en pleine expansion nous recherchons pour l'une de nos DIVISIONS
NOTRE RESPONSABLE GESTION
- Agé de 28 ans minimum ;
- Parfaitement bilingue anglais ;
- Formation supérieure (grande école d'ingénieur ou HEC, ESSEC...)
- Ayant une expérience de la gestion de l'informatique en milieu usine.
Ce cadre rattaché à la Direction de la Division, aura pour missions :
- D'élaborer notre plan de développement à cinq ans ;
- D'assurer la synthèse et le suivi du budget annuel ;
- D'assurer le développement de la gestion informatique et de mener nos études de stratégie industrielle.
Si cette opportunité vous intéresse, adressez C.V., rémunération sous n° : AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75001 Paris.

VOUS POSSÉDEZ :

- une formation de Chimiste et éventuellement une première expérience dans la vente de produits chimiques ou fournitures générales pour laboratoire (ou inversement),
- des qualités de vendeur
- un grand dynamisme
- une capacité d'adaptation
2 POSTES DE TECHNIQUE-COMMERCIAUX
au sein d'une entreprise en pleine expansion spécialisée dans la commercialisation de produits chimiques et réactifs de laboratoire, Département Produits de Recherche et de Laboratoire.
Siège de la Société : Banlieue Sud-Ouest Paris.
Adresser C.V. et photo à : Prévisions 45200 Montargis 3.212, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISES COMPTABLES

et de COMMISSARIAT aux COMPTES
recherche
ASSISTANTS (expérience 1 à 2 ans de Cabinet)
Formation Supérieure + D.E.C.S. complet
IL EST OFFERT :
- une chance certaine aux examens par la Région Parisienne essentiellement ;
- une promotion en fonction des compétences ;
- une rémunération évolutive.
Env. C.V. et photo à : Cabinet TUILLET & Cie, 22, rue de la Banque 75002 PARIS

SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION

SPECIALISÉE DANS LA VENTE DE MATÉRIEL MÉDICO-CHIRURGICAL
Recherche
1 INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL EXPORT
Ce poste (future chef de département) intéresse un candidat âgé de 30 ans minimum, possédant une bonne formation technique et commerciale dans la vente de matériel médico-chirurgical.
- Excellent négociateur clients fournisseurs.
- Déplacements fréquents en Algérie.
- Connaissance de l'export (souhaitée).
- Rémunération selon compétence.
- Discretion assurée.
Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous n° T 037 434 M, à : ROCHE-PRESSE, 43 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE
VERRERIE DE LABORATOIRE

Recherchons d'urgence pour siège PARIS 15^e

2 chefs de produits

responsables de la gestion et du développement des ventes de 2 gammes de produits.

Réf. 100 Instrumentation pour l'industrie (pollution, analyse granulométrique, calorimétrie...)

Réf. 200 Verrerie/matériau usage unique. Formation Ecole Sup. du Commerce ou Scientifique (niveau maîtrise ou équivalent).

Pour ces 2 postes nous demandons :

• connaissances de l'anglais lu et parlé ;

• 2 ans minimum d'expérience professionnelle commerciale.

Envoyer C.V. + photo + prétentions :

OSI 145, rue de Javel
75015 PARIS

DIRECTION REGIONALE
DE L'EQUIPEMENT
D'ILE-DE-FRANCE

recherche

INGÉNIEUR DÉBUTANT

ou première expérience

Formation :
- Grande Ecole, Option électronique, génie électronique, automatisme,
pour l'étude et l'exploitation d'équipements de régulation du trafic routier.

Lieu : CRETEIL

Adresser C.V. et prétentions à :

DREIF - DESRET

M. Dominique LE DIEU DE VILLE
79 B, Av. du Mal de Lattre de Tilly
94010 CRETEIL

IMPORTANT CABINET D'AUDIT
ET D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche d'urgence

DES COLLABORATEURS

possédant au moins le D.E.C.S.,
expérience antérieure en cabinet agréé.

Envoyer C.V. et prétentions à :

G.D.C. & Co.
114, avenue Charles de Gaulle,
92522 NEUILLY.

PARFUMS
ROCHAS
PARIS

Marketing Opérationnel
International

La Direction de cette recherche

pour compléter ses structures un

Chef de produits

ayant déjà acquis une expérience Marketing
Commerciale de premier plan dans une Société
Exportatrice.

Le titulaire du poste, rattaché au Directeur du Marketing Opérationnel International participera à la définition de la politique de la marque, contrôlera la réalisation des actions commerciales auprès des filiales et des agents.

Une formation commerciale supérieure H.E.C. - ESSEC - SUP. de CO et/ou MBA est exigée ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'Anglais.

Le lieu de travail est à Paris.

Adresser C.V. et prétentions à : **PARFUMS ROCHAS**
Direction des Relations Sociales 175, rue d'Algermont 75300 Paris

OFFRES D'EMPLOIS

Importante Banque Internationale

recherche pour son

Département Formation

Un Cadre Classe V - VI

Le titulaire de ce poste sera chargé de la formation des cadres bancaires.

Il aura une première expérience dans un établissement bancaire.

Basé à Paris, il participera aux actions de conception et d'animation de la formation.

L'autorité responsable formation et sera disponible pour fréquents déplacements dans les agences de développement.

lettre + C.V. + Monsieur BENOIT
40, rue de la Vierge - 75015 PARIS
Discrétion assurée.

EXPERT EN DROIT SOCIAL

Publication juridique
recherche pour assurer le droit social et du travail et rédiger des études sociales, collaborer à l'élaboration de textes législatifs et réglementaires (minimum 5 ans).

Collaboration avec d'autres activités.

avec C.V. + photo
Conseil, 81, rue de la Vierge
75011 PARIS

CHEF DE SECTEUR

BARDAGES, BAC ACIER

Paris-Sud

Le titulaire de ce poste sera chargé de la gestion du secteur bardages, bac acier.

Il aura pour mission de :

- la gestion d'un portefeuille existant de clients situés sur le territoire français ;

- la promotion d'une nouvelle matière Plastique.

Le candidat, jeune Ingénieur diplômé, devra faire preuve d'une expérience réussie dans la vente.

La nécessité d'évoluer dans un contexte international exige une pratique de l'anglais.

Ecrire avec C.V. + photo réf. 55615
Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

Votre confiance totalement respectée.

Pétrochimique Internationale
recherche pour son siège situé à la DÉFENSE

INGÉNIEUR de VENTE

Matière Plastique

Il aura pour mission dans le cadre d'un investissement important :

- la gestion d'un portefeuille existant de clients situés sur le territoire français ;

- la promotion d'une nouvelle matière Plastique.

Le candidat, jeune Ingénieur diplômé, devra faire preuve d'une expérience réussie dans la vente.

La nécessité d'évoluer dans un contexte international exige une pratique de l'anglais.

Ecrire avec C.V. + photo réf. 55615
Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

Votre confiance totalement respectée.

IMPT GROUPE IMMOBILIER

parisienne et province recherche UN

RESPONSABLE D'OPÉRATIONS

Capable de diriger une équipe chargée du montage et de la réalisation d'importants programmes immobiliers.

FORMATION :
Ce poste requiert une expérience de 10 années dans le domaine du bâtiment soit en tant que directeur, soit dans une société de promotion immobilière (direction générale ou commerciale).

La formation de base pour être technicien (ingénieur), commercial (école ou commerce) ou juridique.

Le titulaire de ce poste aura la responsabilité de la conduite des opérations sous tous ses aspects, depuis la conception jusqu'à la livraison.

APTITUDES SOUHAITÉES :
Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat dynamique, volontaire, rigoureux et capable de s'impliquer aux différents intervenants d'une opération de construction (maîtrise d'œuvre, entreprises, administrations...).

Adresser C.V., photo et prétentions :
CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Office culturel Département Recherche 12788

ANIMATEUR (TRICE)

Fonction : suivi d'opérations immobilières, assistance technique, analyse des besoins. Solide expérience dans une discipline spécialisée.

Votre indépendance.

Adresser C.V. et motivations à : **F.A.C.D.E.**
106, place des Miroirs, 91000 EVRY.

CNRS

recherche pour traductions à domicile de résumés documentaires allemands, des

MÉTALLURGISTES CONFIRMÉS

Env. C.V. : CNRS
Diffusion traduction 28, rue Boyer
75971 PARIS Cedex 20.

L'ENSEMBLE VOCAL de CHEVREUSE-ESSONNE

Chantal PAILLARD

RECRUTE pour l'année 83-84 :
2 basses, 3 alto, 3 ténors

(bonne voix, bon déchiffrement) Répétitions à l'Ecole de Musique de Montigny

+ 1 lundi par mois. Programme : JOHANNES BRUNNEN

(concerts, enregistrements)

adresser à Mme PAILLARD
Tél. : 461-82-63.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE A TOUT FAIRE

ORIGINAL ET EFFICACE

Planteur, transitaire, transporteur, chef de chantier B.T.P.

45 ans, célibataire.

Expérience africaine. Anglais fluide.

Opérations commandes acceptées.

Examinez toutes propositions.

Tél. : (16-1) 873-25-51, le matin.

Architecte DESA, 37 ans, dipl. 1960 après 11 ans d'exp.

Recherche contacts en architecture, fontaine, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

Recherche : architecte, ingénieur, etc.

capitales propositions commerciales

Blue Jeans, Levi 505 & 501 habillés aux États-Unis. 75 modèles Calvin Klein, Luvaton immédiats, FOB New-York.

Tél. : (16-1) 75-02-8080.

Tél. : (16-1) 652-5080, ANTEL.

3806 Williams, Chevy Chase, MD, 20815, USA.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie, Europe).

Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM).

3, rue de la Vierge, PARIS 13^e 09.

L'ÉTAT offre de l'emploi stable à tous les candidats sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM).

3, rue de la Vierge, PARIS 13^e 09.

travail à domicile

CHERCHE TOUS TRAVEAUX Copies, thèses, rapports, etc.

Adresser : universel travaux dactylo à domicile, 11, rue de la Vierge, PARIS 13^e 09.

ventes

de 8 à 11 C.V.

Mise en vente d'un immeuble de 504 m², belle maison, rénovée récemment (lustrage général), joint cassés refaits, allumage neuf, poêle neuf, trucs refaits. Prix 18.000 F. Le chèque devra être libellé à l'ordre de AIDA-POL-O-GINE.

8, rue de l'Europe, Paris. La voiture sera vendue au nouveau propriétaire après annonce de l'acheteur du chèque par FAXA pour tous renseignements prof. KYRIL RYJIK, départ de l'Université, Paris-VII.

Tél. 63-72-87.

plus de 18 C.V.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 1000 F. 236-68-00 poste 303.

Mercedes 300 SL, 1936, 1200 cc, 160 km/h, 100

AFFAIRES

LE FINANCEMENT DU SECTEUR PUBLIC

C.I.L.-HONEYWELL BULL A BESOIN D'AU MOINS 2,5 MILLIARDS DE FRANCS EN 1983

M. Jacques Stern, P.-D.G. de Machines Bull et de C.I.L.-H.B., et de M. Francis Lorenz, directeur général de la Compagnie, ont présenté, le 20 décembre, le plan de réorganisation du groupe et annoncé officiellement la prise de contrôle par C.I.L.-H.B. du département péri-informatique du groupe Thomson.

La nouvelle structure est en place à partir du 1^{er} janvier visé par le plan de la Compagnie Machines Bull et de C.I.L.-H.B. correspondants à quatre domaines principaux d'activités. La C.I.L.-H.B. proprement dite pour les systèmes d'information, la SEMS (mini-informatique) une filiale bureau-informatique. Cette dernière devrait perdre ses pertes, décentraliser ses responsabilités et faciliter d'éventuelles coopérations extérieures.

Faute d'un effort financier important, la collectivité, il est hors de question que C.I.L.-Honeywell Bull puisse assumer le rôle de pouvoirs publics souhaitant voir jouer dans le développement de la filière électronique. Tel est le message que les dirigeants, six mois après leur entrée en fonctions, ont formulé devant la presse.

« Trainant un passé épineux, héritant d'une entreprise à capitaux propres et d'une ligne de produits disparate », le problème de C.I.L.-H.B. se résume en quelques chiffres choqués. En 1983, les frais financiers représenteront 10 % du chiffre d'affaires, évalué à 9 milliards de francs. Les investissements obligatoires pour assurer la simple continuité des produits à financer le parc local d'équipement à près de 30 % du chiffre d'affaires. Pour garder le chiffre avec le marché, il faudrait consacrer environ 10 % des ventes à la recherche-développement. Or C.I.L.-H.B. ne peut, sur ses ressources propres, autofinancer qu'une part seulement de ces dépenses. Les demandes de la Compagnie portent donc sur plusieurs points.

Il faut d'abord « boucher les trous » de 1981-1982 (1,8 milliard de francs), l'entreprise n'ayant pratiquement plus de capitaux propres. Elle peut ensuite autofinancer que 7 % de ses recherches. A la différence d'autres grands groupes français ou étrangers du secteur de l'électronique, C.I.L.-H.B. n'a pas accès à ces « aides déguisées » que sont, dans les pays, les subventions militaires, ceux au téléphone ou les grands programmes comme l' nucléaire. Aussi demande-t-elle que les pouvoirs publics prennent en compte ce handicap et, d'une façon ou d'une autre, financent la part des dépenses en recherche et développement supérieure à 7 % de son chiffre d'affaires (soit 300 millions de francs environ par an pour un chiffre de 10 %).

Enfin, elle souhaite ramener, en trois ans, de 10 % à 4 % (soit 100 millions de francs par an) la part des frais financiers, en diminuant, par quelque biais que soit, le niveau de son endettement. Au total, C.I.L.-H.B. aurait donc besoin, en 1983, d'au moins 2,5 milliards de francs. C'est un minimum, estiment les dirigeants, l'on sait que l'entreprise ait une chance de s'en sortir.

« Nous ne deviendrons pas profitables avant 1986 », avertit M. Stern, [mais] la collectivité doit savoir que si échouons, si les adoptions, faute de moyens financiers, stratégie de repli, transformant simple commerçant vendant les produits des autres, la France ne reviendra plus jamais dans l'industrie informatique. »

Les entreprises nationalisées souhaitent recevoir 50 milliards de francs de fonds propres en trois ans

Les onze sociétés nationalisées (1) du secteur concurrentiel ont remis leurs plans d'entreprise au ministère de la recherche et de l'industrie : le SNIAS, la SNECMA, la Matra, la Dassault, négociant, pour leur part, avec le ministère de la défense. Dans ces plans, a indiqué le ministre de la recherche et de l'industrie, chaque groupe expose ses hypothèses de travail, présente ses activités actuelles, développe ses objectifs en matière de produits, marchés, recherche, d'emploi, de balance commerciale. L'effet d'entraînement de ces projets sur P.M.E. ainsi que leurs implications financières sont également traitées.

Pour la plupart de ces entreprises, l'exercice a été salubre, a indiqué le ministre, il y a obligés à réfléchir sur leur devenir à moyen et long terme. En outre, les syndicats ont été impliqués dans l'élaboration de ces plans, ce qui constitue une « première mondiale ». M. Chevènement a jugé que ces plans étaient, dans l'ensemble, « de qualité ». Deux entreprises cependant n'ont « vu les problèmes dans toutes leurs dimensions » : la Régie Renault et la Compagnie des chemins de fer.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE Dialogue Etat-patrons

Pour nombre de journaux, l'assemblée de patrons réunis à Villepinne, le 14 décembre, marque l'annonce d'un vrai dialogue entre l'Etat et les entreprises. Toutefois, les plus réservés, tel François Hillaud qui affirme dans l'HUMANITE-DIMANCHE : « Le rassemblement de Villepinne est une vaste opération publicitaire en vue des élections. Or ces élections ont des intérêts au grand patronat et ceux des partis de droite. L'ambition du dialogue, la mise des salariés, le redressement national ne sont pas à chercher dans cette voie. Georges Marchais a exposé, lors d'une conférence récente, les atouts et les moyens dont notre peuple dispose pour sortir de la crise. C'est le rôle de l'action, par les communistes pour produire français, pour que les travailleurs puissent utiliser leurs droits et pour la progression du pouvoir d'achat. »

ROUGE, hebdomadaire à la ligne communiste révolutionnaire (trotskiste) observe : « plus le gouvernement cède, plus les patrons en demandent ». L'organe de la L.C.R. estime : « A ceux, choqués par la salle pleine de vingt mille patrons au coudo-coudo pour leurs privilèges, C.G.T., C.F.D.T., P.S., P.C. doivent proposer une mobilisation unitaire. Elle seule peut venir à bout de l'arrogance patronale. »

INFORMATIONS OUVRIÈRES, organe central du parti communiste internationaliste (trotskiste) dénonce également les exigences de M. Gattaz, et propose la solution : « que la majorité P.S.-P.C.F. s'engage à respecter le droit conféré par les lois sociales et la jeunesse, qu'elle prenne les premières mesures énergiques pour bloquer les licenciements, organiser l'embauche massive, préserver les emplois des familles populaires, l'ensemble des acquis ouvriers, l'école publique. Et, pour cela, qu'elle chasse Jacques Delors, le représentant direct du C.N.P.F. au sein du gouvernement. »

Aux yeux d'ASPECTS DE LA FRANCE et du PÉLERIN, les patrons ont lancé « S.O.S. » A-t-il été entendu ? Pierre Pujol, dans l'hebdomadaire royaliste répond : « Les organisateurs de ces états généraux veulent ouvrir les yeux des Français à la réalité de l'en-

treprise. L'intention est louable, mais il ne faut pas s'illusionner sur la portée d'une telle initiative. D'abord parce que la démocratie nourrit les faiseurs d'utopie et leur donne prise sur un grand nombre de nos compatriotes. Désintoxiqués des esprits n'est pas une petite affaire. Ensuite, ceux qui l'ont fait convaincre, ce sont, plus encore que la masse des Français, ceux qui détiennent l'autorité politique. Or ces derniers sont englués dans leur idéologie. Plutôt que de prendre en considération les revendications des chefs d'entreprise, ils préfèrent les désigner comme les bons éléments des difficultés économiques du pays. »

De son côté, Jean Pujol, du PÉLERIN, observe : « La nouvelle politique économique, inaugurée au printemps 1982, est généralement interprétée dans les milieux patronaux comme le signe d'un retour à la normalité. Cela étant, le discours gouvernemental officiel demeure flou. Il situe dans la continuité par rapport à la première année du septennat, une politique qui, par bien des aspects, semble s'inscrire plutôt en rupture. Cette ambiguïté n'est pas douteuse, elle est utile, mais elle ne prépare guère l'opinion à l'entendre : le discours des chefs d'entreprise. »

Quant à Alain Griotteray, dans LE FIGARO MAGAZINE, il estime que les « patrons ne peuvent pas tirer les conséquences de la machine à vapeur qui s'est mise en marche en juin 1981 ». Dans L'ESPRESSO, Noël-Jean Bergeron, qui a retenu qu'une seule intervention de l'Etat, celle de l'Etat patronal : « la volonté, écrite, d'améliorer l'image dans l'opinion », celle de demeurer l'interlocuteur du gouvernement. Il salue au passage « l'exemple opérationnel de marketing économique » du C.N.P.F.

Jacques Mornand, dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR, est plus catégorique. Il évoque « le début d'une réconciliation » entre pouvoirs publics et patronat. L'annonce d'un éventuel « compromis historique » avant de conclure : « L'entente donne à commencer le dialogue gouvernement-patronat reprend. »

La franchise reconnaissance, jusqu'à l'Elysée, du rôle des entreprises et la gestion économique rigoureuse inaugurée en juin dernier, « probablement créé un terrain d'entente », explique, dans l'HEBDOMADAIRE CHRETIEN, Philippe Warner qui ajoute : « La France de gauche devrait reconnaître qu'elle a besoin des chefs d'entreprise-travailleurs. Mais ceux-ci devraient enfin - prendre qu'il n'y a pas de dialogue social qui puisse faire l'économie d'une prise en compte de la réalité syndicale. »

Pour Dominique Audibert, dans LE POINT, M. Yvon Gattaz « joue son succès » sur le « pari d'une coexistence à ras de terre avec la gauche débarrassée de préjugés idéologiques ». Il poursuit : « mais, pour que la mayonnaise prenne vraiment, il faudra de part et d'autre, dans les rangs du patronat, dans ceux du gouvernement, cet ingrédient impalpable mais si précieux : la confiance. »

Il est vrai que, elle, tout geste de bonne volonté, qu'il vienne des patrons ou du gouvernement, apparaît comme une manœuvre hypocrite. - A. CH.

ÉTRANGER

Au Brésil

LE PRESIDENT DE LA BANQUE CENTRALE PROPOSE UN PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT FINANCIER

M. Langoni, président de la Banque centrale du Brésil, a proposé, lundi 20 décembre à New-York, un programme d'assainissement financier aux représentants de banques internationales et de banques nationales. Le dollar a coté ce jour à 185 pesos sur le marché dit « contrôlé » et à 148 pesos sur le marché dit « libre », ce qui équivaut à une dévaluation de 17 % par rapport au premier cas de 53 % dans le second par rapport au premier précédent.

Selon M. Langoni, M. de La Rosière, directeur exécutif du F.M.I., s'est montré conscient de la nécessité de venir au Brésil.

Le programme comprend quatre points principaux, qui devraient permettre au Brésil de faire face à ses dettes extérieures d'environ 12 milliards de dollars (et 100 milliards de cruzeiros).

● Maintien des lignes de crédit pour les dettes commerciales à court terme d'un montant de 8,8 milliards de dollars.

● Prolongation de l'échéance d'un milliard de 4,4 milliards de dollars venant à échéance en 1983.

● Nouveau prêt de 4,4 milliards de dollars.

● Renouvellement des lignes de crédit inter-bancaires et banques brésiliennes.

M. Langoni a déclaré que le Brésil, en contre-partie, s'engagerait à faire des économies et à combattre l'inflation.

Il a affirmé qu'il y avait de réelles réductions du déficit du secteur public. La structure des taux d'intérêt sera réajustée par l'élimination graduelle des subventions à l'agriculture et par l'arrêt des augmentations importantes de la dette publique.

Enfin, M. Langoni a promis une « réelle » dévaluation par l'accélération de la cadence de dévaluation par rapport au dollar pour atteindre un taux dépassant 100 pesos par dollar.

Mardi, M. Langoni s'entretient à New-York avec des comités spécialisés formés par les banquiers. Ces comités feront, à leur tour, des recommandations aux quelques mille quatre banques privées et vingt-neuf banques centrales créditrices du Brésil. - (A.F.P.)

COMMERCE INTERNATIONAL

MAGNÉTOSCOPES : BRUXELLES RÉAGIT

La Commission européenne a démenti le 20 décembre la France qui, le 1^{er} janvier, a imposé des restrictions aux importations de magnétoscopes : autrement dit de revenir sur son refus d'effectuer les opérations de dédouanement au seul centre de Poitiers.

Elle demande également pour le 1^{er} janvier que la France cesse d'exiger la rédaction en français de documents d'accompagnement des marchandises importées.

Dans les deux cas, la Commission a demandé à la Cour européenne de justice si le gouvernement français ne se conforme pas à ses engagements. - (Corresp.)

EN SUÈDE AUSSI...

Stockholm (A.F.P.). - Le Parlement suédois a voté, jeudi soir, l'établissement d'une taxe sur les importations (soit d'une taxe de 10 % sur l'achat de chaque magnétoscope. La mesure deviendra effective le 2 janvier. Le pays suédois s'élève en Suède à deux millions quatre-vingt mille appareils pour huit millions d'habitants.

GRACE A UN NOUVEAU RÉGIME DE CHANGE

Le Mexique espère restaurer la conférence sur le plan international et stimuler les exportations

Mexico. - Allègement du contrôle des changes et nouvelle dévaluation des caractéristiques principales du nouveau système entré en vigueur le lundi 20 décembre. Le dollar a coté ce jour à 185 pesos sur le marché dit « contrôlé » et à 148 pesos sur le marché dit « libre », ce qui équivaut à une dévaluation de 17 % par rapport au premier cas de 53 % dans le second par rapport au premier précédent.

La dévaluation, qui visait à procurer des devises à la fois pour le paiement des dettes extérieures et pour le développement du pays, a été précédée par une dévaluation de 17 % en 1976, ce qui avait entraîné une dévaluation de 148 pesos sur le marché « libre » qu'à procurer des devises étrangères (en tout cas tant que les deux ne se sont pas rapprochés).

La nouvelle réglementation prévoit que les devises « contrôlées » et « libres » finiront par se rejoindre. Le premier objectif est de faire passer le dollar à 100 pesos à la fin de 1983. Au contraire, la réglementation progressive de la dévaluation devrait contribuer à ce que les prix sur le marché « libre » soient sensiblement en fil à plomb.

La dévaluation sera appliquée aux exportations, à la dette publique et privée, à l'essentiel des importations, aux dépenses extérieures du corps diplomatique, ainsi qu'à la participation financière dans les organismes internationaux. Toutes les transactions se feront sur le marché « libre », dont les dévaluations seront théoriquement le reflet de l'offre et de la demande. En fait, le taux sera fixé chaque jour par les banques, c'est-à-dire par le marché (sauf le long de la frontière nord où les transactions se font en dollars).

« A titre provisoire, la Banque nationale a décidé le maintien d'un taux de 70 pesos pour les dettes engagées avant l'entrée en vigueur des mesures nouvelles. Il a prévu en outre un plan pour les transactions futures à long terme qui sera inférieur au taux « contrôlé ».

Selon les prévisions officielles, le Mexique disposera en 1983 de 20 milliards de dollars de devises (dont 18 milliards de dollars de devises en raison des nouvelles dettes acquies à l'étranger). Ce total, 14 milliards de dollars de devises, de la dette publique et privée, et 11 milliards de dollars de devises, des dettes extérieures.

Allègement du contrôle des changes et dévaluation étaient prévus depuis longtemps. La simple nomination, le 10 décembre, de Miguel Alemán comme directeur du Banco de Mexico en a été l'annonce. Il avait été chargé de diriger le centre de Poitiers. Le 31 août, le Mexique avait annoncé la nationalisation des banques et l'établissement du contrôle généralisé des changes décidé par le président Carlos Lopez Portillo.

Quant au nouveau système, le gouvernement espère faire connaître les résultats du Mexique à l'extérieur, attirer les touristes que la dévaluation a encouragés.

FAITS ET CHIFFRES

Commerce extérieur

● Un protocole d'accord pour la coopération économique et industrielle entre Oman et la France a, pour la première fois, été signé le 19 décembre, à Mascate, par M. Jobert, ministre français du commerce extérieur, et le ministre omanais du commerce et de l'industrie, M. Mohammed Zubeir.

● M. André Bergeron, reçu le 20 décembre par M. Mitterrand, a réaffirmé son « souci de voir préserver la politique conventionnelle » qu'il entend défendre en matière de salaires et en matière de stabilité dont le gouvernement, dans le contexte de crise économique, a autant besoin que les gouvernements précédents. Le secrétaire général du F.O. ne croit pas vraiment à une « amélioration » du chômage. A propos de la mise en œuvre du décret du 24 septembre sur l'assurance-chômage, M. Bergeron a demandé au chef de l'Etat qu'il n'ait pas rétroactivé pour ceux qui sont déjà au chômage et que soit donnée « l'interprétation la plus large à ce décret, afin que les incertitudes en soient les moins lourdes possibles. »

● La C.F.T.C., à l'occasion de la réunion de son conseil confédéral à Paris, a dénoncé le « danger d'un affaiblissement de la politique contractuelle ». Elle a demandé le gouvernement et le patronat « une tête-à-tête qui exclurait les partenaires sociaux » et ferait porter en priorité, par les salariés, le poids du redressement des erreurs.

L'U.M.O.A. A VINGT ANS

L'Union Monétaire Ouest Africaine (U.M.O.A.) a vingt ans le 1^{er} novembre 1982. Forme achevée d'intégration monétaire, elle regroupe actuellement le République Populaire du Bénin, la République Côte-d'Ivoire, la République de Haute-Volta, la République du Niger, la République du Sénégal et la République togolaise.

Ces six Etats membres de l'Union créée par le traité du 12 mai 1962 entré en vigueur le 1^{er} novembre 1962 disposent d'une unité monétaire commune, le franc de la Communauté Financière Africaine (C.F.F.A.) émis par l'institut d'émission commun, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (B.C.E.A.O.) dont le siège est à DAKAR (République du Sénégal).

Après dix ans de fonctionnement, le 20 décembre 1972, les autorités monétaires de l'Union ont décidé de franchir une nouvelle étape : vue d'une participation plus active à la politique monétaire au développement à l'intégration économique des Etats membres. La mise en œuvre de cette orientation a nécessité une réforme des institutions monétaires dont l'aboutissement a été la signature, le 14 novembre 1973, des nouveaux statuts de l'Union.

Dans le cadre de cette réforme, une institution de financement du développement économique régional a été créée, la Banque Ouest Africaine de Développement (B.O.A.D.) dont le rôle est de favoriser l'intégration économique et le développement de la zone monétaire que constitue l'U.M.O.A. Le siège de la B.O.A.D. est installé à LOMÉ (République Togolaise).

Presse de la Fondation nationale des sciences politiques

Enfin réédité dans la collection

Références

Emploi et chômage

Sous la direction de Jacques Mairesse

René Aglietta, Jean-Michel Charpin, Pierre Eslier, Jacques Freysinet, Edmond Malinval, Bernard Mériaux, Michael J. Piore, Robert Solow, Bernard Soulaige.

Références, volume simple, 184 p., 32 F.

27, rue Saint-Jacques, 75007 Paris Tel. 260.39.60 / 222.09.35

RÉGIONS

Ile-de-France

LE BUDGET DE PARIS EN DISCUSSION

L'opposition municipale accuse M. Chirac de sacrifier les investissements

Le débat sur le budget de la capitale en 1983 s'est ouvert lundi 20 décembre au Conseil de Paris. Mené sans discontinuer pendant deux jours et demi, il s'achèvera mercredi 22 décembre dans l'après-midi. Cette année encore, et plus que jamais en raison de la proximité des élections, il a donné lieu, dès l'ouverture, à une mêlée parfois confuse de chiffres, de propositions bourrées d'arrière-pensées et d'arguments de qualité inégale à travers quoi on peut néanmoins distinguer deux conceptions opposées de la gestion des fonds publics : celle de la majorité municipale - fort prudente - et celle de l'opposition, qui accuse la première d'être « frileuse ».

Contre le projet de budget présenté par M. Jacques Chirac (*le Monde* du 18 décembre), l'opposition a été menée par le groupe socialiste par MM. Georges Sarre et Daniel Benassaya et au nom du groupe communiste par Mme Christiane Schwartzbard et M. André Voguet.

M. Sarre s'est d'abord appliqué à « rétablir la vérité » sur les impôts et taxes que paieront l'an prochain les Parisiens. M. Chirac avait annoncé que le produit fiscal global ne progresserait que de 8 %. En additionnant les impôts directs et indirects, les taxes d'enlèvement des ordures et de balayage ainsi que la redevance d'assainissement, le président du groupe socialiste aboutit à une charge de 6,6 milliards de francs qui devra être acquittée par les habitants de la capitale en 1983, soit une augmentation de 10,3 %.

Le désengagement de l'Etat dont se plaint la majorité du Conseil ? M. Sarre assure qu'il s'agit là d'un faux procès. Il le démontre en citant la participation de l'Etat aux recettes parisiennes au cours des quatre dernières années : 25,7 % en 1980, 26,4 % en 1981, 26,2 % en

1982 et 27,6 % en 1983. « Au total, dit-il, l'aide de l'Etat à Paris a augmenté de 54 % en trois ans ».

S'attaquant aux fonds de roulement, à la réserve générale et aux provisions prévues par le budget, le responsable socialiste affirme qu'il s'agit d'autant de « cagnottes » constituant « une marge de manœuvre utile pour faire tomber à point nommé la manne électorale ». Aussi suggère-t-il, par un projet de délibération, de supprimer une part de ces recettes pour réduire les impôts et d'en affecter le solde aux investissements, notamment pour améliorer les conditions de travail et de logement de la police.

Cette proposition a pour objet de faire pièce - sans succès - à l'idée lancée par M. Chirac de diminuer de 40 millions la contribution de la Ville aux dépenses de la préfecture de police pour la transformer en une aide directe aux policiers de la capitale. Entre autres aménités, M. Sarre a qualifié cette idée de « pirotechnie dérisoire » et de « coup publicitaire ».

Les dossiers de l'an 2000

Mais c'est surtout sur les crédits pour les travaux nouveaux que M. Sarre et les autres orateurs de l'opposition ont été les plus critiques. « Les 2,2 milliards d'investissement pour 1983, ont-ils expliqué, représentent seulement 27 % du budget de Paris alors qu'à Marseille, par exemple, cette proportion est de 43 %. Une telle prudence obère le développement de la capitale ». Bien sûr, il y a la construction du palais omnisports de Bercy, les socialistes - mais non les communistes - la qualifient d'opération de prestige. Ils s'indignent de ce que le

Conseil de Paris doive lui affecter en trois ans 760 millions de francs, alors que le devis initial était de 200 millions.

En revanche, socialistes et communistes sont unanimes à dénoncer l'insuffisance des crédits affectés au logement. Toutes additions faites, ceux-ci - qui étaient de 767 millions en 1982 - ne seraient plus que de 645 millions l'an prochain, soit une diminution de près de 16 % que M. Sarre juge « ». En outre, selon plusieurs intervenants, ces investissements ne sont pas affectés au logement social mais à des appartements dits à loyer intermédiaire destinés aux classes moyennes.

Pour le reste, ni le budget de la culture (3 % à Paris contre 8 % à Marseille et 10 % à Lille), ni celui des écoles, ni celui du bureau d'aide sociale (« géré comme une boutique », dit M. Sarre), ni celui de la propriété, ne trouvent grâce aux yeux de l'opposition, qui les estime soit « étiés », soit « gaspillés ».

« En définitive, a conclu le président du groupe socialiste, depuis cinq ans, vous n'avez pas modifié les tendances lourdes qui affectent la capitale. Paris continue à perdre ses habitants et ses emplois, à manquer de logements sociaux, à être la capitale de la spéculation foncière. Aucune démocratie locale vivante ne s'est développée. Il n'a fallu attendre les initiatives de l'Etat pour ouvrir les dossiers du Paris de l'an 2000 ».

En fin d'après-midi, le Conseil a voté le budget annexe des Pompes funèbres, mais il a refusé d'approuver celui de l'Assistance publique, consentant néanmoins à assurer la contribution de la Ville à ses investissements, soit une somme de 90 millions de francs pour 1983.

MARC AMBROISE-RENDU.

Bretagne

Le nouveau centre de Corsen veille sur un trafic de 52 000 navires par an

De notre envoyée spéciale

Le centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage de Corsen-Ouessant (CROSS-CO) situé près du Couquet, dans le Finistère, a été inauguré le lundi 20 décembre par M. Louis Le Pen, ministre de la mer.

Corsen. - Depuis 1978, année « noire » des marées du même nom, les accidents de pétroliers ont cessé d'être une fatalité. La catastrophe de l'*Amoco Cadiz* a conduit la France à prendre une série de mesures et à se doter d'équipements de surveillance et d'intervention à la dimension du trafic en Manche. Cinquante-deux mille navires par an, dont 10 % de pétroliers, un tanker toutes les demi-heures, 1 million de tonnes de pétrole par jour, passent le long des côtes de Bretagne et de Normandie.

Des « rails » de navigation et des « sens uniques » ont été institués. Depuis l'inauguration de la tour-radar d'Ouessant en 1980, les informations fournies par le radar étaient traitées sur l'île. Mais la marine nationale avait demandé la construction d'un CROSS sur la terre ferme.

C'est chose faite puisque le CROSS-CO a ouvert ses portes le 15 octobre 1982 (coût des travaux : 60 millions de francs). Il est le dernier-né de la chaîne des CROSS de Griz-Nez (Pas-de-Calais) à La Garde (en Méditerranée), qui ont pour mission de coordonner les opérations de sauvetage, détecter les pollutions, assurer la police des pêches, surveiller le trafic maritime.

Les cinquante personnes qui forment l'équipage de Corsen reçoivent les informations envoyées de la tour d'Ouessant par faisceaux hertziens. Les bateaux entrant dans le « rail » sont systématiquement localisés, répertoriés et prévenus au cas où ils emprunteraient une voie interdite. Cette politique préventive a porté ses fruits. Il y avait vingt bateaux contrevenants par jour en 1978 lors de la mise en place de la réglementation, il n'y en a plus aujourd'hui qu'un ou deux.

M. Le Pen, dans son allocution, a réclamé l'unification internationale des procédures de contrôle des bateaux.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

L'année du territoire

1982

Récapitulatif et prospectif, le premier livre-memento rassemblant faits et chiffres qui ont marqué l'espace et notre environnement en 1982. Aménagement, urbanisme, transports, architecture, immobilier, BTP, collectivités locales et régions : des aspects de l'actualité que l'agence Urbapress explore et relate semaine après semaine.

nom :
organisme :
adresse :

□ souhaite recevoir ... exemplaires (s) du livre-memento « L'Année du Territoire 1982 » au prix unitaire de 153 F TTC (inclure paiement par chèque bancaire)
□ souhaite s'abonner au bulletin hebdomadaire de l'agence Urbapress (3 627,50 F TTC/an) □ ou dans un premier temps recevoir un spécimen.
URBAPRESS
A RENVOYER A : 9 rue Turbigo
75001 PARIS, tel. 297 41 77.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE LA HENIN

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 15 décembre 1982 sous la présidence de M. Jean Lamey, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 août 1982.

Celle-ci font ressortir un bénéfice net de 247 793 073 F contre 87 142 031 F pour l'exercice précédent, cette progression s'expliquant principalement par les plus-values dégagées à la suite des nationalisations d'une part lors de la cession de parts des obligations indoménables reçues en échange des actions Banque de La Hénin et Sofinco La Hénin, d'autre part, à l'occasion de la cession d'actions Cogefimo.

Compte tenu du report à nouveau au 1^{er} septembre 1981 de 37 479 073 F, l'assemblée a décidé les affectations suivantes :

- dotation à la réserve spéciale des plus-values à long terme d'une somme de 166 900 466 F.
- distribution d'un dividende global de 80 684 475 F.
- report à nouveau de 37 687 207 F.

Les actionnaires bénéficiant de l'avoir fiscal percevront ainsi un revenu de 27,75 F comprenant un dividende de 18,50 F et un avoir fiscal de 9,25 F. Ce dividende sera mis en paiement le 21 décembre 1982 (coupure n° 37).

La valeur estimée de l'action Compagnie La Hénin, sur la base du bilan au 31 août 1982, après nationalisation de ses activités bancaires et sur la base de l'actif net consolidé au 31 décembre 1981, est dans les deux cas, d'environ 650 F.

L'assemblée générale a, par ailleurs, renouvelé le mandat d'administrateur de M. Maurice Gontier, vice-président directeur général, pour une période de six années.

comment préparer...

SCIENCES-PO

100 pages, 10 ou 20 ans, 200 pages
Présentation des I.E.P. (Paris, Province), conseils de méthode, présentation des épreuves, annales, débouchés, etc.

les GRANDES ECOLES de COMMERCE

372 pages, liste des préparations avec leurs résultats, les épreuves des concours, annales et cartouches, présentations détaillées de 28 écoles, débouchés et salaires.

les ETUDES MEDICALES

118 pages, présentation de la réforme des études médicales, programmes et analyses des statistiques du PCEM 1 pour les CHU de Paris (province sur demande)

VENTE en librairie diffusion VUBERT ou par correspondance 40 F par guide en chèque à l'ordre de : 16 rue du Chêne - M. Dume - 75004 - T. 325 53 30

M.M.B.

Le conseil d'administration de la société M.M.B. s'est réuni le 13 décembre 1982, sous la présidence de M. Raymond Abecassis.

Les administrateurs ont examiné le projet de bilan social au 31 octobre 1982, qui se solde par un bénéfice net après impôt de 8 815 000 F, conforme aux prévisions.

L'assemblée ordinaire des actionnaires de la société se tiendra au mois de mars 1983, à une date qui n'est pas encore définitivement arrêtée.

Il lui sera proposé notamment de ratifier le changement d'adresse du siège social de M.M.B. Le conseil d'administration a en effet exprimé le souhait de transférer le siège social du 5, rue Beaujon, Paris 8^e au 4, rue de Presbourg, Paris 16^e.

Il est porté à la connaissance des actionnaires les décisions suivantes qui se placent dans le contexte de restructuration amorcée depuis plusieurs mois :

- 1^o Rachat par M.M.B. des 40 % du capital de Hausmann Gestion précédemment détenus par le groupe Manurhin.
- 2^o Cession directe de 31 000 titres libriste Aristide Quillier (L.A.Q.) entre Hausmann Gestion et M.M.B.

Ainsi, M.M.B. se trouve détenir directement environ 80 % du capital de L.A.Q. 3^o D'autre part, les sociétés M.M.B. et L.A.Q. ont poursuivi l'opération de reclassement de titres Dernières Nouvelles de Strasbourg (D.N.S.) auprès d'investisseurs associés. Dans ce cadre, la Banque fédérative du Crédit mutuel va acquérir environ 7 000 titres D.N.S. Rappelons que l'action D.N.S. est cotée à Nancy.

Après cette opération, la structure du capital de D.N.S. sera la suivante :
M.M.B./L.A.Q. 51 %
Investisseurs associés 33 %
Groupe B.N.P. 9 %
Autres actionnaires 7 %

SOFCOMI

Les engagements bruts de l'exercice devraient être de l'ordre de 120 MF, dont environ 20 % en location simple. Au total, les engagements bruts de la Société depuis l'origine dépasseraient 1 milliard de francs. Le patrimoine « propre » de la Société affecté à la location simple s'élèverait alors à un montant supérieur à 330 MF, dépassant sensiblement l'ensemble des fonds propres.

Sur la base de la situation arrêtée au 30 septembre 1982, les résultats attendus pour l'exercice 1982, sans évaluer les imprévus, et compte tenu des conversions d'obligations déjà réalisées ou prévues, affectées à l'emprunt convertible 1974, permettent d'envisager une progression satisfaisante du dividende.

EURAFRANCE

L'assemblée générale ordinaire réunie le 17 décembre 1982 sous la présidence de M. Michel David-Weill a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1982 qui font apparaître un bénéfice de 75,40 millions de F contre 66,48 millions de F au titre de l'exercice 1980/1981 (+ 13,4 %).

Il a été décidé de distribuer un dividende net de 20 F par action assorti d'un droit à récupération de l'impôt déjà payé au Trésor de 10 F, en proportion de 8 F encaissés par rapport au dividende de l'exercice précédent. Ce dividende sera mis en paiement le 20 décembre 1982.

L'AIR LIQUIDE

Pour des raisons de sécurité, la société L'AIR LIQUIDE attire l'attention de ses clients sur le fait que les bouteilles de gaz sous pression, portant sa marque, doivent être remplies exclusivement par L'AIR LIQUIDE.

OBLISEM

L'assemblée générale des actionnaires, réunie le 20 décembre 1982, sur deuxième convocation, sous la présidence de M. Patrick Thillier, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1982 ainsi que les résolutions qui lui ont été soumises.

Elle a décidé la mise en paiement d'un dividende de F. 12,20 assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de F. 1,01, ce qui porte le revenu global à F. 13,21 contre F. 12,58 l'an passé. Ce dividende sera payable à partir du 23 décembre 1982 à 12 heures, aux guichets du Crédit Industriel et Commercial et des banques adhérentes à son groupe.

Comme les années précédentes, la société offre temporairement à ses actionnaires la possibilité de rembourser leurs dividendes en souscrivant de nouvelles actions et ce, en franchise de tout droit d'entrée.

Banque de La Henin

Société Anonyme au capital de 115.274.250 francs 16, rue de la Ville-Évêque, 75384 PARIS Cedex 08 - Tél. : (1) 265.35.15 - B.P. 463 - R.C.S. Paris B 542 095 948

ÉMISSION DE DEUX EMPRUNTS F 500 MILLIONS

EMPRUNT A TAUX VARIABLE DE F 150 MILLIONS
représentés par 30 000 obligations de 5 000 F nominal

Prix d'émission : le pair soit 5 000 F par obligation

Jouissance et règlement : 3 janvier 1983

Durée : 8 ans

Intérêt : variable, égal à la moyenne des Taux Moyens Mensuels du Marché Monétaire au jour le jour entre banques, en France, augmentée de 10 % de sa valeur payable le 3 janvier de chaque année et pour la première fois le 3 janvier 1984

Intérêt minimum garanti : 10,75 %

Amortissement : au pair, en totalité à la fin de la huitième année

Amortissement anticipé : autorisé par rachats en bourse, possibilités de trois O.P.A.

Cotation : demandée à la Bourse de Paris

EMPRUNT A TAUX FIXE ET A BONS DISSOCIABLES DE F 350 MILLIONS
en 2 séries A et B de 35 000 bons chacun de 5 000 F nominal

Prix d'émission : le pair soit 5 000 F par obligation, les deux séries A et B étant libérées de l'émission, la souscription d'un titre d'une série implique la souscription d'un titre de l'autre

Jouissance et règlement : 3 janvier 1983

Durée : série A : 7 ans série B : 12 ans

Intérêt annuel : série A : 15,90 %

série B : 16,10 %

payable le 3 janvier de chaque année et pour la première fois le 3 janvier 1984

Taux de rendement actuariel brut moyen ou règlement : 16,01 %

Amortissement : au pair en totalité à la fin de la septième année pour la série A et à la fin de la douzième année pour la série B

Amortissement anticipé : autorisé par rachats en bourse

Cotation : demandée à la Bourse de Paris sur deux lignes différentes

Une note d'information (visu COB n° 82 208 du 30-11-1982) peut être obtenue, sans frais, au siège social et auprès des établissements chargés du placement

B.A.O. du 20 décembre 1982

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. POLOGNE : « Une blessure ouverte pour la gauche », par Jeri Peikman ; « Ni syndicat ni parti, vive Solidarnosc ! », par Didier Anger ; « Un nouveau témoignage sur Katyn ».

ÉTRANGER

- 3-4 EUROPE
- ITALIE : le débat parlementaire sur la « filière bulgare » ; les déclarations de M. Rognoni, ministre de l'Intérieur.
4. DIPLOMATIE
4. AMÉRIQUES
5. PROCHE-ORIENT
5. ASIE
- AFGHANISTAN : des témoignages accablants pour l'U.R.S.S. ont été présentés au « Tribunal permanent des peuples ».

POLITIQUE

6. La campagne pour les élections municipales à Paris.
7. « Trois visages du socialisme français » (III), par Maurice Duvarger.

SOCIÉTÉ

8. Les jeunes et la prison.
9. DÉFENSE
10. ÉDUCATION : le projet d'unification du système éducatif.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

11. Herpèsvirus : le trépan d'une révolution thérapeutique.
12. « Quelle médecine pour le sport ? », par le docteur Régis Sorel.

CULTURE

14. DANSE : Viole Farber à l'abbaye du Ronceray.
- THÉÂTRE : Superdopant ze show à l'Odéon.
16. COMMUNICATION.
- Nouveau plan de développement à l'A.F.P.

ÉCONOMIE

23. CONJONCTURE.
- SOCIAL : l'échec de la conférence de l'OPEP.
24. AFFAIRES : le financement du secteur public.
- ÉTRANGER.

RÉGIONS

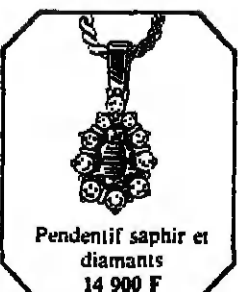
25. DES PATRONS SUR LE TAS : « Mille sans gants », Point de vue par Pierre Goh.
26. ÎLE-DE-FRANCE : la discussion du budget au Conseil de Paris.

RADIO-TÉLÉVISION (16) INFORMATIONS « SERVICES » (22) :

- Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (17 à 21) ; Carnet (22) ; Programmes des spectacles (15) ; Marchés financiers (27).

Portez-le pour les fêtes avec le crédit

MP



Pendentif saphir et diamants 14 900 F

Crédit MP 10 % comptant le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit (après acceptation du dossier)

Un choix considérable : Diamants - Rubis - Saphirs - Emeraude et tous les bijoux or

MP 4 place de la Madeleine 75001 Paris 1^{er} 86 rue de Rivoli - 138 rue La Fayette

Catalogue couleur gratuit sur demande

A B C D E F G

AU NICARAGUA

L'ancien ambassadeur à Washington critique l'association de son pays avec Moscou

M. Francisco Fiallos, ancien ambassadeur du Nicaragua à Washington, a déclaré à la presse américaine, le lundi 20 décembre, qu'il avait démissionné de son poste à la fin de la semaine dernière après que son gouvernement eut censuré les déclarations qu'il avait faites au quotidien indépendant de Managua *La Prensa*. Il a réitéré les critiques qu'il émettait dans cet entretien avec le journal, affirmant qu'il souhaitait le rétablissement de la liberté de la presse dans son pays et des élections libres à brève échéance. Il a estimé que la diplomatie sandiniste, qui est « d'association étroite avec Cuba et l'Union soviétique, place le Nicaragua en première ligne de la confrontation entre Washington et Moscou ». Il s'est prononcé pour une politique de strict non-alignement.

Il a souhaité l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement et les Nicaraguayens de toutes tendances, sauf les personnes coupables de crimes sous la dictature somoziste. Il a cité à ce propos, M. Eden Pastora, le « commandant zéro », qui vient de recevoir des autorités du Costa-Rica un permis de séjour dans ce pays. M. Eden Pastora dirige un mouvement d'opposition au régime sandiniste, l'Alliance révolutionnaire démocratique, conjointement avec MM. Alfonso Robelo, ancien membre de la junte sandiniste, Hermanos Edmundo et Fernando Chamorro. Ce dernier a été expulsé, récemment, du Costa-Rica, après avoir été arrêté alors qu'il se dirigeait vers la frontière du Nicaragua à bord d'un véhicule chargé d'armes et d'autres équipements militaires. (A.F.P.)

LE POLISARIO PARTICIPERA DÉSORMAIS A TOUTES LES RÉUNIONS DE L'O.U.A.

déclare un de ses dirigeants

Addis-Abeba (A.F.P.). - La République arabe sahraïenne démocratique participera à toutes les futures réunions de l'O.U.A. en tant que membre à part entière, a déclaré lundi 20 décembre M. Ibrahim Hakim, ministre des Affaires étrangères du Polisario. M. Hakim a affirmé que la R.A.S.D. s'était tenue « volontairement et temporairement » à l'écart de la réunion d'Addis à Tripoli. Mais en dépit de cette « initiative historique », a-t-il déclaré, les États-Unis et le Maroc ont montré qu'ils désirent utiliser de « faux prétextes » pour détruire l'O.U.A. « afin de satisfaire leurs ambitions coloniales ».

Le numéro du « Monde » daté 21 décembre 1982 a été tiré à 533 021 exemplaires.

Publicité

7 Ordinateurs domestiques

Prix charter Duriez

DES INCROYABLES OUTILS d'enseignement, jeux, gestion, calcul, finance, travail, mémoire, musique, sont au Quartier Latin chez Duriez, champion des ordinateurs et calculateurs pour tous.

Tous les instruments, Commodore, Casio, Hewlett Packard, Sharp, Thomson, Atari, Mattel, Sanyo, de 950 à 3.600 F. etc.

Cher Duriez, des conseils et des conseils, avec catalogue-banc d'essai gratuits, bibliothèques de programmes et accessoires. Prix charter toutes taxes incluses.

• Duriez, 132, bd St-Germain, Paris-6^e. M^o Odéon, St-Michel. Mardi au samedi 9 h 35 - 19 h.

LES DEUX OURSONS 106 Bd de Grenelle 575.10.77

Paris 15^e M^o La Motte-Picquet

575.10.77

Paris 15^e M^o La Motte-Picquet

575.10.77

Paris 15^e M^o La Motte-Picquet

575.10.77

Paris 15^e M^o La Motte-Picquet

575.10.77

Paris 15^e M^o La Motte-Picquet

575.10.77

AU VENEZUELA

Un incendie dans une centrale thermique a fait plus de cent morts

Caracas (A.F.P.). - L'explosion d'un réservoir de 45 000 tonnes de pétrole, dans la centrale thermique de Tacaca, à 40 kilomètres à l'ouest de Caracas, a provoqué, depuis le dimanche 19 décembre, un gigantesque incendie qui a fait cent morts. Des flammes s'élevaient encore, mardi, menaçant neuf réservoirs encore intacts. Un deuxième réservoir de 15 000 tonnes a été sinistré : son explosion a happé plusieurs dizaines de secouristes et quelques journalistes. Deux équipes de spécialistes, dont une d'américains, se sont jointes aux pompiers vénézuéliens pour combattre le sinistre.

Les flammes, qui atteignaient jusqu'à 60 mètres de haut, ont tout dévoré à 500 mètres à la ronde. Le pétrole en feu a dévalé la colline où se trouve la centrale, tombant dans la mer des Caraïbes, en contrebas, et provoquant des incendies sur plusieurs dizaines de yachts. D'immenses colonnes de fumée étaient visibles à plusieurs kilomètres.

Quarante mille personnes - principalement des habitants des « ran-

LES ÉLECTIONS PRUD'HOMALES DANS LES DOM

La C.G.T. recule de 11 points, la C.F.D.T. gagne 9,5 points et F.O. 3,4

Le ministère du travail a publié le 21 décembre les résultats des élections prud'homales dans les départements d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon). Dans le collège salariés, la C.G.T. recule de 11,32 points par rapport à 1979, tandis que la C.F.D.T. gagne 9,56 points et F.O. 3,44. La C.F.T.C. recule de 1,56 point, la C.G.C. progresse à peine (0,39) et les « divers » perdent 0,21 point. Dans le collège employeurs, la liste Action pour la défense des droits des employeurs (A.D.D.E.), regroupant le C.N.P.F., la C.G.P.M.E. et la F.N.S.E.A., domine très largement en obtenant 99,26 % des voix.

Les résultats pour les DOM, sont les suivants :
• Collège salariés (toutes sections) : Inscrits : 132 363 ; votants : 68 985, 52,12 % (53 % en 1979) ; exprimés : 65 220, 49,27 % (50,5 %) ; abstentions : 63 378, 47,88 % (46,9 %).

Ont obtenu : C.G.T., 33 448 voix, 51,28 % (62,6 %), 71 sièges sur 129 ; C.F.D.T., 14 239 voix, 21,86 % (12,3 %), 17 sièges ; F.O., 8 243 voix, 12,64 % (9,2 %), 15 sièges ; C.F.T.C., 6 998 voix, 10,64 % (12,2 %), 5 sièges ; C.G.C., 841 voix (1,29 %), 10 sièges ; divers, 1 491 voix, 2,29 % (2,5 %) 6 sièges.

• Collège employeurs (toutes sections) : Inscrits : 10 311 ; votants : 3 420, 33,17 % ; exprimés : 3 110, 30,16 % ; abstentions : 6 891, 66,83 %.

Ont obtenu : A.C.T., 3 087 voix, 99,26 %, 119 sièges sur 129 ; divers, 23 voix, 0,74 %, 1 siège.

LA MENTION

« PARIS MAJORITÉ » DEVRA DISPARAITRE DES AFFICHES DE M. QUILÈS

M. Paul Quilès, candidat socialiste à l'Assemblée de Paris, devra, dans les quatre jours, faire apposer sur toutes ses affiches actuellement placardées un bandeau masquant dans leur totalité les termes « Paris majorité », sous astreinte de 500 francs par infraction constatée. C'est ce qu'a décidé, le 21 décembre, M. Marcel Caratini, président du tribunal de grande instance, statuant à la demande de M. Pierre Bas (R.P.R.), député de Paris, conseiller municipal, qui a créé en 1976 une association, *Paris Majorité*, pour regrouper les élus gaullistes au Conseil municipal de Paris.

Après avoir entendu M^{re} Devedjian, pour le requérant, et M^{re} Yves Attal pour la défense, le magistrat a déclaré dans son ordonnance : « Une association possède un droit privatif sur sa dénomination (...). Par conséquent le défendeur soutient-il que le risque de confusion est inexistant du fait que les électeurs sauront faire la part des choses au moment du vote. Le risque, notamment chez les personnes d'un âge avancé, n'est pas imaginaire. Et il eût été surprenant qu'un lieu de choisir une dénomination existante, le défendeur ait, par exemple, employé sur ses affiches les termes « Paris nouvelle majorité ». En tout état de cause, le nom d'une personne morale remplit une fonction d'individualisation de celle-ci et ne saurait être utilisé par quiconque sans son accord ».

Très remarqué

à Montparnasse,

le lapin

au cidre.

La Croque aux vins

8 rue Sainte-Beuve

Paris 6^e - 548.49.80

Au Yémen du Nord

LE TREMBLEMENT DE TERRE DU 13 DÉCEMBRE A PROVOQUÉ LA MORT DE 2 800 PERSONNES

Selon le premier ministre du Yémen du Nord, le tremblement de terre du 13 décembre et ses suites ont tué au moins deux mille huit cents personnes ; mille deux cents corps supplémentaires pourraient encore être sous les décombres. Il y aurait sept cent mille sans-abris. (A.F.P.)

Les inondations en France

PLAN ORSEC EN CHARENTE-MARITIME

Ainsi que le niveau des eaux remonte dans l'est de la France après une légère décrue, le plan ORSEC a été déclenché en Charente-Maritime. La Charente en crue inonde, en effet, les villes riveraines comme Angoulême, Cognac et surtout Saintes, où les bas-quartiers sont submergés depuis une semaine. Militaires et C.R.S. ont été réquisitionnés pour aider les populations de Saintes et de Saint-Jean-d'Angély.

Les inondations ont fait leur apparition plus au nord, dans le bassin de la Vienne et dans le Finistère. A Quimper, les rivières Odet et Steir sont sorties de leur lit. L'état d'alerte a été lancé en amont de Rennes, de Vitré à Redon, où plusieurs localités sont déjà inondées. La cote d'alerte a été dépassée à Laval, où la Mayenne menace les faubourgs Beaulieu. Dans le Maine-et-Loire, Angers est menacé dans sa partie basse et, à Saumur, la voie sur berge a été fermée.

En région parisienne, c'est toujours le département de Seine-et-Marne qui est le plus menacé. Tous les affluents de la Seine sont en crue. Dans le Val-de-Marne, des pavillons de Villeneuve-Saint-Georges ont dû être évacués le 20 décembre. A Paris, la Seine atteignait la cote de 4,60 mètres le 21 décembre.

• Les monteurs de ski ne bloqueront pas l'accès aux stations de sports d'hiver, le 23 décembre, comme ils avaient menacé de le faire pour protester contre les projets de l'administration (le Monde du 11 décembre).

BAISSE DU DOLLAR : 6,81 F

Les cours du dollar se sont à nouveau orientés à la baisse, mardi 21 décembre, sur les marchés des changes, après une brève remontée, lundi, sur les résultats des élections de Hambourg, qui avaient affaibli, temporairement, le mark.

Les cours de la semaine américaine sont donc revenus de 2,4250 DM à 2,4050 DM, et de 6,85 F-6,84 F à 6,81 F environ. Selon les saluts financiers internationaux, le dollar devrait poursuivre son déclin, surtout depuis trois semaines et entrecoupé de brèves réactions en hausse. Le franc français, raffermi lundi après les déclarations de M. Delors, s'est maintenu dans ces bonnes dispositions, le cours du mark à Paris restant à 2,83 F environ.

escargots de Noël...

N'attendez pas pour venir chercher les escargots du réveillon. Nos bourgognes et petits grès de Provence sont les meilleurs de Paris depuis... 1991.

escargots à moins 20

Mettez les au congélateur, ils gardent intact leur savoir après plusieurs mois. Vous devriez toujours en avoir d'avance.

MAISON DE L'ESCARGOT 78, rue Fendry Paris-15^e Métro Emile-Zola 575.31.09

Seul le lundi, mais le dimanche jusqu'à 13 heures et tous les jours sans interruption de 8 h 30 à 20 h

NOEL - NOUVEL AN

Offrez un beau vêtement LEGRAND

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES ET PARDESSUS

MESURE

A partir de 1.450 F

3.000 tissus

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

TAILLEURS et MONTAIGNE

SUR MESURE

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-61

Du lundi au samedi, de 10 heures à 18 heures

la Règle à Calcul

HEWLETT-PACKARD, un vrai Noël pour un futur ingénieur.

Pour Noël, offrez à votre futur ingénieur les moyens de réussir : un des calculateurs de poche de la gamme Hewlett-Packard à cristaux liquides.

HP 10C : calculateur scientifique et statistique, 79 lignes de programme, 10 registres mémoire.
HP 11C : calculateur scientifique programmable, de 70 à 203 lignes de programme et 21 registres mémoire, 106 fonctions, 15 labels, 2 indicateurs binaires, touches programmables.

La Règle à Calcul 1^{re} distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP 6570/66 St-Germain 75009 Paris 1^{er} 325 68 38 Telex ETRAV 220064F/1303 RAC.

HP 12C : calculateur financier programmable, 20 registres mémoire, taux interne de rentabilité et valeur actuelle nette.

HP 15C : calculateur scientifique programmable, jusqu'à 448 lignes de programme et 67 registres mémoire, calculs matriciels, fonctions d'intégration.

HP 16C : calculateur programmable pour programmeurs et techniciens, conversions et calculs en décimal, hexadécimal, octal et binaire.

hp HEWLETT PACKARD

